



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OCCITANIE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R76-2020-041

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2020

Sommaire

ARS OCCITANIE

R76-2020-02-18-025 - Arrêté 2020-0407 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à JONQUIERES SAINT VINCENT (Gard) (3 pages)	Page 5
R76-2020-02-24-003 - Arrêté création places DE CPO Vincent Auriol par transformation de places du CRP EPNAK-MURET géré par l'EPNACK (3 pages)	Page 9
R76-2020-02-25-002 - Arrêté modificatif autorisation de l'ESAT Les Gardons situé à Salindres par transformation de places au profit de l'ESAT Véronique à Bagnols sur Cèze (4 pages)	Page 13
R76-2020-02-25-003 - Arrêté modificatif autorisation de l'ESAT Veronique situé à Bagnols sur Ceze par transformation de places de l'ESAT Les Gardons situé à Salindres (4 pages)	Page 18
R76-2020-02-24-002 - Arrêté modificatif autorisation Ecole Vicent Auriol à Muret gérée par l'EPNAK, par transformation de places de CRP en CPO (3 pages)	Page 23
R76-2020-02-25-005 - Arrêté modificatif autorisation IJA à TOULOUSE par transformation du SESSAD en modalité accompagnement de l'établissement et modification de la répartition de la capacité autorisée (4 pages)	Page 27
R76-2020-02-25-004 - Arrêté modificatif MAS Al Cantou située à Fonsorbes par extension non importante de capacité (3 pages)	Page 32
R76-2020-02-25-006 - Arrêté modificatif SESSAD Les Hamelines à Bagnols sur Ceze par reconnaissance site secondaire (4 pages)	Page 36
R76-2020-02-25-011 - Arrêté portant modification de l'arrêté du 30-10-2019 relatif à la cession des autorisations de l'ITEP et SESSAD Le Genevrier, IME SOLEIADO et du Service expérimental de prévention à Nîmes au profit de l'AOC St Pierre (4 pages)	Page 41
R76-2020-02-25-012 - Arrêté portant transformation du SAMAD à Nîmes en Unité d'Evaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle (UEROS) (4 pages)	Page 46
R76-2020-02-25-013 - Arrêté portant transformation SAM'S ARTES situé à ALES en Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) (4 pages)	Page 51
R76-2020-02-25-001 - Arrêté rectificatif portant modification de l'arrêté du 18-12-2019 relatif à l'autorisation de l'IME Roland Chavance à Lascazères (4 pages)	Page 56
R76-2020-02-25-010 - Arrêté rectificatif portant modification de l'autorisation du CRA Languedoc-Roussillon situé à Montpellier géré par le CHU de Montpellier (4 pages)	Page 61
R76-2020-02-25-014 - Arrêté regroupement et transformation de la MAS de la Sauvagine située à Vauvert et Pierre Borelly situé à Fons sur Lussan en IME (4 pages)	Page 66
R76-2020-02-25-009 - Arrêté renouvellement autorisation MAS l'Eure Cité situé à Uzès (4 pages)	Page 71

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-21-001 - 8- Arrêté nominatif N° 2020-0440 du 21 février 2020 du Conseil Territorial de Santé du Gard (3 pages)	Page 76
--	---------

R76-2020-02-24-009 - Arrêté portant approbation des modifications de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire "Union des Hôpitaux pour les achats" (7 pages)	Page 80
R76-2020-02-24-010 - Arrêté portant autorisation à être membre du groupement de coopération sanitaire "Union des Hôpitaux pour les achats" (2 pages)	Page 88
R76-2020-02-25-007 - ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL TECHNIQUE DE L'INSTITUT DE FORMATION D'AIDES-SOIGNANTS DE LA CROIX ROUGE FRANCAISE - SITE DE MONTFAUCON (2 pages)	Page 91
R76-2020-02-25-008 - ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL TECHNIQUE DE L'INSTITUT DE FORMATION D'AIDES-SOIGNANTS DES INSTITUTS DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE D'ALBI (2 pages)	Page 94
DDT34	
R76-2019-10-09-110 - ARDC-3419805-DENEGRE-AUTORISATION-D-EXPLOITER (1 page)	Page 97
R76-2019-10-24-004 - ARDC-3419808-CAUMETTE-AUTORISATION-D-EXPLOITER (1 page)	Page 99
DIRECCTE OCCITANIE	
R76-2020-02-27-002 - Arrêté de délimitation Système d'Inspection du Travail Occitanie Ariège (5 pages)	Page 101
Direction Départementale des Territoires	
R76-2020-02-24-005 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au GAEC GOUTTE DE FAU sous le numéro 81193100 (1 page)	Page 107
R76-2020-02-24-004 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Madame Elodie BLANC sous le numéro 81191750 (1 page)	Page 109
R76-2020-02-17-003 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Arnaud MUCCIGNAT sous le numéro 81191749 (1 page)	Page 111
R76-2020-02-24-006 - DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter à Monsieur Matthieu GAYET sous le numéro 81193101 (1 page)	Page 113
DRAAF	
R76-2020-02-26-001 - Arrêté relatif aux conditions d'attribution de subventions de l'État pour 2020 en Occitanie pour conduire des actions d'animation, d'appui technique et de diffusion des résultats et expériences bénéficiant aux groupements d'intérêt économique et environnemental et aux collectifs en émergence (43 pages)	Page 115
DRAAF OCCITANIE	
R76-2020-02-28-049 - Arrêté de subdélégation de signature du DRAAF Occitanie, BOP 354 (2 pages)	Page 159
DREAL Occitanie	
R76-2020-02-05-015 - Schéma régional biomasse (2 pages)	Page 162
Rectorat de l'académie de Toulouse	
R76-2020-02-27-001 - délégation générale de signature de monsieur le recteur de l'académie de Toulouse (17 pages)	Page 165

SGAMI SUD

R76-2020-02-24-001 - Arrêté d'ouverture du recrutement d'agent spécialisé de la police technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année 2020 (3 pages) Page 183

SGAR Occitanie

R76-2020-02-24-007 - Arrêté portant création du lycée polyvalent Martin Malvy de Cazères (1 page) Page 187

R76-2020-02-24-008 - Arrêté portant désaffectation d'une parcelle du lycée professionnel agricole de Pamiers (1 page) Page 189

ARS OCCITANIE

R76-2020-02-18-025

Arrêté 2020-0407 portant autorisation de transfert d'une officine de
pharmacie à JONQUIERES SAINT VINCENT (Gard)

*Arrêté 2020-0407 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à JONQUIERES
SAINT VINCENT (Gard)*

ARRETE ARS OC /2020-0407

Portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à JONQUIERES SAINT VINCENT (Gard)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Région Occitanie ;

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.5125-3 à L.5125-20 et R 5125-1 à R 5125-11 ;

Vu l'Ordonnance n°2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie,

Vu le décret n° 2018-671 du 30 juillet 2018 pris en application de l'article L 5125-3,1° du Code de la santé publique définissant les conditions de transport pour l'accès à une officine en vue de caractériser un approvisionnement en médicaments compromis pour la population ;

Vu le décret n° 2018-672 du 30 juillet 2018 relatif aux demandes d'autorisation de création, transfert et regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2018 fixant la liste des pièces justificatives accompagnant toute demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur RICORDEAU Pierre en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

Vu le décret du Conseil d'Etat n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la Région Occitanie ;

Vu la décision ARS Occitanie n°2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

Vu la demande déposée le 09 décembre 2019 à l'Agence Régionale de Santé Occitanie, au nom de l'EURL « Pharmacie LOUBERT » par Monsieur Fabrice LOUBERT pharmacien titulaire de la pharmacie sise 7 Place de la Mairie à JONQUIERES SAINT VINCENT(30300), afin d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine qu'il exploite sous la licence n° 30#000135 depuis le 1^{er} avril 2007, dans un nouveau local situé 10 Rue Saint Laurent dans la même commune ;

Vu l'avis du Conseil Régional Occitanie du 09 janvier 2020 ;

Vu l'avis du représentant du Syndicat des Pharmaciens pour la région Occitanie du 05 février 2020 ;

Vu l'avis du représentant de l'Union des syndicats des pharmaciens d'officine pour la région Occitanie du 17 février 2020 ;

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



**Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie**
www.prs.occitanie-sante.fr

CONSIDERANT que la commune de JONQUIERES SAINT VINCENT compte une population municipale recensée de 3779 habitants au dernier recensement entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020 et une seule officine de pharmacie située 7 Place de la Mairie au cœur de la commune dans une maison de village ancienne disposant de locaux exigus et vétustes, dont l'accès est difficile pour les personnes à mobilité réduite notamment ; l'officine ne dispose d'aucun stationnement spécifique et il existe peu d'emplacements aux alentours de la pharmacie ;

CONSIDERANT que le transfert sollicité s'effectue à 400 mètres à pied environ du local d'origine, toujours dans le village au sud de la route départementale D999 qui sépare le bourg en deux parties (les deux anciens villages d'origine SAINT VINCENT ET JONQUIERES) et à proximité de cette route dans des locaux plus spacieux disposant d'un parking privé de 8 places dont une aux normes PMR ;

CONSIDERANT que le lieu d'implantation projeté se trouve dans un quartier d'habitations (petites villas individuelles), proche du marché couvert de la commune, de divers professionnels de santé (médecin, cabinet de kinésithérapie), du foyer du troisième âge, du centre socio-culturel, de l'école; qu'il permettra de par sa situation, une facilité d'accès tout à la fois pour les piétons et pour les véhicules motorisés ;

CONSIDERANT que la population du lieu d'implantation d'origine situé 7 Place de la Mairie de JONQUIERES SAINT VINCENT pourra continuer à s'approvisionner auprès de l'EURL « Pharmacie LOUBERT » qui poursuivra, ainsi, l'approvisionnement en médicaments des habitants du centre-ville mais également de l'ensemble de la commune ;

CONSIDERANT que, dans ce contexte, le projet n'entraîne pas d'abandon de clientèle au sens de l'article L 5125-3 du Code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le local envisagé se trouve 10 Rue Saint Laurent à proximité de l'axe majeur que constitue la Route départementale D 999 qui dessert la commune, à proximité d'une population résidente déjà existante, dans un lieu bénéficiant d'une parfaite visibilité, accessible à tous (trottoirs pour les piétons, passages protégés), où les commodités de stationnement seront développées (8 places créées dont 1 emplacement parking pour les personnes à mobilité réduite ainsi qu'un parking communal d'une centaine de places à proximité) par rapport à l'emplacement d'origine ;

CONSIDERANT que le nouvel emplacement de la Pharmacie de Monsieur Fabrice LOUBERT permettra une desserte en médicaments optimale au regard des besoins de la population de tous les habitants de JONQUIERES SAINT VINCENT ;

CONSIDERANT que le transfert répond aux conditions posées par les articles L 5125-3, L 5125-3-2, L 5125-3-3 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le rapport d'enquête du pharmacien inspecteur de santé publique conclut que le nouveau local est conforme aux conditions d'installation d'une officine ;

CONSIDERANT que le local projeté en vue du transfert respecte en effet les conditions prévues aux articles R 5125-8 et R 5125-9 et est conforme au 2° de l'article L 5125-3-2 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par Monsieur Fabrice LOUBERT au nom de l'EURL « Pharmacie LOUBERT » enregistré le 11 décembre 2019 sous le n°2019- 30-0015 au vu de l'état complet du dossier et instruit par les services de la Direction du Premier Recours de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, répond aux exigences de la réglementation en vigueur ;

Agence Régionale de Santé Occitanie
26-28 Parc-Club du Millénaire
1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie
www.prs.occitanie-sante.fr

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Fabrice LOUBERT est autorisé à transférer l'officine de pharmacie qu'il exploite sise, 7 Place de la Mairie à JONQUIERES SAINT VINCENT (30300), dans un nouveau local situé 10 Rue Saint Laurent dans la même commune. La licence ainsi octroyée est enregistrée sous le n° 30#000568.

Article 2 : La présente autorisation de transfert ne prendra effet qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation au pharmacien demandeur ;

Article 3 : L'officine faisant l'objet de la présente licence doit être effectivement ouverte au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans qui court à partir du jour de la notification du présent arrêté, sauf prolongation en cas de force majeure ;

Article 4 : Toute fermeture définitive de l'officine entraîne la caducité de la licence qui doit être remise au Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, par son dernier titulaire ou ses héritiers.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à l'auteur de la demande.

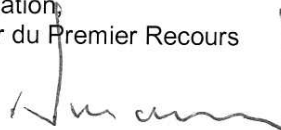
Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des solidarités et de la santé et /ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Occitanie.

MONTPELLIER, le 18 février 2020

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie
et par délégation,
Le Directeur du Premier Recours



Pascal DURAND

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie
www.prs.occitanie-sante.fr

ARS Occitanie

R76-2020-02-24-003

Arrêté création places DE CPO Vincent Auriol par transformation de
places du CRP EPNAK-MURET géré par l'EPNACK

ARRÊTÉ PORTANT CREATION DE PLACES DE CENTRE DE PRE-ORIENTATION (CPO) PAR TRANSFORMATION DE PLACES DU CRP-EPNAK-MURET (31), GEREE PAR L'EPNAK

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n° 2018-552 du 29 juin 2018 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au président du conseil départemental et au directeur général de l'agence régionale de santé ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté ARS en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, gérée par l'Etablissement Public National Antoine-Koenigswarter – EPNAK (6 cours Monseigneur Roméro – CS 60547 – 91025 EVRY CEDEX) à compter du 4 janvier 2017 pour une durée de 15 ans et fixant sa capacité à 170 places ;

VU l'Arrêté n°2018-2789 du 3 août 2018 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie portant adoption du Projet Régional de Santé de l'Occitanie ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l’Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 19 juillet 2019 de Monsieur le Directeur de l’Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, renommée « CRP-EPNAK-MURET » tendant à la création de 6 places de pré-orientation par transformation de 10 places de rééducation professionnelle existantes soit un CRP de 160 places et un CPO de 6 places ;

VU l’accord exprès du 19 juillet 2019 de l’organisme gestionnaire acceptant d’appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l’ensemble de l’autorisation de l’établissement ;

VU l’avis des services du Conseil Régional d’Occitanie en date du 3 décembre 2019, favorable à l’ouverture de 6 places de CPO par transformation de 10 places du Centre de Rééducation Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret ;

CONSIDERANT que ce projet permettra de répondre aux besoins en places de CPO, notamment sur le territoire du Muretain ;

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d’objectifs et de moyens (CPOM) EPNAK 2019-2023 en cours de négociation avec l’ARS Occitanie ;

CONSIDERANT que ce projet constitue une transformation sans modification de la catégorie de bénéficiaires et ne relève pas de la procédure d’appel à projet ;

CONSIDERANT que l’instruction de la demande permet d’établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu’elle satisfait aux règles d’organisation et de fonctionnement prévues par le CASF ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé à coût constant ;

SUR PROPOSITION du délégué départemental de la Haute-Garonne pour l’Agence Régionale de Santé Occitanie

ARRÊTE

Article 1^{er} : La demande de Monsieur le Directeur de l’Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, renommée « CRP-EPNAK-MURET », tendant à la création de 6 places de pré-orientation professionnelle (CPO) par transformation de 10 places de rééducation professionnelle (CRP), est acceptée.

Article 2 : La capacité totale du centre de pré-orientation, dénommé « CPO-EPNAK-MURET » est fixée à 6 places pour adultes en situation de handicap présentant tous types de déficiences.

Article 3 : Les caractéristiques de l’établissement seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du détenteur de l'autorisation :**EPNAK**Adresse : 6 cours Monseigneur Roméro – CS 60547
91025 EVRY CEDEX**N° FINESS EJ : 910808781****Identification de l'établissement principal :****CPO-EPNAK-MURET**Adresse : 23 boulevard A. Briand – BP 20320
31605 MURET Cedex**N° FINESS ET : En cours de création****Code catégorie de l'établissement : 198 (Centre de Pré-orientation pour Handicapés)**

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
399	Pré-orientation pour adultes handicapés	010	Tous types de déficiences Personnes Handicapées (SAI)	11	Hébergement Complet Internat	6

Article 4 : L'autorisation est totalement réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification de la décision d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article D313-7-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 6 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 7 : Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 24 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, le Directeur Général Adjoint
Pierre RICORDEAU

Dr Jean-Jacques MORFOISSE

3/3

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-002

Arrêté modificatif autorisation de l'ESAT Les Gardons situé à
Salindres par transformation de places au profit de l'ESAT Véronique
à Bagnols sur Cèze

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE L'ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) LES GARDONS SITUE A SALINDRES (30) ET GERE PAR L'UNAPEI 30, PAR TRANSFORMATION DE PLACES AU PROFIT DE L'ESAT VERONIQUE SITUE A BAGNOLS SUR CEZE (30) ET GERE PAR L'UNAPEI 30

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU le dernier Arrêté d'autorisation en date du 4 avril 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'ESAT Les Gardons à Salindres géré par l'UNAPEI 30 ;

VU la Décision n°2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n°DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n°DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 15 novembre 2019 de l'UNAPEI 30 en vue de la transformation de 10 places de l'ESAT Les Gardons au profit de l'ESAT Véronique ;

VU l'accord de l'organisme gestionnaire UNAPEI 30 en date du 22 octobre 2019 acceptant d'appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l'ensemble de l'autorisation ;

CONSIDERANT que ce projet ne relève pas de la procédure d'appel à projets mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé à coûts constants, par transfert de moyens entre les deux ESAT ;

SUR PROPOSITION du directeur de la délégation départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 : La demande de modification de l'autorisation de l'ESAT Les Gardons situé à Salindres, par transformation de 10 places au profit de l'ESAT Véronique est acceptée à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2 : La nouvelle capacité de l'établissement est fixée à 164 places.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : UNAPEI 30
Adresse : 2 impasse Robert Schuman 30 000 NIMES

N° FINESS EJ : 30 078 688 6

Identification de l'établissement : ESAT les Gardons
Adresse : 1218 route de Malzac 30 340 SALINDRES

N° FINESS ET : 30 078 221 6

Catégorie établissement : 246 Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
908	Aide par le travail pour Adultes Handicapés	010	Tous types de déficiences personnes handicapées	21	Accueil de jour	164

Article 4 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 5 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 : Le directeur de la délégation départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-003

Arrêté modificatif autorisation de l' ESAT Veronique situé à Bagnols
sur Ceze par transformation de places de l'ESAT Les Gardons situé à
Salindres

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE L'ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) VERONIQUE SITUE A BAGNOLS SUR CEZE (30) ET GERE PAR L'UNAPEI 30, PAR TRANSFORMATION DE PLACES DE L'ESAT LES GARDONS SITUE A SALINDRES (30) ET GERE PAR L'UNAPEI 30

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret n°2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n°2018-552 du 29 juin 2018 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au président du conseil départemental et au directeur général de l'agence régionale de santé ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU le dernier Arrêté d'autorisation en date du 4 avril 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'ESAT Véronique à Bagnols sur Cèze géré par l'UNAPEI 30 ;

VU la Décision n°2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n°DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n°DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 15 novembre 2019 de l'UNAPEI 30 en vue de la transformation de 10 places de l'ESAT Les Gardons au profit de l'ESAT Véronique ;

VU l'accord de l'organisme gestionnaire UNAPEI 30 en date du 22 octobre 2019 acceptant d'appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l'ensemble de l'autorisation ;

CONSIDERANT que ce projet ne relève pas de la procédure d'appel à projets mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé à coûts constants, par transfert de moyens entre les deux ESAT ;

SUR PROPOSITION du directeur de la délégation départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 : La demande de modification de l'autorisation de l'ESAT Véronique situé à Bagnols sur Cèze, par transformation de 10 places de l'ESAT Les Gardons est acceptée à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2 : La nouvelle capacité de l'établissement est portée à 74 places.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : UNAPEI 30
Adresse : 2 impasse Robert Schuman 30 000 NIMES

N° FINESS EJ : 30 078 688 6

Identification de l'établissement : ESAT Véronique
Adresse : 1 avenue Eugène Thome 30 205 Bagnols sur Cèze

N° FINESS ET : 30 078 411 3

Code catégorie établissement : 246 Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
908	Aide par le travail pour Adultes Handicapés	010	Tous types de déficiences personnes handicapées	21	Accueil de jour	74

Article 4 : L'autorisation est totalement réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification de la décision d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article D313-7-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 6 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 7 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la délégation départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-24-002

Arrêté modificatif autorisation Ecole Vicent Auriol à Muret gérée
par l'EPNAK, par transformation de places de CRP en CPO

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE L'ECOLE DE RECONVERSION
PROFESSIONNELLE « VINCENT AURIOL » A MURET (31), GEREE PAR L'EPNAK, PAR
TRANSFORMATION DE PLACES DE CENTRE DE REEDUCATION PROFESSIONNELLE (CRP) EN
CENTRE DE PRE-ORIENTATION (CPO)**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n° 2018-552 du 29 juin 2018 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au président du conseil départemental et au directeur général de l'agence régionale de santé ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté ARS en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, gérée par l'Etablissement Public National Antoine-Koenigswarter – EPNAK (6 cours Monseigneur Roméro – CS 60547 – 91025 EVRY CEDEX) à compter du 4 janvier 2017 pour une durée de 15 ans et fixant sa capacité à 170 places ;

VU l'Arrêté n° 2018-2789 du 3 août 2018 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie portant adoption du Projet Régional de Santé de l'Occitanie ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 19 juillet 2019 de Monsieur le Directeur de l'Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, renommée « CRP-EPNAK-MURET » tendant à la création de 6 places de pré-orientation par transformation de 10 places de rééducation professionnelle existantes soit un CRP de 160 places et un CPO de 6 places ;

VU l'accord exprès du 19 juillet 2019 de l'organisme gestionnaire acceptant d'appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l'ensemble de l'autorisation de l'établissement ;

VU l'avis des services du Conseil Régional d'Occitanie en date du 3 décembre 2019, favorable à l'ouverture de 6 places de CPO par transformation de 10 places du Centre de Rééducation Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret ;

CONSIDERANT que ce projet permettra de répondre aux besoins en places de CPO, notamment sur le territoire du Muretain ;

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) EPNAK 2019-2023 en cours de négociation avec l'ARS Occitanie ;

CONSIDERANT que ce projet constitue une transformation sans modification de la catégorie de bénéficiaires et ne relève pas de la procédure d'appel à projet ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le CASF ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé à coût constant ;

SUR PROPOSITION du délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie

ARRÊTE

Article 1^{er} : La demande de Monsieur le Directeur de l'Ecole de Reconversion Professionnelle « Vincent Auriol » à Muret, renommée « CRP-EPNAK-MURET », tendant à la transformation de 10 places de rééducation professionnelle (CRP) afin de créer 6 places de pré-orientation professionnelle (CPO), est acceptée.

Article 2 : La capacité totale de l'établissement est portée de 170 à 160 places pour adultes en situation de handicap, présentant tous types de déficiences.

Article 3 : Les caractéristiques du CRP-EPNAK-MURET seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du détenteur de l'autorisation :

EPNAK

N° FINESS EJ : 910808781

Adresse : 6 cours Monseigneur Roméro – CS 60547
91025 EVRY CEDEX

Identification de l'établissement principal :

CRP-EPNAK-MURET

N° FINESS ET : 310780788

Adresse : 23 boulevard A. Briand – BP 20320
31605 MURET Cedex

Code catégorie de l'établissement : 249 (Centre Rééducation Professionnelle)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
906	Rééducation professionnelle pour adultes handicapés	010	Tous types de déficiences Personnes Handicapées (SAI)	11	Hébergement Complet Internat	160

Article 4 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 5 : Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 : Le délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 24 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, le Directeur Général Adjoint

Pierre RICORDEAU
Dr Jean-Jacques MORFOISSE

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-005

Arrêté modificatif autorisation IJA à TOULOUSE par transformation
du SESSAD en modalité accompagnement de l'établissement et
modification de la répartition de la capacité autorisée

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE L'INSTITUT POUR DEFICIENTS VISUELS
SITUE A TOULOUSE ET GERE PAR LE CESDV – INSTITUT DES JEUNES AVEUGLES, PAR
TRANSFORMATION DE SON SERVICE D'EDUCATION SPECIALE ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD)
EN MODALITE D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ETABLISSEMENT ET MODIFICATION DE LA
REPARTITION DE LA CAPACITE AUTORISEE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté ARS en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation du CESDV - Institut des jeunes aveugles à Toulouse, géré par la Fondation « CESDV – Institut des Jeunes Aveugles » (37, rue Monplaisir – 31400 TOULOUSE), à compter du 4 janvier 2017, pour une durée de 15 ans, et fixant sa capacité à 93 places dont 58 places pour déficients visuels (40 places d'internat et 18 places de semi-internat), 20 places pour déficients visuels avec troubles associés (15 places d'internat et 5 places de semi-internat) et 15 places pour enfants présentant une déficience visuelle associée à une déficience auditive, à des troubles envahissants du développement et des troubles du comportement sévères (6 places d'internat, 2 places d'accueil de jour et 7 places d'accueil temporaire) ;

VU l'Arrêté ARS en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation du service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) de l'Institut des Jeunes Aveugles à Toulouse à compter du 4 janvier 2017, pour une durée de 15 ans, et fixant sa capacité à 38 places pour enfants et adolescents déficients visuels ;

VU l'Arrêté n° 2018-2789 du 3 août 2018 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie portant adoption du Projet Régional de Santé de l'Occitanie ;

VU la Décision en date du 23 mars 2015 de l'ARS tendant au financement d'une équipe relais sur le périmètre de l'ex-région Midi-Pyrénées, adossée à l'Institut des Jeunes Aveugles de Toulouse, octroyé suite à l'appel à candidature interrégional lancé dans le cadre du schéma national d'organisation médico-sociale pour les handicaps rares 2009-2013 ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le procès-verbal de la visite de conformité du 23 novembre 2010 dans les locaux du SESSAD de l'Institut des Jeunes Aveugles, sis 37 rue Monplaisir à Toulouse et Fondation du Bon Sauveur, Boulevard du Lude à Albi ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2023 de l'Institut des Jeunes Aveugles, en cours d'élaboration, notamment son objectif stratégique n° 3 « favoriser la fluidité des parcours des personnes en situation de handicap » ;

VU la demande en date du 29 août 2019 de Monsieur le directeur de l'Institut des Jeunes Aveugles, tendant à la modification de l'autorisation de l'Institut pour Déficiants Visuels par transformation du SESSAD en modalité d'accompagnement de l'établissement, portant sa capacité globale à 131 places et modification de la répartition de la capacité autorisée, soit :

- Déficiants visuels : 20 places d'internat (- 20 places), 15 places d'accueil de jour (- 3 places) et 49 places d'accompagnement en milieu ordinaire (+ 11 places)
- Handicaps rares/déficiants visuels avec troubles associés : 25 places d'internat (+ 4 places), 15 places d'accueil de jour (+ 8 places) et 7 places d'accueil temporaire (inchangé)

VU l'accord exprès de l'organisme gestionnaire CESDV – IJA acceptant d'appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l'ensemble de l'autorisation ;

CONSIDERANT la nécessité d'adapter les modalités d'accompagnement mises en œuvre par l'établissement en fonction des besoins des jeunes accueillis et de leur évolution ;

CONSIDERANT que la demande présentée ne relève pas de la procédure d'appel à projet ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT que le projet est réalisé à coût constant, par redéploiement de places et moyens ;

SUR PROPOSITION du délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRÊTE

Article 1 : La demande de Monsieur le directeur du CESDV - INSTITUT DES JEUNES AVEUGLES, situé à TOULOUSE (31), tendant à la modification de l'autorisation de l'établissement par transformation du SESSAD en modalité d'accompagnement de l'Institut des Jeunes Aveugles et modification de la répartition de la capacité autorisée est acceptée.

Article 2 : La capacité totale de l'établissement est fixée à 131 places réparties comme suit :

- Section Déficiants visuels : 84 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant une déficience visuelle dont 20 places d'internat, 15 places d'accueil de jour et 49 places d'accompagnement en milieu ordinaire.
Les prestations d'accompagnement en milieu ordinaire s'organisent à partir de 3 sites -Toulouse, Albi et Montauban- afin de répondre aux besoins de proximité.
- Section Handicaps rares : 47 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant un handicap rare dont 25 places d'internat, 15 places d'accueil de jour et 7 places d'accueil temporaire.

L'établissement dispose par ailleurs d'une équipe relais, autorisée dans le cadre du schéma national d'organisation médico-sociale pour les handicaps rares 2009-2013 intervenant sur les 8 départements de l'ex-région Midi-Pyrénées.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : FONDATION CESDV - IJA

N° FINESS EJ : 310000252

Adresse : 37, rue Monplaisir – 31400 TOULOUSE

Identification de l'établissement principal : CESDV - IJA

N° FINESS ET : 310780515

Adresse : 37 rue Monplaisir – 31400 TOULOUSE

Code catégorie de l'établissement : 194 (Institut pour Déficiants Visuels)

Spécialisation		Publics accueillis ou accompagnés		Modes d'accueil et d'accompagnement		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	324	Déficience visuelle grave	11	Hébergement Complet Internat	20
				21	Accueil de jour	15
				16	Prestation en milieu ordinaire	25
		011	Handicap rare	11	Hébergement Complet Internat	25
				21	Accueil de jour	15
				45	Accueil temporaire (avec et sans hébergement)	7

Identification de l'établissement secondaire : CESDV - IJA – Site d'Albi

N° FINESS ET : En cours de création

Adresse : Fondation du Bon Sauveur, Boulevard du Lude – 81000 ALBI

Code catégorie de l'établissement : 194 (Institut pour Déficiants Visuels)

Spécialisation		Publics accueillis ou accompagnés		Modes d'accueil et d'accompagnement		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	324	Déficience visuelle grave	16	Prestation en milieu ordinaire	12

Identification de l'établissement secondaire : CESDV - IJA – Site de Montauban

N° FINESS ET : En cours de création

Adresse : 230 Rue Georges Clémenceau - 82000 MONTAUBAN

Code catégorie de l'établissement : 194 (Institut pour Déficiants Visuels)

Spécialisation		Publics accueillis ou accompagnés		Modes d'accueil et d'accompagnement		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	324	Déficience visuelle grave	16	Prestation en milieu ordinaire	12

Article 4 : L'autorisation est totalement réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification de la décision d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article D313-7-2 du CASF.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée à la transmission par le titulaire de l'autorisation, avant la date de mise en œuvre de la nouvelle répartition de la capacité autorisée, à l'autorité compétente, d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement fixées par décret.

Article 6 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général



Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-004

Arrêté modificatif MAS Al Cantou située à Fonsorbes par extension
non importante de capacité

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE (MAS) « AL CANTOU » SITUEE A FONSORBES (31) ET GEREE PAR L'ASSOCIATION LES JEUNES HANDICAPES (AJH), PAR EXTENSION NON IMPORTANTE DE CAPACITE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n° 2018-552 du 29 juin 2018 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au président du conseil départemental et au directeur général de l'agence régionale de santé ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté ARS en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de la MAS « Al Cantou » à Fonsorbes (31), gérée par l'association Les Jeunes Handicapés (AJH – Château de Lahage – 31370 LAHAGE), pour 15 ans à compter du 4 janvier 2017 et fixant sa capacité à 60 places d'hébergement permanent dont 40 places pour polyhandicapés somatiques et 20 places pour adultes autistes ou présentant d'autres troubles envahissants du développement (TED) ;

VU l'Arrêté n° 2018-2789 du 3 août 2018 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie portant adoption du Projet Régional de Santé de l'Occitanie ;

VU l'Arrêté ARS en date du 13 février 2019 portant modification de l'autorisation de la MAS « Al Cantou » à Fonsorbes, par extension non importante de 4 places pour adultes présentant des troubles du spectre de l'autisme, portant la capacité totale de l'établissement de 60 à 64 places en hébergement permanent (40 places pour polyhandicapés et 24 places pour adultes présentant des troubles du spectre de l'autisme) ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 8 novembre 2019 de Monsieur le Directeur général de l'AJH tendant à l'extension non importante de la capacité de la MAS « Al Cantou » à Fonsorbes, par création de 2 places d'accueil de jour dédiées à des personnes adultes présentant un handicap intellectuel, moteur ou polyhandicapées ;

CONSIDERANT que ce projet, présenté par l'AJH, ne constitue pas une extension importante soumise à la procédure d'appel à projet ;

CONSIDERANT la convention signée le 9 janvier 2018 par l'ARS Occitanie et le gestionnaire de la MAS « Al Cantou » dans le cadre du plan d'aide à l'investissement - PAI 2017 concernant le projet de construction d'une zone d'hébergement dédiée aux personnes porteuses de troubles du spectre de l'autisme, en prolongement des bâtiments existants (démarrage des travaux le 1^{er} octobre 2018) ;

CONSIDERANT que ces 2 places en accueil de jour permettront d'assurer un accompagnement de proximité et adapté aux besoins du territoire, conformément à l'un des objectifs opérationnels du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens - CPOM de l'AJH pour la période 2020-2024 en cours d'élaboration ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le CASF ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine du projet est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 et L314-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

SUR PROPOSITION du délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie;

ARRÊTE

Article 1 : La demande de Monsieur le Directeur général de l'AJH, tendant à la modification de l'autorisation de la MAS « Al Cantou » à Fonsorbes (31), par extension non importante de deux places d'accueil de jour est acceptée.

Article 2 : La capacité totale de l'établissement est portée de 64 à 66 places réparties de la façon suivante :

- 40 places en hébergement permanent pour adultes polyhandicapés ;
- 24 places en hébergement permanent pour adultes présentant des troubles du spectre de l'autisme (TSA).
- 2 places en accueil de jour pour adultes présentant tous types de déficiences.

Article 3 : Les caractéristiques de la MAS « Al Cantou » seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : ASSOCIATION LES JEUNES HANDICAPES

N° FINESS EJ : 310795349

Adresse : Château de Lahage – 31370 LAHAGE

Identification de l'établissement principal : MAS AL CANTOU

N° FINESS ET : 310019641

Adresse : Chemin de Moundran – 31470 FONSORBES

Code catégorie de l'établissement : 255 (Maison d'Accueil Spécialisée - MAS)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
964	Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapées	500	Polyhandicap	11	Hébergement Complet Internat	40
		437	Troubles du spectre de l'autisme	11	Hébergement Complet Internat	24
		010	Tous Types de Déficiences Personnes Handicapées	21	Accueil de jour	2

Article 4 : L'autorisation d'extension est totalement réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification de la décision d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article D313-7-2 du CASF.

Article 5 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du CASF dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 6 : Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le délégué départemental de la Haute-Garonne pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, le Directeur Général Adjoint

Pierre RICORDEAU
Dr Jean-Jacques MORFOISSE

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-006

Arrêté modificatif SESSAD Les Hamelines à Bagnols sur Ceze par
reconnaissance site secondaire

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DU SERVICE D'EDUCATION SPECIALE ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD) LES HAMELINES SITUE A BAGNOLS-SUR-CEZE (30) ET GERE PAR L'ASSOCIATION LES HAMELINES, PAR RECONNAISSANCE D'UN SITE SECONDAIRE A LES ANGLÉS (30)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté préfectoral du 27 février 2006 portant autorisation de création d'un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domiciles (SESSAD) rattaché à l'Institut Médico-Educatif « Les Hamelines » à Bagnols-sur-Cèze ;

VU l'Arrêté du 8 avril 2019 portant modification de l'autorisation relative au SESSAD Les Hamelines situé à Bagnols-sur-Cèze par extension non importante de 3 places ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 13 octobre 2019 du directeur du SESSAD « Les Hamelines » tendant à la modification de l'autorisation par reconnaissance d'un site secondaire situé à Les Angles ;

CONSIDERANT que tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente ;

CONSIDERANT que la demande présentée en vue d'une modification de l'autorisation par reconnaissance d'un site secondaire ne relève pas de la procédure d'appel à projet ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT l'avis positif donné à la suite de la visite de conformité réalisée le 11 décembre 2019 dans les locaux du site secondaire du SESSAD, situé 155 Rue des Bosquets 30133 Les Angles ;

CONSIDERANT que les moyens alloués au service permettent la mise en œuvre de ce projet à coûts constants ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la Délégation Départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

ARRETE

Article 1 :

La demande du directeur du SESSAD Les Hamelines tendant à la modification de l'autorisation du SESSAD « les Hamelines » situé à Bagnols-sur-Cèze (30), par reconnaissance d'un site secondaire situé à Les Angles est acceptée.

Article 2 :

La capacité totale du service demeure inchangée et fixée à 29 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant une déficience intellectuelle.

Article 3 :

Les caractéristiques du service seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

Association « LES HAMELINES »

N° FINESS EJ : 30 000 035 3

Adresse : Route d'Alès - 30 200 Bagnols-sur-Cèze

Identification de l'établissement principal :

SESSAD « LES HAMELINES »

N° FINESS ET : 30 000 957 8

Adresse : 20 Route des Cévennes - 30 200 Bagnols-sur-Cèze

Code catégorie établissement : 182 Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
841	Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	117	Déficiência intellectuelle	16	Prestation en milieu ordinaire	24

Identification de l'établissement secondaire :

SESSAD « LES HAMELINES » - Site Les Angles

N° FINESS ET : *En cours de création*

Adresse : 155 Rue des Bosquets - 30 133 Les Angles

Code catégorie établissement : 182 Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
841	Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	117	Déficiência intellectuelle	16	Prestation en milieu ordinaire	5

Article 4 :

Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 5 :

Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Celui-ci peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 :

Le Directeur de la Délégation Départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Président de l'Association « Les Hamelines » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-011

Arrêté portant modification de l' arrêté du 30-10-2019 relatif à la
cession des autorisations de l'ITEP et SESSAD Le Genevrier, IME
SOLEIADO et du Service expérimental de prévention à Nîmes au
profit de l' AOC St Pierre

ARRETE RECTIFICATIF PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 30 OCTOBRE 2019 RELATIF A LA CESSIION DES AUTORISATIONS DE L'INSTITUT THERAPEUTIQUE EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE (ITEP) LE GENEVRIER, DU SERVICE D'EDUCATION SPECIALE ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD) LE GENEVRIER, DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF (IME) SOLEIADO ET DU SERVICE EXPERIMENTAL DE PREVENTION SITUES A NIMES (30), GERES PAR L'ASSOCIATION ORPHELINAT DE COURBESSAC AU PROFIT DE L'ASSOCIATION SAINT-PIERRE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU le dernier Arrêté du 30 Octobre 2019 portant cession des autorisations de l'ITEP Le Genévrier, du SESSAD le Genévrier, de l'IME Soleiado et du service expérimental de prévention situés à Nîmes (30), gérés par l'association Orphelinat de Courbessac au profit de l'association Saint-Pierre ;

VU la Décision n°2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

CONSIDERANT que des caractéristiques FINESS figurant dans l'arrêté du 30 Octobre 2019 portant cession des autorisations de l'ITEP Le Genévrier, du SESSAD le Genévrier, de l'IME Soleiado et du service expérimental de prévention situés à Nîmes (30), gérés par l'association Orphelinat de Courbessac au profit de l'association Saint-Pierre sont erronées ;

CONSIDERANT que des erreurs matérielles ont été constatées dans l'arrêté du 30 octobre 2019 et qu'il convient d'apporter les modifications ci-dessous ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté du 30 Octobre 2019 portant cession des autorisations de l'ITEP Le Genévrier, du SESSAD le Genévrier, de l'IME Soleiado et du service expérimental de prévention situés à Nîmes (30), gérés par l'association Orphelinat de Courbessac au profit de l'association Saint-Pierre est modifié comme suit en son article 3 :

« Les caractéristiques des établissements et services seront répertoriées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

Association Saint-Pierre N° FINESS EJ : 340022722
Adresse : 371 Avenue de l'Evêché de Maguelone – 34250 Palavas les Flots

Identification de l'établissement principal :

ITEP Le Genévrier N° FINESS ET : 300780582
Adresse : Quartier de Courbessac – 165, rue du Font de l'Abbé – 30 000 Nîmes

Catégorie établissement : 186 Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	200	Difficultés psychologiques avec troubles du comportement	11	Hébergement complet internat	8
				21	Accueil de jour	11

Identification du gestionnaire :

Association Saint-Pierre N° FINESS EJ : 340022722
Adresse : 371 Avenue de l'Evêché de Maguelone – 34250 Palavas les Flots

Identification de l'établissement principal :

SESSAD Le Genévrier N° FINESS ET : 300002235
Adresse : Quartier de Courbessac – 16, rue du Font de l'Abbé – 30 000 Nîmes

Catégorie établissement : 182 Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	200	Difficultés psychologiques avec troubles du comportement	16	Prestation en milieu ordinaire	16

Identification du gestionnaire :

Association Saint-Pierre

N° FINESS EJ : 340022722

Adresse : 371 Avenue de l'Evêché de Maguelone – 34250 Palavas les Flots

Identification de l'établissement principal :

IME Service Soleiado

N° FINESS ET : 300014107

Adresse : Quartier de Courbessac – 165, rue du Font de l'Abbé – 30 000 Nîmes

Catégorie établissement : 183 Institut Médico-Educatif (IME)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
844	Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques	206	Handicap psychique	21	Accueil de jour	8
		437	Troubles du spectre de l'autisme			12

Identification du gestionnaire :

Association Saint-Pierre

N° FINESS EJ : 340022722

Adresse : 371 Avenue de l'Evêché de Maguelone – 34250 Palavas les Flots

Identification de l'établissement principal :

Service Expérimental de Prévention

N° FINESS ET : 300014180

Adresse : Quartier de Courbessac – 165, rue du Font de l'Abbé – 30 000 Nîmes

Catégorie établissement : 370 Etablissement expérimental pour personnes handicapées

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
841	Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	200	Difficultés psychologiques avec troubles du comportement	16	Prestation en milieu ordinaire	15

Article 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté du 30 Octobre 2019 portant cession des autorisations de l'ITEP Le Genévrier, du SESSAD le Genévrier, de l'IME Soleiado et du service expérimental de prévention situés à Nîmes (30), gérés par l'association Orphelinat de Courbessac au profit de l'association Saint-Pierre demeurent inchangées.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Celui-ci peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le Directeur Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Président de l'Association Saint-Pierre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-012

Arrêté portant transformation du SAMAD à Nîmes en Unité
d'Evaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et
socioprofessionnelle (UEROS)

ARRETE PORTANT TRANSFORMATION DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE MAINTIEN A DOMICILE (SAMAD) SITUE A NIMES (30) ET GERE PAR L'ASSOCIATION « ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DU GARD » (APSH 30), EN UNITE D'EVALUATION, DE REENTRAINEMENT ET D'ORIENTATION SOCIALE ET SOCIOPROFESSIONNELLE (UEROS)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2009-299 du 17 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation et de fonctionnement des unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle (UEROS) pour personnes cérébro-lésées ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté d'autorisation initial n°2004-320-19 du 15 novembre 2004 portant autorisation de création d'un SAMAD de 30 places pour des personnes victimes de traumatismes crâniens et/ou présentant des lésions cérébrales graves, géré par le Comité du Gard de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) ;

VU l'Arrêté n°2009-329-17 du 25 novembre 2009 renouvelant l'autorisation du SAMAD de 30 places pour des personnes victimes de traumatismes crâniens et/ou présentant des lésions cérébrales graves géré par le Comité du Gard de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) ;

VU l'Arrêté n°2012-071 du 20 janvier 2012 portant renouvellement du Service d'Accompagnement et de Maintien à Domicile (SAMAD) de 30 places pour des personnes victimes de traumatismes crâniens et/ou présentant des lésions cérébrales graves, géré par le Comité du Gard de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) ;

VU l'Arrêté n°2015-2335 du 20 novembre 2015 portant renouvellement provisoire pour deux ans de l'autorisation du SAMAD de 30 places pour des personnes victimes de traumatismes crâniens et/ou présentant des lésions cérébrales graves, géré par le Comité du Gard de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l’Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l’application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l’Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l’accord de l’organisme gestionnaire en date du 27 février 2019 acceptant d’appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l’ensemble de l’autorisation ;

CONSIDERANT que suite à l’échéance de la période expérimentale au 1^{er} décembre 2016, l’autorité a poursuivi le financement du SAMAD qui a continué de fonctionner malgré l’absence d’arrêté d’autorisation ;

CONSIDERANT l’évaluation médico-sociale établie par la délégation départementale du Gard pour l’ARS Occitanie en date du 26 juillet 2018 et portant sur le public accompagné par le service ;

CONSIDERANT les missions menées par cette unité qui relèvent en partie des dispositions des articles D312-161-2 et D312-161-3 du Code de l’Action Sociale et des Familles s’appliquant aux établissements et services mentionnés au 11^e du I de l’article L312-1 ;

CONSIDERANT que ce dispositif viendra compléter l’offre d’accompagnement en faveur des personnes cérébro-lésées sur le territoire Gardois ;

CONSIDERANT que les crédits alloués permettent la mise en œuvre de ce projet à moyens constants ;

SUR PROPOSITION du Délégué Départemental du Gard pour l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 : Il est constaté que le statut expérimental du SAMAD situé à Nîmes a pris fin au 1^{er} décembre 2016. Le SAMAD relève de l’autorisation à durée déterminée de droit commun mentionnée à l’article L313-1 à compter du 1^{er} décembre 2016 et jusqu’au 1^{er} décembre 2031.

Article 2 : Le SAMAD situé à Nîmes est transformé en Unité d’Evaluation, de Réentraînement et d’Orientation Sociale et Socioprofessionnelle (UEROS) pour les personnes adultes cérébro-lésées.

Article 3 : La capacité totale de l’unité est inchangée et fixée à 30 places pour personnes adultes cérébro-lésées.

Article 4 : Les caractéristiques de l’unité seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

APSH30

125 Rue de l’Hostellerie – 30900 Nîmes

N°FINESS EJ : 300 001 138

Identification de l’établissement :

UEROS APSH30

125 Rue de l’Hostellerie – 30900 Nîmes

N° FINESS ET : 300 003 738

Code catégorie établissement : 464 Unité d’Evaluation, de Réentraînement et d’Orientation Sociale et Socioprofessionnelle (UEROS)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil ou d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
506	Evaluation Réentrainement Orientation Sociale et socio-professionnelle pour cérébro-lésés	438	Cérébro-lésés	16	Prestation en milieu ordinaire	30

Article 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 6 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 7 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce Tribunal peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le Délégué Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Président de l'Association Accompagnement des Personnes en Situation de Handicap du Gard sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-013

Arrêté portant transformation SAM'S ARTESsitué à ALES en
Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)

**ARRETE PORTANT TRANSFORMATION DU SERVICE EXPERIMENTAL MEDICO-SOCIAL DE COORDINATION
ET DE MAINTIEN A DOMICILE (SAM'S ARTES) SITUE A ALES (30) ET GERE PAR L'ASSOCIATION
« APPLICATION, RECHERCHES ET TECHNIQUES EN EDUCATION ET SOINS (ARTES), EN MAISON D'ACCUEIL
SPECIALISEE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2005 portant autorisation de création partielle d'un service médico-social expérimental de coordination et de maintien à domicile de 15 places pour des personnes adultes lourdement handicapées ou atteintes de maladies gravement invalidantes ;

VU l'Arrêté n°2010-1620 du 8 décembre 2010 portant autorisation d'extension de capacité de 5 places du service médico-social expérimental de coordination et de maintien à domicile géré par l'association « ARTES » à Alès ;

VU l'Arrêté n°2010-1869 du 30 décembre 2010, relatif au SAM'S ARTES situé à Alès (30), géré par l'association « ARTES » modifiant l'arrêté n°2010-1620 du 8 décembre 2010 portant autorisation d'extension de capacité de 5 places du service médico-social expérimental de coordination et de maintien à domicile ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n°DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n°DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'accord en date du 14 décembre 2018 de l'association « ARTES » tendant à la transformation du SAM'S ARTES en MAS externalisée, sans modification de sa capacité fixée à 20 places ;

VU l'accord de l'organisme gestionnaire en date du 14 décembre 2018 acceptant d'appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l'ensemble de l'autorisation ;

CONSIDERANT que suite à l'échéance de la période expérimentale au 8 décembre 2015, l'autorité a poursuivi le financement du SAM'S ARTES qui a continué de fonctionner malgré l'absence d'arrêté d'autorisation ;

CONSIDERANT l'évaluation médico-sociale établie par la délégation départementale du Gard pour l'ARS Occitanie en date du 20 juin 2018 et portant sur le public accompagné par le service ;

CONSIDERANT l'effectivité des besoins couverts par le SAM'S ARTES pour maintenir à domicile des personnes lourdement handicapées et relevant d'un accompagnement en MAS, ainsi que la pertinence de son périmètre géographique ;

CONSIDERANT que les crédits alloués permettent la mise en œuvre de ce projet à moyens constants ;

SUR PROPOSITION du Délégué Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 : Il est constaté que le statut expérimental du SAM'S ARTES situé à Alès a pris fin au 8 décembre 2015. Le SAM'S ARTES relève de l'autorisation à durée déterminée de droit commun mentionnée à l'article L313-1 à compter du 8 décembre 2015 et jusqu'au 8 décembre 2030.

Article 2 : Le SAM'S ARTES situé à Alès est transformé en Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) pour adultes en situation de handicap présentant tous types de déficiences.

Article 3 : La capacité totale est inchangée et fixée à 20 places pour adultes en situation de handicap présentant tous types de déficiences.

Article 4 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

ARTES

N° FINESS EJ : 300000403

Adresse : 1, route de Salindres - 30 340 Saint Privas des Vieux

Identification de l'établissement :

MAS ARTES

N° FINESS ET : 300008729

Adresse : 345, chemin des Prairies - 30 100 Alès

Code catégorie établissement : 255 Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
964	Accueil et accompagnement spécialisé pour personnes handicapées	010	Tous types de déficiences	16	Prestation en milieu ordinaire	20

Article 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 6 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 7 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce Tribunal peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le Délégué Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Président de l'Association « Application, Recherches et Techniques en Education et Soins » du Gard sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-001

Arrêté rectificatif portant modification de l'arrêté du 18-12-2019
relatif à l'autorisation de l'IME Roland Chavance à Lascazères

**ARRETE RECTIFICATIF PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 18 DECEMBRE 2019 RELATIF
A L'AUTORISATION DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « ROLAND CHAVANCE » SITUE A
LASCAZERES (65) ET GERE PAR L'ASEI**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté du 19 juin 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'Institut Médico-Professionnel « Roland Chavance » à Lascazères (65) géré par l'Association pour la Sauvegarde des Enfants Invalides (ASEI) ;

VU le dernier Arrêté du 18 décembre 2019 portant modification de l'autorisation de l'Institut Médico-Educatif « Roland Chavance » situé à Lascazères (65) et géré par l'ASEI, par extension non importante de capacité ;

VU la Décision n°2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU la demande en date du 24 juin 2019 du Directeur de l'IME Roland Chavance en vue d'une modification d'autorisation par extension non importante de 5 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant des troubles du spectre autistique (TSA) ;

CONSIDERANT que le public visé par l'extension de capacité de 5 places dans l'arrêté du 18 décembre 2019 est erroné au regard du dossier déposé en vue d'une modification d'autorisation ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle a été constatée dans l'arrêté du 18 décembre 2019 et qu'il convient d'apporter les modifications ci-dessous ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté du 18 décembre 2019 portant modification de l'autorisation de l'institut médico-éducatif (IME) « Roland Chavance » est modifié comme suit en son article 2 :

La capacité totale de l'établissement est de 49 places soit 44 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant une déficience intellectuelle et 5 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant des troubles du spectre de l'autisme (TSA).

Article 2 :

L'arrêté du 18 décembre 2019 portant modification de l'autorisation de l'institut médico-éducatif (IME) « Roland Chavance » est modifié comme suit en son article 3 :

Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

ASEI

N° FINESS EJ : 31 078 156 2

Identification de l'établissement principal :

Centre « Roland Chavance »

Adresse : 1, Route de Madiran

65700 LASCAZERES

N° FINESS ET : 65 078 050 5

Code catégorie de l'établissement : 183 Institut Médico-Educatif (IME)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
842	Préparation à la vie professionnelle	117	Déficience Intellectuelle	11	Hébergement complet internat	35
				21	Accueil de jour	9
		437	TSA	11	Hébergement complet internat	3
				21	Accueil de jour	2

Article 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté du 18 décembre 2019 portant modification de l'autorisation de l'institut médico-éducatif (IME) « Roland Chavance » situé à Lascazères (65) et géré par l'ASEI par extension non importante de capacité demeurent inchangées.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Celui-ci peut être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

La Déléguée Départementale des Hautes-Pyrénées pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Directeur général de l'ASEI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général
Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, le Directeur Général Adjoint

Pierre RICORDEAU

Dr Jean-Jacques MORFOISSE

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-010

Arrêté rectificatif portant modification de l'autorisation du CRA
Languedoc-Roussillon situé à Montpellier géré par le CHU de
Montpellier

**ARRETE RECTIFICATIF PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DU CENTRE RESSOURCES AUTISME
(CRA) LANGUEDOC-ROUSSILLON SITUÉ A MONTPELLIER (34) ET GERE PAR LE CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n°2017-815 du 5 mai 2017 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des centres de ressources autisme ;

VU le Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté de la Préfecture de la région Languedoc-Roussillon en date du 3 août 1999 portant création d'un Centre Ressources Autism, à vocation régionale, agréé à titre expérimental pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} septembre 1999 ;

VU l'Arrêté du 24 juin 2019 portant autorisation du Centre Ressources Autism Languedoc-Roussillon situé à Montpellier (34) et géré par le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU la Circulaire interministérielle n°DGAS/DGS/DHOS/3C/2005/124 du 8 mars 2005 relative à la politique de prise en charge des personnes atteintes d'autisme et de troubles envahissants du développement (TED) ;

VU l'Instruction n°DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l'Instruction n°DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

CONSIDERANT que suite à l'autorisation expérimentale de cinq ans délivrée au 1^{er} septembre 1999 soit jusqu'au 1^{er} septembre 2004, l'autorité a poursuivi le financement du Centre Ressources Autism qui a continué de fonctionner conformément aux textes en vigueur et ce malgré l'absence d'arrêté d'autorisation ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L313-7 du CASF, l'autorisation des établissements et services à caractère expérimental est renouvelable une fois et que l'autorisation du CRA relève de ces dispositions soit un renouvellement du 1^{er} septembre 2004 au 1^{er} septembre 2009 ;

CONSIDERANT les conclusions positives de la visite de conformité qui s'est tenue le 4 décembre 2015 concernant à la fois le fonctionnement du Centre ressources autisme ainsi que l'équipe pour le diagnostic précoce, l'évaluation et l'orientation des enfants et adolescents souffrant de TSA dans l'Hérault ;

CONSIDERANT que cette modification ne présente pas de risque quant à la continuité de l'accompagnement, aux moyens alloués et répond aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

SUR PROPOSITION du Délégué Départemental de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 :

Il est constaté que le statut expérimental du Centre Ressources Autismes situé à Montpellier a pris fin au 1^{er} septembre 2009. Le CRA relève de l'autorisation à durée déterminée de droit commun mentionnée à l'article L313-1 à compter du 1^{er} septembre 2009 et jusqu'au 1^{er} septembre 2024.

Article 2 :

Les caractéristiques du CRA seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

CHU de Montpellier

191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° FINESS EJ : 340780477

Identification de l'établissement principal :

Centre Ressources Autismes

291 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° FINESS ET : 340014257

Code catégorie établissement : 461 – Centre Ressources

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement	
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé
410	Information, conseil, expertise, coordination	437	TSA	47	Accueil de jour et accueil en milieu ordinaire
411	Evaluation des situations des personnes				

Article 3 :

Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 4 :

Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 :

Le Délégué Départemental de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-014

Arrêté regroupement et transformation de la MAS de la
Sauvaginesituée à Vauvert et Pierre Borelly situé à Fons sur Lussan
en IME

ARRETE PORTANT REGROUPEMENT ET TRANSFORMATION DES ETABLISSEMENTS EXPERIMENTAUX POUR ENFANTS HANDICAPES « ACCUEIL ADOLESCENTS » MAS DE LA SAUVAGINE A VAUVERT (30) ET « ACCUEIL ADOLESCENTS » PIERRE BORELLE A FONTS SUR LUSSAN (30) GERES PAR L'ASSOCIATION SESAME AUTISME LANGUEDOC-ROUSSILLON EN INSTITUT MEDICO-EDUCATIF AVEC DELOCALISATION D'UNE PLACE D'ACCUEIL DE JOUR DU SITE DE FONTS SUR LUSSAN VERS LE SITE DE VAUVERT

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie, à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté n°94-0199 du 29 mars 1994 portant création d'un réseau de structures d'accueil pour adolescents en situation de handicap par suite d'autisme ;

VU l'Arrêté n°98-0484 du 8 juillet 1998 accordant l'agrément définitif pour l'accueil de 16 adolescents présentant des troubles psychopathologiques graves ;

VU la Décision ARS Languedoc-Roussillon 2012-209 du 8 mars 2012 portant régularisation de l'autorisation d'accueil Adolescent SESAME géré par SESAME AUTISME Languedoc-Roussillon ;

VU l'Arrêté ARS Languedoc-Roussillon du 24 août 2015 portant modification de l'activité par extension de faible capacité de l'établissement (5 places d'accueil de jour) ;

VU l'Arrêté ARS Languedoc-Roussillon 2016-1074 du 30 septembre 2016 portant extension non importante d'une place de l'Accueil Adolescents Pierre Borelle à Fons sur Lussan ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU l'Instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU l’Instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

VU la demande en date du 6 février 2019 déposée par l’Association SESAME AUTISME Languedoc-Roussillon tendant à l’autorisation de l’Accueil Adolescents « MAS DE LA SAUVAGINE » à Vauvert et de l’Accueil Adolescents « PIERRE BORELLY » à Fons sur Lussan en Institut Médico-Educatif avec délocalisation d’une place d’accueil de jour du site de Fons sur Lussan vers le site de Vauvert ;

VU l’accord de l’organisme gestionnaire en date du 25 mars 2019 acceptant d’appliquer la nomenclature issue du décret du 9 mai 2017 à l’ensemble de l’autorisation ;

CONSIDERANT que l’accueil adolescents « MAS DE LA SAUVAGINE » à Vauvert et l’accueil adolescents « PIERRE BORELLY » à Fons sur Lussan ont régulièrement été autorisés depuis la publication de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l’action sociale et médico-sociale ;

CONSIDERANT l’offre de répit et d’accueil temporaire apportée par l’accueil adolescents « MAS DE LA SAUVAGINE » et l’accueil adolescents « PIERRE BORELLY », et l’accompagnement des situations complexes du territoire Gardois ;

CONSIDERANT les besoins du département en établissements médico-sociaux pour enfants et adolescents et notamment en Instituts Médico-Educatifs ;

CONSIDERANT que les crédits alloués permettent la mise en œuvre de ce projet à moyens constants ;

SUR PROPOSITION du Délégué Départemental du Gard pour l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

Article 1 : Il est constaté que les établissements « Accueil adolescents » Mas de la Sauvagine à Vauvert et « Accueil adolescents » Pierre Borelly à Fons sur Lussan ont été régulièrement autorisés depuis la publication de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002. Ils relèvent de l’autorisation à durée déterminée de droit commun mentionnée à l’article L313-1 et ont tacitement été renouvelés pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2017 soit jusqu’au 4 janvier 2032.

Article 2 : Les établissements « Accueil adolescents » Mas de la Sauvagine à Vauvert et « Accueil adolescents » Pierre Borelly à Fons sur Lussan sont regroupés et transformés en IME avec délocalisation d’une place d’accueil de jour du site de Fons sur Lussan vers le site de Vauvert.

Article 3 : La capacité totale est inchangée et fixée à 22 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes présentant des Troubles du Spectre de l’Autisme.

Article 4 :

Les caractéristiques de l’établissement seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

Association SESAME AUTISME Languedoc-Roussillon
Adresse : LA PRADELLE – 30125 Saumane

N° FINESS EJ : 300 784 865

Identification de l’établissement principal :

IME « Mas de la Sauvagine - Pierre Borrelly » - Site Vauvert
Adresse : 30, chemin des canaux - 30 600 Vauvert

N° FINESS ET : 300 002 821

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
841	Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	437	Troubles du spectre de l'autisme	40	Accueil temporaire avec hébergement	8
				21	Accueil de jour	6

Identification de l'établissement secondaire :

IME « Mas de la Sauvagine - Pierre Borrelly » - Site Fons sur Lussan

N° FINESS ET : 300 014 123

Adresse : 21 chemin du Castellas - 30 580 FONS SUR LUSSAN

Code catégorie établissement : 183 Institut Médico-Educatif (IME)

Spécialisation		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
841	Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	437	Troubles du spectre de l'autisme	40	Accueil temporaire avec hébergement	8

Article 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 6 : Cette autorisation est subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles dont les conditions de réalisation sont définies aux articles D313-11 à D313-14 du même code.

Article 7 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce Tribunal peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 :

Le Délégué Départemental du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et la Présidente de l'Association SESAME AUTISME Languedoc-Roussillon sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

ARS Occitanie

R76-2020-02-25-009

Arrêté renouvellement autorisation MAS l'Eure Cité situé à Uzes

**ARRETE PORTANT RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION DE LA MAISON
D'ACCUEIL SPECIALISEE (MAS) L'EURE CITE SITUEE A UZES (30) GEREE PAR LE
CENTRE HOSPITALIER MAS CAREIRON**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Décret n°2007-975 du 15 mai 2007 fixant le contenu du cahier des charges pour l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

VU l'Arrêté d'autorisation initial du 22 octobre 2004 portant création d'une Maison d'Accueil Spécialisée située à Uzès (30) gérée par le CHS Mas Careiron situé à Uzès (30) ;

VU l'Arrêté d'autorisation du 16 novembre 2016 portant modification de l'autorisation relative à la MAS de l'Eure Cité à Uzès (30), gérée par le Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) du Mas Careiron, par extension non importante de 1 place d'hébergement permanent et transformation d'une place d'hébergement temporaire en 1 place d'accueil de jour ;

VU le dernier Arrêté d'autorisation du 17 janvier 2019 portant modification de l'autorisation de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) l'Eure Cité située à Uzès (30) et gérée par le Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) du Mas Careiron, par transformation de places d'hébergement temporaire en hébergement permanent ;

VU la Décision ARS OCCITANIE 2018-3753 du 5 novembre 2018 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

VU la Circulaire n° DGCS/SD5C/2001/398 du 21 octobre 2011 relative à l'évaluation des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'Instruction n° DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013 relative aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

CONSIDERANT que le rapport d'évaluation externe de la MAS l'Eure Cité a été réceptionné le 28 juin 2018 ;

CONSIDERANT que les résultats de l'instruction de ce rapport d'évaluation externe sont de nature à fonder le renouvellement de l'autorisation ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la délégation départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

ARRETE

Article 1 : Il est constaté que l'autorisation accordée à la Maison d'Accueil Spécialisée l'Eure Cité, située à Uzès (30) a été renouvelée par tacite reconduction à compter du 22 octobre 2019 pour une durée de 15 ans soit jusqu'au 22 octobre 2034.

Article 2 : La capacité totale de l'établissement est de 46 places pour adultes présentant un handicap psychique.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

CH MAS CAREIRON - N° FINESS EJ : 30 078 010 3

Identification de l'établissement principal:

MAS L'EURE CITE - N° FINESS ET : 30 000 706 9

Code catégorie établissement : 255 Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)

Discipline		Public accueilli ou accompagné		Mode d'accueil et d'accompagnement		Capacité totale
code	libellé	code	libellé	code	libellé	
964	Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapées	206	Handicap psychique	11	Hébergement Complet Internat	43
				40	Accueil temporaire avec hébergement	2
				44	Accueil temporaire de jour	1

Article 4 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 5 : Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 : Le Directeur de la Délégation Départementale du Gard pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Président du Conseil de Surveillance du CH Mas Careiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le 25 FEV. 2020


Le Directeur Général
Pierre RICORDEAU

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-21-001

8- Arrêté nominatif N° 2020-0440 du 21 février 2020 du Conseil Territorial de Santé du Gard

Arrêté nominatif N° 2020-0440 du 21 février 2020 du Conseil Territorial de Santé du Gard

**Arrêté N°2020-0440 modifiant l'arrêté N°2017-172 du 7 février 2017 modifié
relatif à la composition du Conseil Territorial de Santé
du territoire de démocratie sanitaire du GARD**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE

- Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1434-9 à L. 1434-11 et R. 1434-29 à R1434-40,
- Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,
- Vu la loi n° 2016-41 du 26 Janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment l'article L. 1434-11 de la section 3 de son article 158,
- Vu la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé,
- Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,
- Vu le décret n° 2016-1024 du 26 Juillet 2016 relatif aux territoires de démocratie sanitaire, aux zones des schémas régionaux de santé et aux conseils territoriaux de santé,
- Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie,
- Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,
- Vu l'arrêté du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé,
- Vu l'arrêté n° 2016-1864 du 8 novembre 2016 définissant les territoires de démocratie sanitaire,
- Vu l'arrêté n°2017-172 du 07 février 2017 de la directrice générale de l'agence régionale de santé Occitanie portant composition du conseil territorial de santé du territoire de démocratie sanitaire du Gard, modifié par l'arrêté du n°2017-3532 du 22 novembre 2017, modifié par l'arrêté du n°2018-512 du 20 mars 2018, modifié par l'arrêté du n°2018-2735 du 27 août 2018 ; modifié par l'arrêté du n°2019-330 du 7 février 2019 ; modifié par l'arrêté du n°2019-1601 du 17 mai 2019 ; modifié par l'arrêté du n°2019-3357 du 21 octobre 2019 ;

Considérant les propositions de désignation des représentants pour chaque collège,

Considérant les réponses aux appels à candidature organisés en application des dispositions de l'article R.1434-33 du décret n°2016-1024 susvisé,

A R R E T E

Article 1 : L'article 2 relatif au 1^{er} collège des **représentants des professionnels et offreurs des services de santé** de l'arrêté n°2017-172 du 7 février 2017 modifié est modifié comme suit :

1f) Cinq représentants des différents modes d'exercice coordonné et des organisations de coopération territoriale des centres de santé, maisons de santé et réseaux de santé, des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires et des communautés psychiatriques de territoire

Titulaires	Suppléants
Mme Françoise DEMATEIS Vice-Présidente réseau de santé Bassin RESEDA ALES	Mme Adeline PHILIPPE Directrice réseau de santé Bassin RESEDA ALES
M. Nicolas MARIAUD Pôle de santé Vallée borgne ST JEAN DU GARD	M. Jean-Paul KERJEAN MSP de la Sauve SAUVE
M. Philippe ROGNIE Directeur CARMi	M. Jean-Marie GARCIA Directeur délégué CARMi
Mme Aurélie BRUN BANDERRA CPTS - Châtaigne et Micocoule ST JEAN DU GARD	Mme Estelle ROUX CPTS - Châtaigne et Micocoule ST JEAN DU GARD
A désigner	A désigner

Le reste sans changement.

Article 2 : L'article 3 relatif au 2^{ème} collège des **représentants des usagers et associations d'usagers du système de santé** de l'arrêté n°2017-172 du 7 février 2017 modifié est modifié comme suit :

2a) Six représentants des usagers des associations agréées

Titulaires	Suppléants
Mme Yvette SENEGAS Vice-Présidente Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Gard/Lozère (FAAF30/48)	M. Thierry TOUPNOT Alliance Maladies Rares
M. Patrice BARIAL SESAME AUTISME	M. Gilbert ISOARD GENERATION MOUVEMENT
M. Yannick PRIOUX Secrétaire Général Association Française des Diabétiques (AFD)	M. Gérard GLÄNTZLEN Vice-Président Association d'Aide aux Victimes des Accidents Médicaux (AVIAM)
Mme Denise STRUBEL Vice-Présidente FRANCE ALZHEIMER 30	Mme Roselyne AGOT Vice-Présidente FRANCE ALZHEIMER 30
Mme Lisette PERSILLET Association des Paralysés de France (APF 30)	Mme Maïté SANCHEZ Ligue contre le cancer - 30
M. Serge VANNIERE Président délégué Gard Union Nationale de familles et amis de personnes malades ou handicapées psychiques (UNAFAM)	Mme Aimée THOUVENOT FRANCE PARKINSON 30

Le reste sans changement.

Article 3 : L'article 5 relatif au 4^{ème} collège des **représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale** de l'arrêté n°2017-172 du 7 février 2017 modifié est modifié comme suit :

4a) Un représentant de l'Etat dans le département

Titulaire	Suppléant
M. François LALANNE Secrétaire Général Préfecture du Gard	Mme Véronique SIMONIN Directrice de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Gard (DDCS 30)

Le reste sans changement.

Article 4 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent qui peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région, ainsi qu'à celui du département du Gard.

Fait à Montpellier, le 21 février 2020

Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé Occitanie



Pierre RICORDEAU

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-24-009

Arrêté portant approbation des modifications de la convention
constitutive du groupement de coopération sanitaire "Union des
Hôpitaux pour les achats"

Arrêté n°2020-17-0021

Portant approbation des modifications de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les achats »

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la santé publique, notamment les articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2010-862 du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des ministres du 6 octobre 2016 portant nomination de monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret n°2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 2005-RA-342 du 16 novembre 2005 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Rhône-Alpes portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » ;

Vu les arrêtés n°2012-3132 du 6 août 2012, n°2013-2889 du 12 juillet 2013, n°2015-1435 du 28 juillet 2015 et n°2018-1904 du 18 juin 2018 approuvant les modifications de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » ;

Vu la délibération n°2019-42 de l'assemblée générale du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » en date du 21 novembre 2019 portant sur l'approbation des modifications de la convention constitutive du groupement ;

Vu la demande d'approbation de la convention constitutive consolidée de novembre 2019 du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » réceptionnée le 29 novembre 2019 ;

Vu les avis favorables des Directeurs généraux des Agences Régionales de Santé Corse, Centre Val de Loire, Grand-Est, Guadeloupe, Hauts-de-France, Normandie, Nouvelle Aquitaine et Occitanie et les avis réputés rendus des Directeurs généraux des Agences Régionales de Santé Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Ile-de-France, Guyane, Martinique, Océan Indien, Provence-Alpes-Côte-D'azur et Pays de la Loire relatifs à la convention constitutive consolidée de novembre 2019 du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » ;

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

241 rue Garibaldi - CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03 | 04 72 34 74 00 | www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr

Considérant que la convention constitutive consolidée de novembre 2019 du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » respecte les dispositions des articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants du Code de la santé publique ;

ARRETE

Article 1 : La convention constitutive consolidée de novembre 2019 du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » conclue le 21 novembre 2019 est approuvée.

Article 2 : Le groupement de coopération sanitaire a pour objet de faciliter, développer et améliorer l'achat groupé et/ou centralisé au bénéfice de ses membres. A ce titre, il assure notamment des missions au titre du regroupement des achats, de la centrale d'achat.

Le groupement de coopération sanitaire agit pour le compte exclusif de ses membres.

Article 3 : Les membres du groupement de coopération sanitaire sont listés en annexe jointe au présent arrêté.

Les membres sont répartis en deux collèges :

- Le collège des membres sociétaires : Il est constitué d'établissements supports représentant l'ensemble des établissements membres de leur GHT et d'établissements de santé non membres de GHT, notamment l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris. Chaque membre sociétaire est détenteur d'une part sociale du GCS.
- Le collège des membres bénéficiaires : Il est constitué des autres membres à l'exception de ceux représentés par leur établissement support dans le collège des membres sociétaires. Les membres bénéficiaires ne détiennent pas de parts sociales.

Le groupement est constitué avec un capital qui s'élève à 63 euros divisés en 63 parts de un euro chacune.

Article 4 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 5 : Le groupement de coopération sanitaire devra transmettre chaque année, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, un rapport approuvé par l'assemblée générale du groupement de coopération sanitaire, retraçant l'activité du groupement, au titre de l'année précédente.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé et de la publication à l'égard des tiers. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Le Directeur de l'offre de soins de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 24 février 2020

Par délégation,

Le Directeur général adjoint

Signé : Serge MORAIS

Membres sociétaires

Il est rappelé que les établissements support des GHT dont la liste suit représentent l'ensemble des établissements partie de leur GHT.

Etablissement support	GHT
1. CHU Amiens	GHT Somme Littoral Sud
2. CHU Angers	GHT de Maine et Loire
3. CH Annecy-Genevois	GHT Genevois Annecy Albais
4. Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille	GHT des Bouches-du-Rhône
5. Assistance Publique - Hôpitaux de Paris	/
6. CH Avignon	GHT du Vaucluse
7. CH Bastia	GHT de Haute-Corse
8. CH de la Côte Basque (Bayonne)	GHT Navarre-Côte Basque
9. L'Hôpital Nord Franche Comté - HNFC (Belfort Montbéliard)	GHT Nord Franche Comté
10. CHU Besançon	GHT Centre Franche Comté
11. CHU Bordeaux	GHT Alliance de Gironde
12. CHU Brest	GHT de Bretagne Occidentale
13. GCS GAPM - Plateforme médico-logistique - Carcassonne	/
14. CHU Caen	GHT Centre Normandie
15. CH Castres-Mazamet	GHT du Tarn, du Revelois et du Saint-Ponais
16. CH Cayenne	/
17. CHU Clermont-Ferrand	GHT Allier Puy de Dôme
18. CHI Compiègne-Noyon	GHT Oise Nord Est
19. CH Dieppe	GHT Caux Maritime
20. CHU Dijon	GHT Côte d'Or Sud Haute-Marne
21. CHI Elbeuf-Louviers Val de Rueil	GHT Val de Seine et Plateaux de l'Eure
22. CHI Epinal	GHT Vosges
23. CH Eure-Seine	GHT Evreux-Vernon
24. CHU Martinique	/
25. CHU Grenoble	GHT Alpes Dauphiné
26. Hospices Civils de Lyon	GHT Rhône Centre
27. CHD Vendée (Site de La Roche-sur-Yon)	GHT de Vendée
28. GH La Rochelle-Ré-Aunis	GHT Atlantique 17
29. GH le Havre	GHT de l'Estuaire de la Seine
30. CH le Mans	GHT de Sarthe
31. CH Lens	GHT de l'Artois
32. CHRU Lille	GHT Lille Métropole Flandre Intérieur
33. CHU Limoges	GHT du Limousin
34. GH Bretagne Sud (Lorient)	GHT Groupe Hospitalier Sud Bretagne
35. CHR Metz-Thionville	GHT Lorraine Nord
36. CHU Montpellier	GHT de l'Est Hérault et du Sud-Aveyron
37. GH de la Région de Mulhouse et Sud-Alsace (GHRMSA)	GHT Haute-Alsace
38. CHU Nancy	GHT Sud-Lorraine
39. CHU Nantes	GHT de Loire-Atlantique
40. CHU Nice	GHT des Alpes Maritimes

Membres sociétaires

Il est rappelé que les établissements support des GHT dont la liste suit représentent l'ensemble des établissements partie de leur GHT.

Etablissement support	GHT
41. CHU Nîmes	GHT Cévennes-Gard-Camargue
42. CHR Orléans	GHT du Loiret
43. GHU Paris Psychiatrie & Neurosciences (CH Sainte-Anne)	GHU Paris Psychiatrie & Neurosciences
44. CH Périgueux	GHT de la Dordogne
45. CH Perpignan	GHT Perpignan
46. CHU Pointe à Pitre Abymes	/
47. CHU Poitiers	GHT de la Vienne
48. CH Pontoise	GHT Nord-Ouest Val d'Oise
49. CHI de Cornouaille (Quimper)	GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille
50. CHU Reims	GHT Champagne
51. CHU Rennes	GHT de Haute Bretagne
52. CHU de la Réunion	GHT Océan Indien
53. CHU Rouen	GHT Rouen Cœur de Seine
54. CHU Saint-Etienne	GHT Loire
55. CH Saint-Quentin	GHT Aisne Nord-Haute Somme
56. CH Sarreguemines	GHT Moselle Est
57. CHU Strasbourg (HUS)	GHT 10 (Bas-Rhin)
58. CHI Toulon - La Seyne sur Mer	GHT du Var
59. CHU Toulouse	GHT de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest
60. CHU Tours	GHT Touraine Val de Loire
61. CH Troyes	GHT de l'Aube et du Sézannais
62. CH Valenciennes	GHT Hainaut-Cambrésis
63. GH Paul Guiraud (Villejuif)	GHT Psy Sud Paris

Membres bénéficiaires

Il est rappelé que les établissements support des GHT dont la liste suit représentent l'ensemble des établissements partie de leur GHT.

Etablissement support	GHT
64. CH Angoulême	GHT de Charente
65. CH Mont de Marsan	GHT des Landes
66. CHI Sud Jura (Lons le Saunier)	GHT Jura Sud
67. CH Laval	GHT Mayenne Haut Anjou
68. CH Niort	GHT des Deux Sèvres
69. CH Agen-Nérac	GHT du Lot et Garonne
70. CH Métropole Savoie (Chambéry / Aix les Bains)	GHT Savoie Belley
71. CH Saintonge	GHT de Saintonge
72. CH Argenteuil	GHT Sud Val d'Oise Nord-Hauts de Seine
73. CH Versailles	GHT 78 Sud
74. CH Tarbes	GHT des Hautes Pyrénées
75. CH Alpes Léman	GHT Léman Mont-Blanc
76. CH Saint-Malo	GHT Rance Emeraude
77. GH Public du Sud de l'Oise (GHPSO)	GHT Oise Sud
78. CH Sud Francilien Corbeille Essonne	GHT Ile de France Sud
79. CH Macon	GHT Bourgogne Méridionale
80. CH Villefranche sur Saône	GHT Rhône Nord Beaujolais Dombes
81. CH de Dunkerque	GHT Dunkerquois Audomarois 59
82. CH de Cahors	GHT du Lot
83. CH de Pau	GHT Béarn et Soule
84. CH de Rodez	GHT du Rouergue
85. CH Chalon sur Saône	GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
86. GH Portes de Provence Montélimar	GHT Sud Drôme Ardèche
87. CH de l'Agglomération de Nevers	GHT de la Nièvre
88. GH de la Haute-Saône	GHT de la Haute-Saône
89. CH de Verdun - Saint-Michel	GHT Cœur Grand Est
90. Hôpitaux Civils de Colmar	GHT Centre-Alsace
91. CH des Quatre Villes	GHT Hauts-de-Seine
92. CH Pierre Oudot (Bourgoin-Jallieu)	GHT GH Nord-Dauphiné
93. CH Ajaccio	GHT Corse du Sud
94. CH Béziers	GHT du Territoire Ouest Hérault
95. CHI Poissy-Saint-Germain-en-Laye	GHT Yvelines Nord
96. CH Beauvais	GHT Oise Ouest et Vexin

Membres bénéficiaires hors établissements support de GHT

[illegible]

Membres bénéficiaires hors établissements support de GHT

Etablissements
148.CH François Dunan
149.EPSM Val de Lys-Artois
150.CH de Soissons
151.CH de Somain
152.Hôpital Foch
153.Maison de Santé Protestante de Bordeaux-Bagatelle
154.CH Jules Rousse
155.CH de Thuir
156.GH Brocéliande Atlantique
157.CH de Vierzon
158.Institut Gustave Roussy
159.Hospitalité Saint-Thomas de Villeneuve (Groupement)
160.CH Aurillac
161.CH Jacques Cœur de Bourges
162.CH Sud Seine et Marne de Fontainebleau
163.GCS Pharma Hauts de France

NB : La convention constitutive consolidée du GCS « Union des Hôpitaux pour les achats » est consultable à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-24-010

Arrêté portant autorisation à être membre du groupement de coopération sanitaire "Union des Hôpitaux pour les achats"

Arrêté n°2020-17-0022

Portant autorisation à être membre du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les achats »

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la santé publique, notamment les articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2010-862 du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des ministres du 6 octobre 2016 portant nomination de monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret n°2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu les demandes du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » sollicitant l'autorisation d'adhésion des structures citées à l'article 1 du présent arrêté, sur le fondement de l'article L.6133-2 du Code de la santé publique, réceptionnées le 19 novembre 2019 ;

Considérant que ces structures souhaitent pouvoir bénéficier des marchés lancés par le groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats », dans leurs domaines respectifs : dans le domaine de la santé digitale et numérique pour le CNRS, dans le domaine des consommables et équipements des unités de soins, ingénierie biomédicale, santé digitale et numérique et prestations de conciergerie hospitalière pour le GCS IRECAL, dans le domaine des transports pour le GCS Nord Ouest Touraine, dans le domaine de la restauration pour le GCS Santalys et dans le domaine du matériel hospitalier pour l'établissement VetAgro ;

Considérant la convention constitutive consolidée du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » signée le 21 novembre 2019 ;

ARRETE

Article 1 : Les cinq structures citées ci-dessous sont autorisées à être membre du groupement de coopération sanitaire « Union des Hôpitaux pour les Achats » en ce qu'elles contribuent à l'activité de ce groupement :

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

241 rue Garibaldi - CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03 | 04 72 34 74 00 | www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr

- CNRS (Centre national de la recherche scientifique) à Villeurbanne ;
- GCS (groupement de coopération sanitaire) IRECAL à Strasbourg ;
- GCS (groupement de coopération sanitaire) Nord Ouest Touraine à Tours ;
- GCS (groupement de coopération sanitaire) Santalys à Toulon ;
- VetAgro Sup (établissement public d'enseignement et de recherche - Vétérinaire) à Lempdes.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé et de la publication à l'égard des tiers. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le Directeur de l'offre de soins de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 24 février 2020

Par délégation,

Le Directeur général adjoint

Signé : Serge MORAIS

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-25-007

ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL
TECHNIQUE DE L'INSTITUT DE FORMATION
D'AIDES-SOIGNANTS DE LA CROIX ROUGE FRANCAISE -
SITE DE MONTFAUCON

Arrêté ARS OCCITANIE / 2020 – n°0457

**ARRÊTÉ PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL TECHNIQUE
DE L'INSTITUT DE FORMATION D'AIDES-SOIGNANTS DE LA « CROIX-ROUGE Française (31) – Site de Montfaucon (46) »
Année scolaire 2020**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- Vu** la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;
- Vu** le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie-M. Pierre RICORDEAU à compter du 5 novembre 2018 ;
- Vu** l'arrêté du 22 octobre 2005 consolidé au 9 mai 2017 modifié relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et notamment son article 35
- Vu** l'arrêté du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;
- Vu** la décision ARS Occitanie 2018-2436 du 11 juin 2018 portant nomination de M. Pascal DURAND en qualité de Directeur du Premier Recours ;
- Vu** la décision ARS Occitanie n° 2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision prise par le directeur de l'institut de formation aide-soignant Croix-Rouge Française en date du 17/02/2020,

Considérant : l'article 35 de l'arrêté du 22 octobre 2005 modifié selon lequel : « *Ce conseil technique est constitué par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé* »

Agence Régionale de Santé Occitanie
26-28 Parc-Club du Millénaire
1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07



**OCCITANIE
SANTÉ 2022**

**Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie**
www.prs.occitanie-sante.fr

Arrête

Article 1er : La constitution du conseil technique de l'Institut de Formation d'Aides-Soignants de « Croix-Rouge Française – Site de Montfaucon » (46), est arrêtée comme suit pour l'année scolaire 2020 :

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé ou son représentant, président ;

Le Directeur de l'Institut de formation d'aides-soignants ou son représentant ;

Un représentant de l'organisme gestionnaire :

Titulaire : Mme Sophie CAZARD, Directrice Régionale I.R.F.S.S. Croix-Rouge Française Occitanie, Toulouse (31)

Suppléant : Mme Nelly LANTA, Contrôleur de gestion I.R.F.S.S. Croix-Rouge Française Occitanie, Toulouse (31)

Un infirmier formateur permanent de l'institut de formation élu chaque année par ses pairs :

Titulaire : Mme Corinne CUCHEVAL, responsable pédagogique I.R.F.S.S. Croix-Rouge Française Occitanie, Toulouse (31)

Suppléant : Mme Stéphanie PORTES, chargée de formation I.R.F.S.S. Croix-Rouge Française Occitanie, Montfaucon (46)

Un aide-soignant d'un établissement accueillant des élèves en stage, désigné pour trois ans par le Directeur de l'Institut de formation :

Titulaire : Mme Sophie SKOWRON, aide-soignante, Centre de rééducation fonctionnel « La Roseraie » (46)

Suppléant :

La conseillère pédagogique régionale ou son représentant ;

Deux représentants des élèves élus chaque année par leurs pairs :

Titulaires : M. Mickaël HOUARD ;

Mme Julie POUZALGUES ;

Suppléants : Mme Nathalie FOURSAC ;

Mme Stéphanie BRASSART Ep. BOISSAY ;

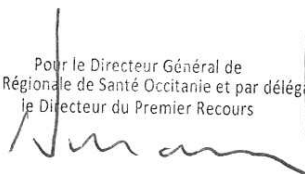
Le cas échéant, le coordonnateur général des soins de l'établissement dont dépend l'institut ou son représentant.

Article 2 : Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux personnes intéressées, et/ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Région Occitanie pour les tiers. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Montpellier, le 25/02/2020

Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Directeur du Premier Recours



Pascal DURAND

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie
www.prs.occitanie-sante.fr

ARS OCCITANIE MONTPELLIER

R76-2020-02-25-008

ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL
TECHNIQUE DE L'INSTITUT DE FORMATION
D'AIDES-SOIGNANTS DES INSTITUTS DE FORMATION AUX
METIERS DE LA SANTE D'ALBI

Arrêté ARS OCCITANIE / 2020 – n°0439

**ARRÊTÉ PORTANT CONSTITUTION DU CONSEIL TECHNIQUE
DE L'INSTITUT DE FORMATION D'AIDES-SOIGNANTS DES INSTITUTS DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE D'ALBI
(TARN)
Année scolaire 2020**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- Vu** la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;
- Vu** le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie-M. Pierre RICORDEAU à compter du 5 novembre 2018 ;
- Vu** l'arrêté du 22 octobre 2005 consolidé au 9 mai 2017 modifié relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et notamment son article 35
- Vu** l'arrêté du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;
- Vu** la décision ARS Occitanie 2018-2436 du 11 juin 2018 portant nomination de M. Pascal DURAND en qualité de Directeur du Premier Recours ;
- Vu** la décision ARS Occitanie n° 2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision prise par le directeur de l'institut de Formation Aide-Soignante des I.F.M.S d'Albi en date du 06 février 2020,

Considérant : l'article 35 de l'arrêté du 22 octobre 2005 modifié selon lequel : « *Ce conseil technique est constitué par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé* »

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07



**OCCITANIE
SANTÉ 2022**

Tous mobilisés pour la santé

de 6 millions de personnes en Occitanie

www.prs.occitanie-sante.fr

Arrête

Article 1er : La constitution du conseil technique de l'Institut de Formation d'Aides-Soignants des I.F.M.S d'Albi (Tarn), est arrêtée comme suit pour l'année scolaire 2020 :

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé ou son représentant, président ;

Le Directeur de l'Institut de formation d'aides-soignants ou son représentant ;

Un représentant de l'organisme gestionnaire :

Titulaire : M. Aubry LAFON, Directeur des Affaires Générales, Centre Hospitalier d'Albi;

Suppléant : En cours de nomination

Un infirmier formateur permanent de l'institut de formation élu chaque année par ses pairs :

Titulaire : Mme Sandrine TREILHOU, Coordinatrice Pédagogique, IFAS des IFMS d'Albi ;

Suppléant : M. Jean-Paul DELMAS, Cadre Formateur, IFAS des IFMS d'Albi ;

Un aide-soignant d'un établissement accueillant des élèves en stage, désigné pour trois ans par le Directeur de l'Institut de formation :

Titulaire : M. Jean-Claude N'GUYEN, Aide-Soignant, U.S.A, Centre Hospitalier, Albi ;

Suppléant : M. Stéphane TROJANSKI, Aide-Soignant, EHPAD Secteur Nord, Centre Hospitalier, Albi ;

La conseillère pédagogique régionale ou son représentant ;

Deux représentants des élèves élus chaque année par leurs pairs :

Titulaires : Mme Carole FAGES ;

Suppléants : M. Axel RODRIGUEZ-COSIMI ;

M. Anthony GRANADOS ;

Mme Elodie CELLIER;

Le cas échéant, le coordonnateur général des soins de l'établissement dont dépend l'institut ou son représentant.

Article 2 : Le Directeur du Premier recours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Occitanie.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux personnes intéressées, et/ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Région Occitanie pour les tiers. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Montpellier, le 25/02/2020

Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Directeur du Premier Recours

Pascal DURAND

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1 025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.occitanie.ars.sante.fr



**Tous mobilisés pour la santé
de 6 millions de personnes en Occitanie**
www.prs.occitanie-sante.fr

DDT34

R76-2019-10-09-110

ARDC-3419805-DENEGRE-AUTORISATION-D-EXPLOITER

PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service agriculture forêt
Mission foncier et structures

Affaire suivie par : M Thibaud GUITARD
Mail : thibaud.guitard@herault.gouv.fr
Tél. : 04 34 46 60 65

Montpellier, le 09/10/19

Monsieur DENEGRE Thibaut
7 rue Paul Giera
34090 MONTPELLIER

Objet : Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le 07/10/19 de votre dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter sous numéro 34-19-805 concernant 1,5210 ha de vignes situées sur la commune d'USCLAS DU BOSCH.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois soit le 07/02/20, votre demande sera tacitement acceptée.

Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Je vous précise par ailleurs que l'examen des demandes d'autorisation d'exploiter par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) n'est plus systématique : Si la CDOA est saisie de votre dossier, vous en serez avisé par courrier. Vous serez également informé en cas de dépôt de candidature(s) déposée(s) en concurrence.

Vous êtes invités à conserver ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole pour lequel vous avez fait une demande.

Je vous prie de croire, Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer et par délégation,

Pour la Chef du Service Agriculture Forêt
et par délégation,



Mylène RAUD

DDT34

R76-2019-10-24-004

ARDC-3419808-CAUMETTE-AUTORISATION-D-EXPLOITER



PREFET DE L'HERAULT

*Direction départementale
des territoires et de la mer*
Service agriculture forêt
Mission foncier et structures

Affaire suivie par : M Thibaud GUITARD
Mail : thibaud.guitard@herault.gouv.fr
Tél. : 04 34 46 60 65

Montpellier, le 24/10/19

Madame CAUMETTE Perrine
36 rue de la pie grièche
34310 CAPESTANG

Objet : Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception le 24/10/19 de votre dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter sous numéro 34-19-808 concernant 1,7798 ha de vignes situées sur les communes d'OUVEILLAN (11) et de MONTELS.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois soit le 24/02/20, votre demande sera tacitement acceptée.

Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Après cette publication, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Je vous précise par ailleurs que l'examen des demandes d'autorisation d'exploiter par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) n'est plus systématique : Si la CDOA est saisie de votre dossier, vous en serez avisé par courrier. Vous serez également informé en cas de dépôt de candidature(s) déposée(s) en concurrence.

Vous êtes invités à conserver ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole pour lequel vous avez fait une demande.

Je vous prie de croire, Madame, à mes sentiments les meilleurs.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer et par délégation,

Pour la Chef du Service Agriculture Forêt
et par délégation


Mylène RAUD

DIRECCTE OCCITANIE

R76-2020-02-27-002

Arrêté de délimitation Système d'Inspection du Travail Occitanie
Ariège



MINISTERE DU TRAVAIL

Direction régionale des Entreprises,
de la Concurrence, de la
Consommation, du Travail et de
l'Emploi
Occitanie
DIRECCTE

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE PORTANT LOCALISATION ET DELIMITATION DES UNITES DE CONTROLE ET DES SECTIONS D'INSPECTION DU TRAVAIL POUR LA REGION OCCITANIE

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Occitanie,

Vu le code du travail et notamment ses articles R 8122-1 à 11,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2015 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu les arrêtés modificatifs du 20 décembre 2017, du 12 mars 2018, du 18 juin 2019 et du 18 octobre 2019 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail

Vu l'arrêté interministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles,

Vu l'arrêté interministériel du 25 août 2016 nommant monsieur Christophe Lerouge en qualité de Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Vu les avis du 16 décembre 2016, du 15 mars, du 5 septembre, du 15 décembre 2017, du 20 septembre et du 27 novembre 2019 du comité technique de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie,

Vu l'arrêté portant localisation et délimitation des unités de contrôles et des sections d'inspection du travail pour la région Occitanie en date du 02 décembre 2019,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté portant localisation et délimitation des unités de contrôles et des sections d'inspection du travail pour la région Occitanie en date du 2 décembre 2019 est modifié en son annexe 1 chapitre « Département de l'Ariège ».

Article 2 : Le présent arrêté prend effet à compter du lendemain de sa publication.

Article 3 : Les responsables des unités départementales et du pôle « politique du travail » de la DIRECCTE Occitanie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 27 février 2020

Le Directeur Régional des
Entreprises, de la Concurrence, de la
Consommation, du Travail et de
l'Emploi d'Occitanie

signé

Christophe LEROUGE

ANNEXE 1 (extrait)

LOCALISATION ET DELIMITATION DES UNITES DE CONTROLE ET DES SECTIONS D'INSPECTION DU TRAVAIL POUR LA REGION OCCITANIE

Département de l'ARIEGE

Article 1 :

La fonction de contrôle de l'application de la législation du travail est confiée pour le département de l'ARIEGE à une unité de contrôle située à FOIX, et comportant quatre sections d'inspection.

Une section est à vocation agricole et trois sections sont généralistes avec une composante transports routiers (secteur agricole exclu).

Article 2 :

Le territoire de compétences de chacune des sections d'inspection est délimité comme suit :

SECTION 090101

La section 1 à vocation agricole reçoit une compétence sur l'ensemble des établissements et entreprises relevant du secteur agricole exerçant leurs activités sur l'ensemble du département de l'Ariège.

La section 1 exerce également une compétence de contrôle tous secteurs d'activité confondus (secteur des transports exclu) sur l'ensemble des entreprises et établissements exerçant leurs activités sur les communes suivantes :

Communes d'Alliat; Arignac; Arnave; Auzat; Bedeilhac-et-Aynat; Bompas; Capoulet-et- Junac; Cazenave-Serres-et-Allens; Celles; Génat; Gesties; Goulhier; Gourbit; Illier-et-Laramade; Lapège; Lercoul; Mercus-Garrabet; Miglos; Montoulieu; Niaux; Orus; Prayols; Quié; Rabat-les- Trois-Seigneurs; Saurat; Sem; Siguer; Suc-et-Sentenac; Surba; Tarascon-sur-Ariège; Vicdessos (Canton n°12 de Sabarthès).

Communes de La Bastide-de-Lordat; Bonnac; Brie; Canté; Esplas; Gaudiès; Justiniac; Labatut; Lissac; Mazères; Montaut; Saint-Quirc; Saverdun; Trémoulet; Le Vernet; Villeneuve-du-Paréage (Canton n°10 des Portes d'Ariège).

Communes d'Artigat; La Bastide-de-Besplas; Les Bordes-sur-Arize; Camarade; Campagne-sur-Arize; Carla-Bayle; Castéras; Castex; Daumazan-sur-Arize; Durfort; Fornex; Le Fossat; Gabre; Lanoux; Lézat-sur-Lèze; Loubaut; Le Mas d'Azil; Méras; Monesple; Montfà; Pailhès; Sabarat; Saint-Ybars; Sainte-Suzanne; Sieuras; Thouars-sur Arize; Villeneuve-du-Latou (Canton n°2 d'Arize-Lèze).

La section 1 exerce également une compétence de contrôle sur les entreprises à établissements multiples : APAJH

SECTION 090102

La section 2 exerce une compétence de contrôle tous secteurs d'activité confondus (secteur agricole exclu) sur l'ensemble des entreprises et établissements exerçant leurs activités sur les communes suivantes :

Communes d'Artix; Benagues; Bézac; Escosse; Lescousse; Madière; Rieux-de-Pelleport; Saint- Amans; Saint-Bauzeil; Saint-Jean-du-Falga; Saint-Martin-d'Oydes; Saint-Michel; Saint-Victor Rouzaud; Unzent. (Les communes du canton n°7 de Pamiers 1, hormis la commune de PAMIERs qui fait l'objet d'une répartition de compétence entre les sections 2 et 3 en fonction du découpage IRIS).

Commune de PAMIERs :

IRIS 092250102 Jeu du Mail-Lestang-Saint-Jean IRIS 092250101 Centre Ancien

IRIS 092250106 La Gloriette-Le Foulon

Communes de l'Aiguillon; Bélesta; Bénaix; Carla-de-Roquefort; Dreuilhe; Fougax-et-Barrineuf; Freychenet; Ilhat; Lavelanet; Lesparrou; Leychert; Lieurac; Montferrier; Montségur; Nalzen; Péreille; Raissac; Roquefixade; Roquefort-les-Cascades; Saint-Jean-d'Aigues-Vives; Sautel; Soula; Villeneuve d'Olmes (Canton n°9 du Pays d'Olmes).

La commune de Laroque d'Olmes, du Canton n°6 de Mirepoix.

La section 2 exerce également une compétence de contrôle sur les entreprises à établissements multiples : **ADAPEI, SNCF et AD PEP 09.**

La section 2 exerce enfin une compétence de contrôle sur les entreprises de transport situées dans la section 1, sur les communes du **canton n°10 des Portes d'Ariège.**

SECTION 090103

La section 3 exerce une compétence de contrôle tous secteurs d'activité confondus (secteur agricole exclu) sur l'ensemble des entreprises et établissements exerçant leurs activités sur les communes suivantes :

Communes d'Arvigna; Le Carlaret; Les Issards; Ludiès; Les Pujols; Saint-Amadou; La-Tour-du- Crieu. (Les Communes du canton n°8 de Pamiers 2, hormis la commune de PAMIERs qui fait l'objet d'une répartition de compétence entre les sections 2 et 3 en fonction du découpage IRIS).

Commune de PAMIERs : IRIS 092250103 Zi de Pic

IRIS 092250104 Las Oules Ó la Croix de Verniolle IRIS 092250105 Quartier Sud-Est du Centre Ancien

IRIS 092250107 Le Terrefort-La Plaine

Communes d'Antras; Argein; Arrien-en-Bethmale; Arrout; Aucazein; Audressein; Augirein; Balacet; Balaguères; Bethmale; Bonac-Irazein; Les Bordes-sur-Lez; Buzan; Castillon-en-Couserans; Cescau; Engomer; Eycheil; Galey; Illartein; Montégut-en-Couserans; Moulis; Orgibet; Saint-Girons; Saint-Jean-du-Castillonais; Saint-Lary; Salsein; Sentein; Sor; Uchentein; Villeneuve (Canton n°4 du Couserans Ouest).

Communes de Bagert; Barjac; La-Bastide-du-Salat; Bédeille; Betchat; Caumont; Cazavet; Cérizols; Contrazy; Fabas; Gajan; Lacave; Lasserre; Lorp-Sentaraille; Mauvezin-de-Prat; Mauvezin-de- Sainte-Croix; Mercenac; Mérigon; Montardit; Montesquieu-Avantès; Montgauch; Montjoie-en Couserans; Prat-Bonrepaux; Saint-Lizier; Sainte-Croix-Volvestre; Taurignan-Castet; Taurignan- Vieux; Tourtouse (Canton n°11 des Portes du Couserans).

Communes d'Aigues-Juntes; Aleu; Allières; Alos; Alzen; Aulus-les-Bains; La-Bastide-de-Sérou; Biert; Boussenac; Cadarcet; Castelnau-Durban; Clermont; Couflens; Durban-sur-Arize; Encourtiech; Ercé; Erp; Esplas-de-Sérou; Lacourt; Larbont; Lescure; Massat; Montagne; Montels; Montseron; Nescus;

Oust; Le Port; Rimont; Rivèrenert; Seix; Sentenac-d'Oust; Sentenac-de-Sérou; Soueix- Rogalle; Soulan; Suzan; Ustou (Canton n°3 du Couserans Est).

La section 3 exerce également une compétence de contrôle sur les entreprises à établissements multiples : EDF, ENEDIS, ENGIE, RTE, GRDF, GDF, LA POSTE et ORANGE

La section 3 exerce une compétence de contrôle sur les entreprises de transport situées dans la section 1, sur les communes du **canton n°2 Arize-Lèze**.

SECTION 090104

La section 4 exerce une compétence de contrôle tous secteurs d'activité confondus (secteurs agricole exclu) sur l'ensemble des entreprises et établissements exerçant leurs activités sur les communes suivantes :

Communes de Cos; Ferrières-sur-Ariège; Foix; Ganac; Montgaillard; Saint-Pierre-de-Rivière (Canton n°5 de Foix).

Communes d'Arabaux; Baulou; Bénac; Le Bosc; Brassac; Burret; Calzan; Cazaux; Coussa; Crampagna; Dalou; Gudas; L'Herm; Loubens; Loubières; Malléon; Montégut-Plantaurel; Pradières; Saint-Félix-de-Rieutord; Saint-Jean-de-Verges; Saint-Martin-de-Caralp; Ségura; Serres-sur-Arget; Varilhes; Ventenac; Vernajoul; Verniolle; Vira (Canton n°13 du Val d'Ariège).

Communes d'Albies; Appy; Artigues; Ascou; Aston; Aulos; Axiat; Ax-les-Thermes; Bestiac; Bouan; Les Cabannes; Carcanières; Caussou; Caychax; Château-Verdun; Garanou; L'Hospitalet- près l'Andorre; Ignaux; Larcac; Larnat; Lassur; Lordat; Luzenac; Mérens-les-Vals; Mijanès; Montailhou; Orgeix; Orlu; Ornat-Ussat-les-Bains; Pech; Perles-et-Castelet; Le Pla; Prades; Le Puch; Quérigut; Rouze; Savignac-les-Ormeaux; Senconac; Sinsat; Sorseat; Tignac; Unac; Urs; Ussat; Vaychis; Vèbre; Verdun; Vernaux (Canton n°1, de Haute-Ariège).

Communes d'Aigues-Vives; La Bastide-de-Bousignac; La Bastide-sur-l'Hers; Belloc; Besset; Camon; Cazals-des-Baylès; Coutens; Dun; Esclagne; Lagarde; Lapenne; Lérans; Limbrassac; Malegoude; Manses; Mirepoix; Montbel; Moulin-Neuf; Le Peyrat; Pradettes; Régat; Rieucros; Roumengoux; Saint-Félix-de-Tournegat; Saint-Julien-de-Gras-Capou; Saint-Quentin-La-Tour; Sainte-Foi; Tabre; Teilhet; Tourtrol; Troye-d'Ariège; Vals; Viviès (Canton n°6 de Mirepoix).

La commune de Laroque d'Olmes du Canton n°6 de Mirepoix est rattachée à la section 2, y compris pour la compétence relative au contrôle du secteur des transports.

La section 4 exerce enfin une compétence de contrôle sur les entreprises de transport situées dans la section 1, sur les communes du **Canton n°12, de Sabarthès**.

Direction Départementale des Territoires

R76-2020-02-24-005

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter au
GAEC GOUTTE DE FAU sous le numéro 81193100

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Mission contrôle des structures

Dossier suivi par : Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr

Tél. : 05.81.27.59.39

Fax : 05 81 27 51 07

Albi, le mercredi 23 octobre 2019

à l'attention du

GAEC GOUTTE DE FAU

Goutte de Fau

81360 MONTREDON-LABESSONNIE

Objet : Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Messieurs,

J'accuse réception le 21/10/2019 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter 6,77 ha SAU, terres situées sur les communes de MONTREDON-LABESSONNIE (6.23 ha) et de SAINT-PIERRE-DE-TREVISY (0.54 ha), appartenant à Madame Yvette MAZEL.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **21/10/2019**
- Numéro d'enregistrement : n° **81193100**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **22 février 2020**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

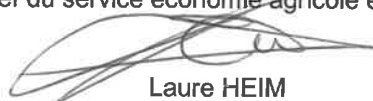
En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole et forestière



Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2020-02-24-004

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter
à Madame Elodie BLANC sous le numéro 81191750

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Mission contrôle des structures

Dossier suivi par: Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr
Tel: 05 81 27 59 39

Albi, le 23 octobre 2019

à l'attention de

Madame Elodie BLANC
Ramailou – Terre-Clapier

81120 TERRE-DE-BANCALIE

Objet : Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation d'exploiter.

Madame,

J'accuse réception le 21 octobre 2019 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter, en tant que future associée exploitante et gérante unique de l'EARL BLANC DE RAMAILLOU, concernant la mise en valeur de 14.28 hectares situés sur la commune de TERRE-DE-BANCALIE (4.98 ha) et de VILLEFRANCHE-D'ALBIGEOIS (9.30 ha), auparavant exploités par votre mère Madame Martine BLANC.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **21/10/2019**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81191750**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **22 février 2020**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole et forestière



Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

DDT - 19, rue de Ciron 81013 ALBI Cedex 09 - Téléphone : 05 81 27 50 01 ~ fax : 05 81 27 51 07

Direction Départementale des Territoires

R76-2020-02-17-003

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter
à Monsieur Arnaud MUCCIGNAT sous le numéro 81191749

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Mission contrôle des structures

Dossier suivi par: Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr
Tel: 05 81 27 59 39

Albi, le 23 octobre 2019

à l'attention de

Monsieur Arnaud MUCCIGNAT
Gavanou

81440 PEYREGOUX

Objet : Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation d'exploiter.

Monsieur,

J'accuse réception le 15 octobre 2019 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 39.68 hectares, terres situées sur la commune de PEYREGOUX, auparavant exploitées par votre père Monsieur Joël MUCCIGNAT.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **15/10/2019**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81191749**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **16 février 2020**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole et forestière



Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

Direction Départementale des Territoires

R76-2020-02-24-006

DRAAF OCCITANIE - ARDC dossier d'autorisation d'exploiter
à Monsieur Matthieu GAYET sous le numéro 81193101

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service économie agricole et forestière

Mission contrôle des structures

Dossier suivi par: Gilles LUQUE
gilles.luque@tarn.gouv.fr
Tel: 05 81 27 59 39

Albi, le 23 octobre 2019

à l'attention de

Monsieur Mathieu GAYET
38, avenue de Lacaune

81330 SAINT-PIERR-DE-TRIVISY

Objet : Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation d'exploiter.

Monsieur,

J'accuse réception le 23 octobre 2019 du caractère complet de votre dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 10.55 hectares situés sur la commune de ARIFAT, appartenant à Madame Mireille GAYET (6.55 ha) et à Monsieur Jean-Pierre GAYET (4 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes :

- Date de réception de dossier complet : **23/10/2019**
- Numéro d'enregistrement : **n° 81193101**.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **24 février 2020**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

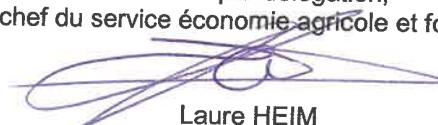
En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera affichée et publiée dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime: affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A la fin du délai d'instruction de 4 mois, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
du Tarn et par délégation,
Le chef du service économie agricole et forestière


Laure HEIM

Visites et appels téléphoniques uniquement les matinées des lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30

DRAAF

R76-2020-02-26-001

Arrêté relatif aux conditions d'attribution de subventions de l'État
pour 2020 en Occitanie pour conduire des actions d'animation,
d'appui technique et de diffusion des résultats et expériences
bénéficiant aux groupements d'intérêt économique et
environnemental et aux collectifs en émergence



PRÉFET DE LA REGION OCCITANIE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Occitanie
Service régional de l'agriculture et de l'agroalimentaire
N°AGRI-2020-R76-44

Arrêté relatif aux conditions d'attribution de subventions de l'État pour 2020 en Occitanie pour conduire des actions d'animation, d'appui technique et de diffusion des résultats et expériences bénéficiant aux groupements d'intérêt économique et environnemental et aux collectifs en émergence

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.315-1 à L.315-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, notamment ses articles 9-1 et 10 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 3 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.40312 relatif au CASDAR - aides aux actions de recherche et développement agricole pour la période 2015-2020 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 ;
- Vu le régime cadre notifié n° SA 50627 relatif aux aides à la coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire pour la période 2018-2020 approuvé le 22 mai 2018 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu le décret d'application n° 2014-1173 du 13 octobre 2014 relatif au groupement d'intérêt économique et environnemental ;
- Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Occitanie en matière de compétence administrative générale et d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes des budgets opérationnels de programme du ministère en charge de l'agriculture, à M. Pascal AUGIER directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2019 du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Occitanie portant subdélégation de signature à certains agents de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Arrête :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions du présent arrêté fixent, pour la région Occitanie, les conditions techniques et financières d'attribution des subventions de l'État pour 2020 hors du cadre des programmes régionaux de développement rural, en matière d'animation, d'appui technique et de diffusion des résultats et expériences bénéficiant aux GIEE (groupements d'intérêt économique et environnemental) et aux collectifs en émergence.

Ces aides sont mises en œuvre par appel à projets régional piloté par le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Le cahier des charges de l'appel à projets détaille les conditions d'éligibilité, de dépôt et de sélection des demandes d'aide. Il constitue une annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 26 février 2020

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional adjoint de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt


Bruno LION

PRÉFET DE LA REGION OCCITANIE
DRAAF Occitanie
Service régional de l'agriculture et de l'agroalimentaire



APPEL A PROJET GIEE 2020

Reconnaissance,
Animation,
Émergence
des Groupements d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE)

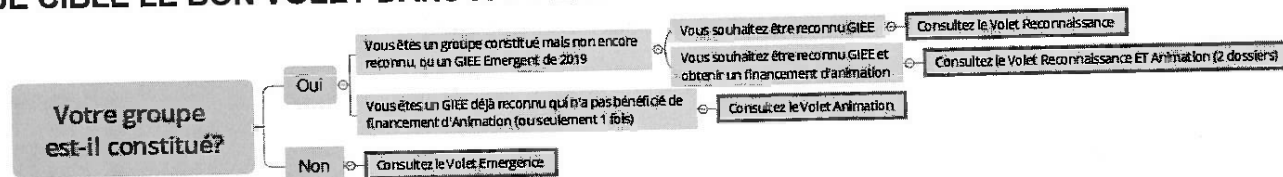
Date limite de réponse : 27/05/2020 à 23h59

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie
Cité Administrative - Bât. E - Bd Armand Duportal – 31074 TOULOUSE CEDEX
Tél. 05 61 10 61 10 – Fax. 05 61 10 61 00
Courriel : direction.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr
<http://www.occitanie.gouv.fr/>

1. JE CONSULTE LE DOCUMENT CHAPEAU DES AAP GIEE ET GROUPES 30000

Le document en ANNEXE 0 : Document de cadrage des appels à projet GIEE et Groupes 30000 va permettre aux porteurs de projet de bien cibler le dispositif le plus adapté à leurs projets.

2. JE CIBLE LE BON VOLET DANS L'APPEL A PROJETS GIEE



3. J'EXPLORE LE CAHIER DES CHARGES

1. CONTEXTE ET ENJEUX NATIONAUX ET REGIONAUX
2. QU'EST-CE QU'UN GIEE ?
3. VOLET APPUI A L'EMERGENCE DE GIEE
4. VOLET RECONNAISSANCE EN TANT QUE GIEE
5. VOLET ACCOMPAGNEMENT DES GIEE
6. LISTE DES ANNEXES
7. DOCUMENTS DE REFERENCE :

4. SI NECESSAIRE, JE RECHERCHE DES INFORMATIONS SUR LES GIEE

Les collectifs candidats peuvent utilement consulter le site Internet de la DRAAF où ils trouveront la liste des GIEE reconnus et émergents en Occitanie. Pour des informations à l'échelle nationale, ils trouveront des informations sur le site Giee.fr.

5. SI DES QUESTIONS SUBSISTENT, JE CONTACTE LA DRAAF

giee.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr

François LARTISANT : 05 61 10 61 17

Carole GOUGET : 04.67.10.18.45

6. JE DEPOSE MON PROJET

La soumission de dossier de candidature s'effectue **OBLIGATOIREMENT** sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» aux adresses ci-dessous :

- Pour le Volet Emergence : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-giee-2020-volet-emergence>
- Pour le Volet Animation : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-giee-2020-volet-animation>
- Pour le Volet Reconnaissance : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-giee-2020-volet-reconnaissance>



AAP GIEE 2020

1. CONTEXTE ET ENJEUX NATIONAUX ET REGIONAUX

Composante majeure de la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF), le **projet agro-écologique pour la France vise une triple performance de l'agriculture - économique, écologique et sociale.**

Il comprend 4 axes - produire, développer, rechercher et enseigner autrement et l'objectif d'une majorité des exploitations engagées dans l'agroécologie en 2025, en s'appuyant sur l'émergence de nouvelles dynamiques collectives ancrées dans les territoires et de nouveaux modèles de production qui font de l'environnement un atout de la compétitivité.

La notion d'agro-écologie est définie à l'article L.1 du code rural et de la pêche maritime : « ces systèmes [de production agro-écologiques] privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Ils sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles, en particulier les ressources en eau, la biodiversité, la photosynthèse, les sols et l'air, en maintenant leur capacité de renouvellement du point de vue qualitatif et quantitatif. Ils contribuent à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique ».

Le groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) constitue l'un des outils qui structure et favorise cette transition en s'appuyant de manière privilégiée sur des projets collectifs dont l'objectif est de combiner la performance économique, environnementale et sociale des exploitations, avec des objectifs ambitieux et innovants en terme de reconception¹ de systèmes de production.

Il permet également d'impliquer plus efficacement l'ensemble des acteurs des filières et du développement agricole en lien avec les enjeux du territoire.

Dans la continuité des Etats généraux de l'alimentation (EGA) qui se sont déroulés au second semestre 2017, le GIEE a vocation à s'inscrire dans les objectifs des plans de filières le concernant et le cas échéant dans le plan d'actions sur les produits phytopharmaceutiques (PPP) et une agriculture moins dépendante aux pesticides.

En Occitanie, le projet agro-écologique contribue à répondre aux enjeux régionaux forts d'une agriculture essentielle pour le territoire, à conforter économiquement et confrontée à de nombreux défis : réchauffement climatique exacerbé avec raréfaction de l'eau disponible et nécessité de gérer la problématique énergétique, eau impactée par la pollution, patrimoine naturel, dont la biodiversité, particulièrement riche est à préserver, sols souvent pauvres et artificialisation des sols à bon potentiel, pression foncière, ...

Dans ce contexte, les enjeux sont tout à la fois économiques, environnementaux et sociaux ; il s'agit de :

- soutenir le dynamisme des activités agricoles, maintenir l'attractivité des territoires ruraux, contribuer au renforcement de l'innovation et des compétences des actifs ruraux, favoriser le renouvellement des générations d'exploitants ;
- s'adapter au changement climatique, préserver et valoriser la ressource en eau, assurer une gestion économe des intrants, la maîtrise des gaz à effet de serre et de l'énergie,
- favoriser la biodiversité, prévenir les risques naturels (incendies, inondations), préserver les paysages, lutter contre l'artificialisation des sols et maîtriser la gestion du foncier agricole ;
- contribuer durablement à la satisfaction des besoins alimentaires en s'adaptant aux attentes des citoyens et des consommateurs (qualité, proximité).

¹ Echelle efficience-substitution-reconception :

- Efficience : amélioration, optimisation des outils et techniques existantes
- Substitution : mise en œuvre de méthodes alternatives, remplaçant le plus souvent les moyens chimiques
- Reconception : action de repenser globalement son système de production, visant une modification profonde des pratiques, en faisant appel à une combinaison de leviers.



Après cinq campagnes de 2015 à 2019, 114 GIEE ont été reconnus par le Préfet de la région Occitanie, mobilisant 1 700 exploitants agricoles dans tous les départements de la région, et dont certains sont déjà arrivés à échéance ou en sont proches.

Accompagnement financier :

L'animation, l'appui technique et la diffusion des résultats et expériences sont des éléments clés de la réussite de ces projets. C'est pourquoi, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt introduit des financements dédiés à ces actions depuis 2016.

Ils concernent les volets « Emergence » et « Animation » du présent appel à projet.

Cet accompagnement financier se fait avec des crédits du compte d'affectation spécial Cas-DAR ou du budget opérationnel de programme : BOP 149 du ministère en charge de l'agriculture). Il constitue un socle qui peut être complété par d'autres financeurs, notamment du programme Ecophyto II+ finançant des actions plus particulièrement axées sur la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (PPP), du 11ème programme des Agences de l'eau finançant des actions plus particulièrement axées sur la protection de l'eau et des milieux aquatiques, de l'assistance technique FAM ou de l'animation Bio ou des PAEC.

Les aides mises en place dans les volets « Emergence » et « Animation » du présent appel à projets ne peuvent pas être cumulées avec des aides de minimis et des aides des programmes de développement rural, en particulier au titre de la mesure 1 formation professionnelle (1.1.1), transfert de connaissances et pratiques innovantes (1.2.1) et coopération (16), concernant les mêmes actions.



2. QU'EST-CE QU'UN GIEE ?

Les GIEE sont des collectifs d'agriculteurs et, le cas échéant, d'autres partenaires qui s'engagent dans un projet pluriannuel de modification ou de consolidation de leurs pratiques en visant à la fois des objectifs économiques, environnementaux et sociaux, et à ce titre reconnus par l'Etat.

Tout **collectif doté d'une personnalité morale** dans laquelle des agriculteurs détiennent ensemble la majorité des voix au sein des instances de décision peut être reconnu au titre de son projet.

La démarche doit venir des agriculteurs eux-mêmes en associant plusieurs exploitations sur un territoire cohérent favorisant les synergies.

Les actions présentées devront permettre d'améliorer ou de consolider les pratiques agricoles.

L'évolution des systèmes de production envisagée devra contribuer à améliorer la compétitivité des exploitations agricoles tout en utilisant et préservant les écosystèmes sur lesquels s'appuie l'activité agricole.

Les innovations peuvent être d'ordre technique (pratiques agro-écologiques), économique (valorisation commerciale des produits, production d'énergie renouvelable...) ou social (organisation collective à l'échelle d'un territoire...) et doivent concourir à une amélioration de la performance économique et environnementale. Un volet social sera également intégré au projet avec comme objectif d'améliorer les conditions de travail des membres du groupement et de leurs salariés, de favoriser l'emploi ou de lutter contre l'isolement rural. Les actions prévues devront répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux du territoire où sont situées les exploitations et notamment aux enjeux identifiés dans les documents de cadrage régionaux (PRAD, PDR dont PEI, Plan ambition Bio, Programme alimentation, Feuille de route Ecophyto, Plans de filières...).

Disposant de la maîtrise du projet, **les exploitants rechercheront et s'appuieront sur des partenariats avec les acteurs des filières (coopératives, négociants, industries de transformation, distributeurs d'agro-fouritures et de produits agricoles...), des territoires (PNR, collectivités locales...) ou de la société civile (association environnementale, association de consommateurs, institut de recherche, lycée agricole...) afin de garantir la pérennisation, la reconnaissance et la valorisation des évolutions apportées à la conduite de leurs exploitations.**

Enfin, afin de favoriser le développement de ces dynamiques collectives et permettre d'engager le plus grand nombre d'agriculteurs dans cette transition, **les résultats des GIEE seront partagés avec l'ensemble des acteurs du territoire** et feront l'objet d'une capitalisation conduite par les organismes de développement agricole et coordonnée par la chambre régionale d'agriculture.

3. VOLET APPUI A L'EMERGENCE DE GIEE

L'objectif du volet émergence est d'accompagner financièrement la construction de collectifs d'agriculteurs qui souhaitent construire sur leur territoire, un projet de modification de leurs pratiques vers l'agro-écologie, en mobilisant ensemble plusieurs leviers, dans une logique de reconception de l'ensemble de leur système d'exploitation.

La période d'émergence permet de structurer le collectif, d'élaborer un projet collectif et un plan d'actions pluriannuel, en vue de candidater ensuite à la reconnaissance en tant que GIEE l'année suivante. Le collectif émergent n'est pas reconnu en tant que GIEE et ne bénéficie pas des avantages afférents tant qu'il n'a pas obtenu cette reconnaissance.

Le projet d'émergence du collectif doit donc être conforme aux objectifs généraux des GIEE tels que décrits dans la partie « reconnaissance GIEE ».

Ce volet s'inscrit en Occitanie dans la perspective de créer des GIEE dans des dynamiques non encore couvertes dans la région, soit de territoire, soit de filières ou encore sur des thématiques restées orphelines. Il s'agit aussi de maintenir à moyen terme la bonne dynamique régionale en nombre de GIEE, tenant compte des GIEE qui arrivent à échéance de leur reconnaissance.

Personne morale éligible	<p>La demande de financement doit être déposée par la structure d'accompagnement du collectif en émergence. Cette structure doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une compétence avérée d'animation de groupes d'agriculteurs (qualification et formation régulière du personnel mobilisé, démonstration de l'expérience et de fiabilité) - doit avoir un objet principal en lien avec l'agriculture. - avoir déposé ses statuts dans les conditions requises selon sa nature juridique ; - disposer de son n° SIRET dûment attribué. - avoir une majorité de voix d'exploitants agricoles dans son instance décisionnelle. Si une partie seulement des exploitants agricoles membres de la personne morale candidate s'engage dans le projet en associant plusieurs exploitations, une délibération de l'instance décisionnelle de la personne morale validant cette modalité d'engagement doit être versée au dossier de candidature. <p>La personne morale candidate est l'interlocuteur unique de l'administration pour toute question concernant le projet. Elle a la charge de tenir informés tous les acteurs du projet : les exploitants agricoles engagés, les partenaires impliqués, les structures d'accompagnement et l'organisme de développement agricole choisi pour la capitalisation et la diffusion des résultats et des expériences, de tous points les concernant relatifs à la reconnaissance et au suivi du projet.</p> <p>Elle déclare être à jour de ses obligations sociales et fiscales.</p> <p>Sont exclues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes morales ne regroupant pas plusieurs exploitations ou/et qui n'ont pas de personnalité juridique, - les exploitants agricoles à titre individuel ou en forme sociétaire, même s'ils sont les bénéficiaires des actions, - les entreprises en difficulté, <p><u>Concernant le collectif d'agriculteurs :</u></p> <p>Peut être concerné tout collectif d'agriculteurs formalisé ou non, associant ou non d'autres acteurs non agriculteurs, souhaitant s'engager dans une démarche collective de transition agro-écologique visant la triple performance de leurs exploitations.</p> <p>Le groupe initial devra être constitué d'un noyau d'environ 5 exploitations agricoles (chacune identifiée nominativement dans le dossier). Cette composition pourra évoluer au cours de la période d'émergence, avant le dépôt de la demande de</p>
--------------------------	--



	<p>reconnaissance GIEE.</p> <p>Le collectif ne pourra pas comporter dans son effectif des agriculteurs déjà engagés dans un autre collectif actif, GIEE ou réseau DEPHY ferme ou Groupe Ecophyto 30 000.</p> <p>Sont exclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les collectifs déjà structurés, avec un projet et un plan d'actions déjà construits relevant de l'agro-écologie ; - les collectifs candidats à l'appel à projets 2020 groupes Ecophyto 30 000; - les collectifs déjà accompagnés pour le même objet ? sur crédits publics (État, Agences de l'eau, Région...) <p><i>N.B. : Il est à souligner qu'à partir de 2021, les organismes qui disposeront d'un agrément "vente de produits phytosanitaires" ne pourront plus être candidats pour animer un collectif travaillant sur la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques. Ces organismes pourront néanmoins continuer à candidater au volet GIEE, dans la mesure où leur projet ne porterait pas sur la réduction des produits phytopharmaceutiques. Concernant le déroulement post-2021 des projets retenus en 2019 et 2020 (correspondant à la 2e et/ou 3e année du projet), la gouvernance régionale aura la possibilité de poursuivre le moment venu le financement des projets portés par les structures qui auront d'ici-là choisi l'agrément vente, en fonction de la qualité du contenu des projets et des premiers résultats obtenus.</i></p>
Projet éligible	Le projet « émergence du collectif GIEE » proposé dans le dossier de demande d'aide, même si le projet de GIEE n'est pas finalisé, doit néanmoins répondre aux objectifs généraux des GIEE tels que décrits au paragraphe 2. QU'EST-CE QU'UN GIEE ?.
Période et durée du projet	<p>L'opération objet de la demande d'aide doit obligatoirement démarrer en 2020.</p> <p>Le collectif et sa structure d'accompagnement s'engagent dans un projet d'une durée maximale de 12 mois avec l'objectif de constituer un collectif et de bâtir un projet collectif, en vue de candidater ensuite à la reconnaissance en tant que GIEE l'année suivante. Ils sont invités à adapter la durée du projet en conséquence, de façon à être en capacité à déposer une candidature à la reconnaissance GIEE au printemps 2021 pour un GIEE qui devra obligatoirement démarrer en 2021.</p>
Localisation du projet	Le projet doit se réaliser et porter effets dans la région Occitanie.
Financement et taux d'aide	<p>Un même collectif avec sa structure d'accompagnement ne pourra bénéficier qu'une seule fois d'un financement « émergence GIEE ».</p> <p>Le taux maximum de l'aide est de 80% des dépenses éligibles retenues.</p> <p>Le montant de l'aide susceptible d'être apportée est au maximum de 10 000 €.</p> <p>Il ne peut être inférieur à 5 000 €.</p> <p>Le taux maximum d'aide publique totale est fixé à 100% des dépenses éligibles retenues. Afin de s'assurer du respect de l'intensité d'aide maximale et du montant maximal d'aide, il est tenu compte de toute autre aide publique accordée en faveur de l'opération ou du projet plus vaste dans lequel l'opération s'inscrit et portant sur les mêmes coûts admissibles, se chevauchant en partie ou totalement.</p> <p>Seront notamment examinés les financements possibles dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du BOP 149 géré par la DRAAF, en particulier au titre de l'action « autres actions environnementales » (animation AB, PAEC...) - des appels à projets annuels d'Assistance technique régionalisée de FAM financé par le Cas-DAR ; - du plan Ecophyto II, mobilisés pour la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, en particulier en accompagnement des groupes Ecophyto 30 000 ; - du 11^{ème} programme des Agences de l'eau pour la protection de l'eau et des



	<p>milieux aquatiques ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des projets pilotes régionaux financés par le CAS-DAR dans le cadre des programmes régionaux de développement agricole et rural. <p>Si le bénéficiaire est une collectivité, l'article L1111-10 du code général des collectivités territoriales prévoit un autofinancement de la structure au moins égal à 20 %.</p> <p>Les aides mises en place dans le présent appel à projets ne peuvent pas être cumulées avec des aides de minimis et des aides des programmes de développement rural, en particulier au titre de la mesure 1 formation professionnelle (1.1.1), transfert de connaissances et pratiques innovantes (1.2.1) et coopération (16), concernant les mêmes actions.</p> <p>Une avance de maximum 30% de l'aide pourra être versée à la demande du bénéficiaire.</p> <p>Le paiement de l'aide est réalisé sur la base des justificatifs probants de réalisation des dépenses retenues et, pour le versement du solde, du compte-rendu d'exécution final de l'opération. Si à la fin du projet, les dépenses réalisées sont inférieures à celles inscrites au budget prévisionnel, la subvention sera automatiquement réduite pour conserver le taux de subvention sur le montant total des dépenses effectivement réalisées.</p>
Actions éligibles	<p>Seules sont éligibles les opérations portant des actions en faveur du collectif en émergence dans son ensemble.</p> <p>Sont éligibles les dépenses correspondant aux 3 types d'actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. pilotage du projet d'émergence et accompagnement de l'action collective permettant d'assurer la construction et la vie du groupe et l'élaboration du programme d'actions collectif ; 2. formation professionnelle et acquisition de compétences des agriculteurs du collectif en émergence, y compris des cours de formation, des ateliers et l'encadrement nécessaires à la mise en œuvre des actions du projet ; 3. réalisation de diagnostics agro-écologiques et de durabilité des exploitations du collectif en émergence, dans la limite de 10% du coût total retenu pour l'opération. <p><u>Sont exclues :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions de conseil individuel et les diagnostics individuels d'exploitation qui ne s'inscrivent pas dans les projets des collectifs en émergence ou des GIEE ; - les actions de formation professionnelle qui relèvent des fonds de la formation professionnelle mis en œuvre par VIVEA ou financées par ailleurs ; - les actions de diffusion de bulletins techniques, d'alerte ou d'avertissements qui ne sont pas programmées dans le cadre précis des projets en émergence ou des GIEE ; - les travaux de recherche et d'expérimentation qui ne s'inscrivent pas dans les projets des collectifs en émergence ou des GIEE ; - les actions qui ne sont pas indépendantes de toute activité commerciale ; - les actions financées au titre des groupes FERME-DEPHY ou des groupes Ecophyto 30 000 (diagnostic, suivi individuel et collectif des agriculteurs impliqués dans ces groupes Ecophyto, prestations ou communication...) ou dans le cadre de l'AAP communication Ecophyto II. <p>L'ensemble des actions attendues est présenté en ANNEXE 7 : Ensemble des actions</p>



	attendues par le collectif émergent
Dépenses éligibles	La durée d'éligibilité des dépenses est de 1 an maximum à compter de la date de réception de la demande d'aide par la DRAAF.
Engagements	<p>Le représentant du collectif s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer un partenariat avec des collectivités territoriales et des organismes de formation et/ou recherche - participer à la session de regroupement organisée pour les GIEE émergents. <p>A la fin de la phase d'émergence, le collectif et sa structure d'accompagnement s'engagent à transmettre à la DRAAF:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une attestation de réalisation des diagnostics agro écologiques des exploitations du collectif en émergence. Ces diagnostics seront présentés dans le dossier de candidature à la reconnaissance GIEE ; - le bilan technique des actions menées pendant la phase d'émergence contenant quelques indicateurs de moyens ; - le projet de plan d'actions qui a vocation à être déposé dans le cadre de la demande de reconnaissance en tant que GIEE.
Modalités de dépôt	<p>Le dossier de candidature (voir son contenu ANNEXE 6 : Contenu du dossier de demande d'aide (volets Animation et Emergence)) doit être déposé OBLIGATOIREMENT avant le 27 mai 2020 à 23h59, sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» de dépôt en ligne accessible.</p> <p>L'utilisation de cette plateforme est détaillée ANNEXE 10 : Tutoriel usager</p> <p>Les candidats seront vigilants à respecter cette date limite et à anticiper le dépôt afin de palier à tout problème de fonctionnement informatique. Au-delà de cette date, les candidats ne sont plus autorisés à modifier leur dossier quel que soit l'état du dossier.</p> <p>Aucun dossier ne peut être adressé à la DRAAF par courriel ou par voie postale. La DRAAF ne peut être tenue responsable de la non réception d'un dossier via la plate-forme, il revient à l'expéditeur de s'assurer de la bonne réception de son dossier.</p> <p>Un récépissé de dépôt (dénommé accusé de réception) est délivré par la plate-forme pour chaque dossier déposé. Il ne constitue en aucun cas un engagement à la reconnaissance GIEE pour le projet déposé.</p>
Critères d'évaluation	ANNEXES 8 : Critères d'évaluation des projets « émergence »

4. VOLET RECONNAISSANCE EN TANT QUE GIEE

Le présent appel à candidatures a pour but la reconnaissance de nouveaux GIEE qui seront dès lors identifiés comme porteurs d'une démarche collective visant une évolution des pratiques dont résultera une amélioration économique, environnementale et sociale.

Ayant élaboré de façon partagée un cadre de travail collectif et adapté aux enjeux du territoire, les membres du GIEE pourront s'appuyer sur la légitimité de la reconnaissance pour la mise en œuvre d'une dynamique locale.

Cette reconnaissance pourra être mise en avant par les GIEE eux-mêmes et/ou par ses membres, dans le cadre de la sélection des dispositifs d'aide le prévoyant (DJA, certaines mesures du PDR, appels à projets...).

Le développement des actions conduites par les GIEE permettra de valoriser des bonnes pratiques mises en œuvre par les agriculteurs, d'identifier les possibilités d'optimisation et de contribuer ainsi à la diffusion de solutions techniques et socio-économiques, les résultats ayant vocation à être partagés.

<p>Personne morale éligible</p>	<p>Les candidats sont des collectifs d'agriculteurs et, le cas échéant, d'autres partenaires, organisés sous une forme leur conférant la personnalité morale.</p> <p>La personne morale doit être constituée, lors du dépôt de sa candidature. Elle doit ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doit avoir un objet principal en lien avec l'agriculture. - avoir déposé ses statuts dans les conditions requises selon sa nature juridique ; - disposer de son n° SIRET dûment attribué. - avoir une majorité de voix d'exploitants agricoles dans son instance décisionnelle. Si une partie seulement des exploitants agricoles membres de la personne morale candidate s'engage dans le projet en associant plusieurs exploitations, une délibération de l'instance décisionnelle de la personne morale validant cette modalité d'engagement doit être versée au dossier de candidature. <p>Elle déclare être à jour de ses obligations sociales et fiscales.</p> <p>Sont exclues les personnes morales ne regroupant pas plusieurs exploitations ou/et qui n'ont pas de personnalité juridique.</p> <p>Pour que sa candidature soit valide, la personne morale porteuse du GIEE doit s'entourer d'une structure d'accompagnement (qui s'engage à accompagner le GIEE sur le plan de l'animation du collectif) et d'une structure de capitalisation (qui s'engage à accompagner le GIEE dans sa démarche de valorisation des résultats).</p> <p>La personne morale candidate est l'interlocuteur unique de l'administration pour toute question concernant le projet. Elle a la charge de tenir informés tous les acteurs du projet : les exploitants agricoles engagés, les partenaires impliqués, les structures d'accompagnement et l'organisme de développement agricole choisi pour la capitalisation et la diffusion des résultats et des expériences, de tous points les concernant relatifs à la reconnaissance et au suivi du projet.</p> <p><i>N.B. : Il est à souligner qu'à partir de 2021, les organismes qui disposeront d'un agrément "vente de produits phytosanitaires" ne pourront plus être candidats pour animer un collectif travaillant sur la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques. Ces organismes pourront néanmoins continuer à candidater au volet GIEE, dans la mesure où leur projet ne porterait pas sur la réduction des produits phytopharmaceutiques. Concernant le déroulement post-2021 des projets retenus en 2019 et 2020 (correspondant à la 2e et/ou 3e année du projet), la gouvernance régionale aura la possibilité de poursuivre le moment venu le financement des projets portés par les structures qui auront d'ici-là choisi l'agrément vente, en fonction de la qualité du contenu des projets et des premiers résultats obtenus.</i></p>
<p>Projet éligible</p>	<p>Les actions prévues par la personne morale, structure porteuse du projet, et celles des exploitants agricoles engagés dans le projet qui relèvent de l'agro-écologie.</p>



Période et Durée du projet	<p>Il doit obligatoirement démarrer en 2020.</p> <p>Le projet pluriannuel doit être cohérent dans sa durée au regard des objectifs à atteindre. Il ne peut être inférieur à 3 ans. Il est limité à une période de 6 ans correspondant aux deux périodes de 3 ans à l'issue desquelles un bilan doit être fourni. Exceptionnellement, sur justification, et après acceptation par la DRAAF, cette durée pourra être portée à 9 ans.</p>
Localisation du projet	Le projet doit se réaliser et porter effets dans la région Occitanie.
Financement et taux d'aide	Le candidat peut demander un financement d'animation en parallèle de la demande de reconnaissance. Ce financement sera attribué à conditions que la reconnaissance soit effective.
Actions éligibles	<p>L'adéquation entre les enjeux du projet et ceux du territoire où il se réalise doit être démontrée. L'étendue du territoire du projet doit faciliter et permettre tous les échanges et interactions nécessaires et attendus entre les acteurs engagés dans le projet pour la réalisation des actions prévues.</p> <p>Le projet doit prévoir les modalités d'accompagnement des agriculteurs, à la fois en un appui à l'action collective et au pilotage du projet ainsi qu'à l'accompagnement technique des évolutions des pratiques. Cet accompagnement peut être diversifié voire internalisé si les compétences existent parmi les membres du collectif.</p> <p>Le projet doit prévoir les modalités de regroupement, de diffusion et de réutilisation des résultats obtenus sur les plans économique, environnemental et social ; l'accord des agriculteurs engagés dans le projet est nécessaire à cet effet, dans le respect de la protection des données individuelles.</p>
Engagements	<p>Le GIEE reconnu s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer un partenariat avec des collectivités territoriales et des organismes de formation et/ou recherche. - Etablir un bilan de son activité a minima tous les trois ans à compter de la date de l'arrêté portant reconnaissance de la qualité de GIEE. - Contribuer au site Giee.fr avec a minima une fiche de présentation de son projet. - Participer aux regroupements organisés par la DRAAF et la Chambre Régionale d'Agriculture - Porter à connaissance de la DRAAF toute production réalisée par le GIEE - Mettre à disposition ses résultats et ses expériences utiles à un organisme de développement agricole de son choix. Il s'agit de contribuer au processus de capitalisation et de diffusion des résultats obtenus des GIEE et coordonné par le réseau des chambres d'agriculture et décrit en ANNEXE 5 : Capitalisation et diffusion des résultats et des expériences des GIEE
Modalités de dépôt	<p>Le dossier de candidature (voir son contenu ANNEXE 2 : Contenu du dossier de candidature à la reconnaissance) doit être déposé OBLIGATOIREMENT avant le <u>27 mai 2020 à 23h59</u>, sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» de dépôt en ligne accessible.</p> <p>L'utilisation de cette plateforme est détaillée ANNEXE 10 : Tutoriel usager</p> <p>Les candidats seront vigilants à respecter cette date limite et à anticiper le dépôt afin de palier à tout problème de fonctionnement informatique. Au-delà de cette date, les candidats ne sont plus autorisés à modifier leur dossier quel que soit l'état du dossier.</p> <p>Aucun dossier ne peut être adressé à la DRAAF par courriel ou par voie postale. La DRAAF ne peut être tenue responsable de la non réception d'un dossier via la</p>



		<p>plate-forme, il revient à l'expéditeur de s'assurer de la bonne réception de son dossier.</p> <p>Un récépissé de dépôt (dénommé accusé de réception) est délivré par la plate-forme pour chaque dossier déposé. Il ne constitue en aucun cas un engagement à la reconnaissance GIEE pour le projet déposé.</p>
Critères de sélection	de	ANNEXE 4 : Critères d'évaluation des projets de reconnaissance

5. VOLET ACCOMPAGNEMENT DES GIEE

Ce volet est destiné à accompagner les GIEE reconnus ou en demande de reconnaissance en Occitanie. Il s'agit :

- des GIEE reconnus au titre des années antérieures de 2015 à 2019 et qui ne sont pas encore au terme de leur période de reconnaissance ;
 - des collectifs candidats à la reconnaissance GIEE pour 2020. Dans ce cas l'attribution du financement sera conditionnée à la reconnaissance effective en tant que GIEE par le préfet de Région.
- Une seule demande d'aide peut être déposée par GIEE reconnu dans le cadre de cet appel. Pour les GIEE à qui une aide a déjà été attribuée entre 2015 et 2019, une demande d'aide complémentaire peut être déposée, dans la limite de 2 dépôts sur la durée de vie du GIEE.

Personne morale éligible	<p>Les bénéficiaires éligibles à l'aide sont les structures, de tout type, disposant de la personnalité morale (statuts déposés et SIRET attribué), qui s'engagent dans l'animation, l'appui technique ou la diffusion des résultats et expériences d'un projet de GIEE reconnu en région Occitanie.</p> <p>Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des personnes morales reconnues GIEE dans la région Occitanie (ou demandant leur reconnaissance et remplissant les conditions prévues par le Volet Reconnaissance) ; - des structures chargées de l'accompagnement et/ou de la capitalisation des résultats et expériences de GIEE reconnus en région Occitanie, identifiées comme telles dans le dossier de demande de reconnaissance des GIEE. Elles peuvent se situer hors du périmètre régional dès lors qu'elles agissent pour les agriculteurs membres du GIEE. <p>Sont exclues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes morales ne regroupant pas plusieurs exploitations ou/et qui n'ont pas de personnalité juridique, - les exploitants agricoles à titre individuel ou en forme sociétaire, même s'ils sont les bénéficiaires des actions, - les entreprises en difficulté, - les collectifs déjà structurés, avec un projet et un plan d'actions déjà construits relevant de l'agro-écologie ; - les collectifs candidats au volet « émergence » de l'appel à projets 2020 groupes Ecophyto 30 000 ; - les collectifs déjà accompagnés sur crédits publics (État, Agences de l'eau, Région...)
Projet éligible	<p>Le projet concerne des opérations collectives portant des actions d'animation, d'appui technique ou de diffusion des résultats et expériences en lien obligatoirement avec les actions prévues dans les projets reconnus GIEE.</p> <p>Le projet comprend obligatoirement un ensemble d'actions pour la valorisation et la communication des résultats du GIEE.</p>
Période et Durée du projet	L'opération objet de la demande d'aide doit obligatoirement démarrer en 2020.
Localisation du projet	Le projet doit se réaliser et porter effets dans la région Occitanie.
Financement et taux d'aide	<p>Pour les collectifs en demande de reconnaissance, l'attribution du financement est conditionnée par la reconnaissance effective en tant que GIEE par le préfet de région.</p> <p>Un même collectif avec sa structure d'accompagnement pourra bénéficier 2 fois d'un financement « animation GIEE » au maximum sur toute la durée de reconnaissance du GIEE.</p>



Le taux maximum de l'aide est de 80% des dépenses éligibles retenues.
Le montant de l'aide susceptible d'être apportée est au maximum de 20 000 €. Il ne peut être inférieur à 5 000 €.

Le taux maximum d'aide publique totale est fixé à 100% des dépenses éligibles retenues. Afin de s'assurer du respect de l'intensité d'aide maximale et du montant maximal d'aide, il est tenu compte de toute autre aide publique accordée en faveur de l'opération ou du projet plus vaste dans lequel l'opération s'inscrit et portant sur les mêmes coûts admissibles, se chevauchant en partie ou totalement. Seront notamment examinés les financements possibles dans le cadre :

- du BOP 149 géré par la DRAAF, en particulier au titre de l'action « autres actions environnementales » (animation AB, PAEC...)
- des appels à projets annuels d'Assistance technique régionalisée de FAM financé par le Cas-DAR ;
- du plan Ecophyto II, mobilisés pour la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, en particulier en accompagnement des groupes Ecophyto 30 000 ;
- du 11ème programme des Agences de l'eau pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;
- des projets pilotes régionaux financés par le CAS-DAR dans le cadre des programmes régionaux de développement agricole et rural.

Si le bénéficiaire est une collectivité, l'article L1111-10 du code général des collectivités territoriales prévoit un autofinancement de la structure au moins égal à 20 %.

Les aides mises en place dans le présent appel à projets ne peuvent pas être cumulées avec des aides de minimis et des aides des programmes de développement rural, en particulier au titre de la mesure 1 formation professionnelle (1.1.1), transfert de connaissances et pratiques innovantes (1.2.1) et coopération (16), concernant les mêmes actions.

Une avance de maximum 30% de l'aide pourra être versée à la demande du bénéficiaire.

Un acompte de maximum 80% pourra être versé avant la fin de la période de financement d'animation, à la demande du bénéficiaire, sur présentation des dépenses acquittées et seulement s'il n'a pas bénéficié d'une avance.

Le paiement de l'aide est réalisé sur la base des justificatifs probants de réalisation des dépenses retenues et, pour le versement du solde, du compte-rendu d'exécution final de l'opération. Si à la fin du projet, les dépenses réalisées sont inférieures à celles inscrites au budget prévisionnel, la subvention sera automatiquement réduite pour conserver le taux de subvention sur le montant total des dépenses effectivement réalisées.

Actions éligibles

Les actions doivent bénéficier aux exploitants agricoles membres des GIEE reconnus ou en cours de reconnaissance.
Seule l'action de transfert et diffusion des résultats et expériences peut bénéficier à d'autres exploitations hors du GIEE.

Les actions ne peuvent pas bénéficier aux PME qui ne relèvent pas du secteur de la production agricole primaire, de la transformation et/ou de la commercialisation de produits agricoles.



Lorsque les opérations sont portées par des groupements ou des organisations de producteurs, le bénéfice des actions réalisées n'est pas subordonné à l'affiliation à ces groupements ou organisations.

Seules sont éligibles les opérations portant des actions d'animation, d'appui technique ou de diffusion des résultats et expériences en lien obligatoirement avec les actions prévues dans les projets reconnus GIEE.

Les actions financées doivent avoir obligatoirement une dimension collective.

Sont éligibles les dépenses correspondant aux 5 types d'actions suivants :

1. Pilotage du projet et accompagnement de l'action collective propres à assurer la vie du groupe, la cohérence, la dynamique et la réussite du projet du GIEE sur sa durée ;
2. Formation professionnelle et acquisition de compétences des exploitants agricoles, y compris des cours de formation, des ateliers et l'encadrement nécessaires à la mise en œuvre des actions des projets reconnus GIEE.
3. Enregistrement et suivi des résultats et expériences du GIEE reconnu;
4. Réalisation des diagnostics agro écologiques, la première année de la reconnaissance s'ils n'ont pas été fournis lors de la candidature à la reconnaissance, sous réserve qu'ils s'adressent aux membres du collectif et soient en lien direct avec l'objet du projet ;
5. Appui technique collectif nécessaire à la mise en œuvre des actions des projets reconnus GIEE, notamment de l'évolution des pratiques ;
6. Communication, transfert et diffusion des résultats et expériences acquis dans le cadre des GIEE reconnus : il s'agit des actions d'information, échanges, démonstration et visites d'exploitations mettant en relation les différents types d'acteurs visant à promouvoir les projets de GIEE et diffuser leurs résultats et expériences. **Cette action doit obligatoirement être mobilisée pour que le projet soit éligible.**

Ne sont pas éligibles au présent appel à projets :

- les actions de conseil individuel et les diagnostics individuels d'exploitation qui ne s'inscrivent pas dans les projets des collectifs en émergence ou des GIEE ;
- les actions de formation professionnelle qui relèvent des fonds de la formation professionnelle mis en œuvre par VIVEA ou financées par ailleurs ;
- les actions de diffusion de bulletins techniques, d'alerte ou d'avertissements qui ne sont pas programmées dans le cadre précis des projets en émergence ou des GIEE ;
- les travaux de recherche et d'expérimentation qui ne s'inscrivent pas dans les projets des collectifs en émergence ou des GIEE ;
- les actions qui ne sont pas indépendantes de toute activité commerciale ;
- les actions financées au titre des groupes FERME-DEPHY ou des groupes Ecophyto 30 000

Dépenses éligibles	La durée d'éligibilité des dépenses est de 3 ans maximum à compter de la date de réception de la demande d'aide par la DRAAF. Les dépenses sont conditionnées à l'existence du GIEE, aussi elles ne peuvent être réalisées au-delà du terme du projet figurant dans la décision de reconnaissance GIEE ni, si la reconnaissance du GIEE est retirée, après la date figurant dans la décision correspondante du préfet de région.
Engagements	Le GIEE s'engage à : - Réaliser au moins une des actions de type « communication, transfert et



	<p>diffusion des résultats et expériences acquis dans le cadre des GIEE »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter le délai imparti pour la soumission de sa demande de solde. - Fournir un compte-rendu d'exécution au moment de sa demande de solde. <p>Le GIEE est tenu de mettre à disposition ses résultats et ses expériences utiles (pratiques notamment) à un organisme de développement agricole de son choix.</p> <p>L'organisme de développement agricole destinataire des données s'engage à participer et à alimenter le processus de capitalisation des résultats des GIEE coordonné par la chambre Régionale d'agriculture et l'APCA. Ce processus est exposé en ANNEXE 5 : Capitalisation et diffusion des résultats et des expériences des GIEE</p>
Modalités de dépôt	<p>Le dossier de candidature (voir son contenu en ANNEXE 6 : Contenu du dossier de demande d'aide (volets Animation et Emergence)) doit être déposé OBLIGATOIREMENT avant le 27 mai 2020 à 23h59, sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» de dépôt en ligne accessible. L'utilisation de cette plateforme est détaillée ANNEXE 10 : Tutoriel usager.</p> <p>Les candidats seront vigilants à respecter cette date limite et à anticiper le dépôt afin de palier à tout problème de fonctionnement informatique. Au-delà de cette date, les candidats ne sont plus autorisés à modifier leur dossier quel que soit l'état du dossier.</p> <p>Aucun dossier ne peut être adressé à la DRAAF par courriel ou par voie postale. La DRAAF ne peut être tenue responsable de la non réception d'un dossier via la plate-forme, il revient à l'expéditeur de s'assurer de la bonne réception de son dossier.</p> <p>Un récépissé de dépôt (dénommé accusé de réception) est délivré par la plate-forme pour chaque dossier déposé. Il ne constitue en aucun cas un engagement à la reconnaissance GIEE pour le projet déposé.</p>
Critères d'évaluation	Voir ANNEXE 9 : Critères d'évaluation des projets d'Animation

6. LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 0 : Document de cadrage des appels à projet GIEE et Groupes 30000

ANNEXE 1 : Dépenses Recettes et éligibilité

ANNEXE 3 : Grille de vérification de la conformité de la candidature à la reconnaissance

ANNEXE 4 : Critères d'évaluation des projets de reconnaissance

ANNEXE 5 : Capitalisation et diffusion des résultats et des expériences des

ANNEXE 6 : Contenu du dossier de demande d'aide (volets Animation et Emergence)

ANNEXE 7 : Ensemble des actions attendues par le collectif émergent

ANNEXES 8 : Critères d'évaluation des projets « émergence »

ANNEXE 9 : Critères d'évaluation des projets d'Animation

ANNEXE 10 : Tutoriel usager



7. DOCUMENTS DE REFERENCE :

Au plan national :

LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (publiée au JORF n°0238 du 14 octobre 2014 texte n° 1) <http://agriculture.gouv.fr/Publication-loi-d-Avenir-agriculture-alimentation-foret>

Décret n° 2014-1173 du 13 octobre 2014 relatif au groupement d'intérêt économique et environnemental (publié au JORF n°0238 du 14 octobre 2014 texte n° 33) <http://agriculture.gouv.fr/Publication-loi-d-Avenir-agriculture-alimentation-foret>

Instruction technique DGPAAT/SDBE/2014-930 du 25 novembre 2014 relative aux groupements d'intérêt économique et environnemental, modifiée par l'instruction technique DGPAAT/SDBE/2015-110 du 5 février 2015

Instruction technique DGPE/SDPE/2019-29 du 15 janvier 2019 relative à l'accompagnement des collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique : GIEE et groupes Ecophyto 30 000

Le projet agro-écologique pour la France : <http://agriculture.gouv.fr/agriculture-et-foret/projet-agro-ecologique>

Régimes d'aides d'État : régimes en vigueur et projets de notification ou d'information à la Commission européenne <https://agriculture.gouv.fr/regimes-daides-detat-regimes-en-vigueur-et-projets-de-notification-ou-dinformation-la-commission>

Rapport de Marion Guillou sur l'agro-écologie : <http://agriculture.gouv.fr/Remise-du-rapport-sur-l-agro>

Les GIEE reconnus en France : <http://agriculture.gouv.fr/en-un-deja-plus-de-240-giee-reconnus>

Plaquette GIEE : http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/GIEE-LAAF_cle87eff2.pdf

Guide méthodologique pour la mobilisation des mesures du FEADER en faveur du projet agro-écologique : <http://agriculture.gouv.fr/Le-guide-methodologique-feader-projet-agro-ecologique>

Site Internet entièrement dédié aux « GIEE, collectifs d'agriculteurs innovants tournés vers l'avenir » à cette adresse : <http://www.giee.fr/> ouvert en septembre 2017

Le feuille de route des EGA (Etats Généraux de l'Alimentation) publiée le 31 janvier 2018 : <http://agriculture.gouv.fr/les-etats-generaux-de-lalimentation-0> et les plans de filières transmis au ministre en charge de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/egalim-les-plans-de-filieres>

Le site internet du ministère en charge de l'agriculture sur les plans Écophyto II, Écophyto II+ et sortie du glyphosate :

<http://www.consultation-Ecophyto2plus.gouv.fr/>

<http://agriculture.gouv.fr/plan-de-sortie-du-glyphosate-le-dispositif>

ÉcophytoPIC, le portail de la protection intégrée des cultures <http://www.ecophytopic.fr/>

Le centre de ressource glyphosate <http://ressources-glyphosate.ecophytopic.fr/home-glyphosate>

Au plan régional :

Le site internet de la DRAAF Occitanie sur les GIEE reconnus en Occitanie :

<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Les-GIEE-levier-de-l-agro-ecologie>

<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Modification-du-GIEE-reconnu>

<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Bilan-Intermediaire-et-Final-GIEE>



AAP GIEE 2020

Page 18 sur 41

Le site Internet de la DRAAF Occitanie sur Écophyto et les groupes DEPHY Ferme et sur les filières :
<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Ecophyto-en-Occitanie>
<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Fermes-DEPHY>
<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Filieres>

La plateforme d'échange en ligne dédiée à l'agro-écologie OSAÉ osez l'agroécologie
<https://osez-agroecologie.org/index.php>



GLOSSAIRE :

APCA : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture – Chambres d'Agriculture France
ACTA : Association de Coordination des Instituts Techniques Agricoles
BOP : Budget Opérationnel de Programme
CasDAR : Compte d'affectation spéciale Développement Agricole et Rural
CV : Curriculum vitae
COPIL : COmité de PILotage
COREAMR : Commission Régionale de l'Economie Agricole et du Monde Rural
CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime
CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole
DEPHY : réseau de Fermes de démonstration et de production de références pour la réduction des PPP
DGPE (ex-DGPAAT) : Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises du Ministère en charge de l'agriculture
DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Ecophyto II+ : Plan national de réduction des PPP mis en consultation publique le 20/11/2018
EGA : Etats Généraux de l'Alimentation du 2nd semestre 2017
GIEE : Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental
LAAAF : Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
FAM : France AgriMer
MAA : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
MTES : Ministère de la transition écologique et solidaire
PAEC : Projets Agri-Environnementaux et Climatiques
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PDR : Programme de Développement Rural Régional 2014-2020
PDRR : Programme de Développement Rural Régional 2014-2020
PAPAM : Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales
PRDAR : Programme Régional de Développement Agricole et Rural 2018-2020
PEI : Partenariat Européen pour l'Innovation
PNR : Parc Naturel Régional
PPP : Produits phytopharmaceutiques
SIRET : numéro du Système d'Identification du Répertoire des Etablissements du répertoire SIRENE (Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et des Etablissements) de l'INSEE
VA : Valeur Ajoutée
VIVEA : Fonds pour la Formation des Entrepreneurs du Vivant





ANNEXE 1 : Dépenses Recettes et éligibilité

Seules les dépenses directes réalisées par le bénéficiaire de l'aide peuvent être prises en compte. Elles sont notamment les suivantes :

1- dépenses directes de personnel mobilisé pour la mise en œuvre de l'opération. Il s'agit des personnels salariés du bénéficiaire ou mis à sa disposition par convention.

Sont éligibles les :

- a) Salaires ;
- b) Gratifications ;
- c) Charges sociales afférentes ;

d) Traitements accessoires et avantages divers prévus par les conventions collectives, accords collectifs (accord d'entreprise, accord de branche, accord national interprofessionnel), par les usages de l'entreprise préexistants à l'aide européenne, par le contrat de travail ou par les dispositions législatives et réglementaires concernées ou par la convention de stage.

Ces dépenses sont justifiées par les pièces suivantes :

I. Attestation du temps consacré à la réalisation de l'opération :

1° Pour les personnels affectés à 100% de leur temps de travail à l'opération concernée, y compris sur une période de temps prédéterminée : copies de fiches de poste de ces personnels ou de leurs lettres de mission ou de leurs contrats de travail.

Ces documents doivent préciser les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet. Dans ce cas, les copies de fiches de temps passé ou les extraits de logiciel de gestion de temps ne seront pas requis lors de la demande de paiement.

2° Pour les personnels dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération : les copies de fiches de temps ou les extraits de logiciel de gestion de temps permettent de tracer le temps dédié à l'opération. Ces copies de fiches de temps passé sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique pour être présentées à la demande de paiement.

II. Justification de la matérialité des dépenses :

- 1° par des copies de bulletins de salaire ;
- 2° ou le journal/livre de paie ;
- 3° ou la Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS), ou la Déclaration Sociale Nominative (DSN) ou un document probant équivalent.

Les douze derniers bulletins de salaire ou DADS (ou documents probants équivalents) des personnes concernées permettent de justifier le montant des salaires bruts chargés, et constituent les pièces justificatives des éléments de calcul du coût.

En cas de mise à disposition de personnel à titre pécuniaire, la copie de la convention de mise à disposition nominative doit être fournie à la demande d'aide.

2- dépenses directes liées aux déplacements, en lien avec l'opération objet de la demande d'aide : restauration, hébergement et transport. Il s'agit des dépenses relatives aux déplacements des personnels salariés du bénéficiaire ou mis à sa disposition par convention :

- les dépenses remboursées aux agents sont prises en compte sur la base du barème du maître d'ouvrage ou à défaut sur la base du barème appliqué à la fonction publique ;
- les dépenses prises en charge directement par le bénéficiaire sont éligibles sur présentation des pièces justificatives correspondantes justifiant l'acquittement par le bénéficiaire ;
- les dépenses de transport sont prises en compte avec l'application des tarifs les plus bas en fonction du mode de transport retenu par le bénéficiaire, par exemple le tarif de seconde classe pour un billet de train ;



3- dépenses de prestations de services en lien avec l'opération qui font l'objet d'une facturation, autres que de la mise à disposition de personnels relevant des dépenses de personnel ;

4- autres dépenses directement en lien avec l'opération qui font l'objet d'une facturation. Elles sont éligibles sur présentation des pièces justificatives correspondantes justifiant l'acquittement par le bénéficiaire. Elles sont plafonnées à 10% du coût total retenu pour l'opération. Il s'agit notamment des dépenses relatives à ;

- des frais d'édition, d'impression ;
- l'organisation logistique de séminaires, de différentes formes de temps d'échange ou de restitution de résultats des travaux, par exemple la location de salles ;
- d'acquisition de petits matériels et de fournitures, d'analyses agronomiques, de diagnostics agroécologiques ;
- des investissements nécessaires à la réalisation d'actions de démonstration.

DEPENSES NON ELIGIBLES :

- la valorisation de temps de bénévolat dont celui des exploitants agricoles ;
- les contributions en nature ;
- les dépenses de formation prise en charge par les fonds de la formation professionnelle de VIVEA ou par d'autres financeurs ;
- les manques à gagner ou surcoûts ou dépenses engagées par les participants aux actions (frais de repas, déplacement, hébergement...) ;
- les frais de personnels statutaires pris en charge par l'Etat et/ou les collectivités territoriales ;
- les coûts d'acquisition de références lorsqu'ils ne sont pas liés aux actions ;
- les matériels individuels, d'occasion ou de simple remplacement ;
- les charges indirectes de structure non rattachables entièrement à l'opération (loyer, entretien, chauffage, téléphone, charges comptables, frais financiers, judiciaires, amortissements, assurances, frais de change, amendes, pénalités, contentieux...).

TVA :

La TVA définitivement supportée par le bénéficiaire est éligible à l'aide. Le bénéficiaire doit en ce cas justifier du caractère non récupérable de la TVA.

COUTS ADMISSIBLES :

Les coûts admissibles sont étayés :

- dans le dossier de demande d'aide, par des pièces justificatives qui doivent être claires, spécifiques et contemporaines des faits. En particulier, ceux liés aux :
 - dépenses de personnel prises en compte sur la base des coûts réels sont justifiées par des bulletins de salaires et par le nombre de jours productifs éligibles accompagnés des conventions de mise à disposition pour les personnels concernés ;
 - dépenses facturées justifiées au minimum par deux devis.
- dans le dossier de demande de paiement, chaque dépense devra être justifiée par les pièces probantes nécessaires à justifier sa réalisation et son décaissement par le bénéficiaire en fonction de la nature de cette dépense (facture dûment acquittée, dépenses de personnel, frais de déplacement...).

RECETTES :

Les recettes générées par l'opération, avant son achèvement, résultant de ventes, de location, de services, de droit d'inscription ou d'autres ressources équivalentes, constituent des ressources rattachables à l'opération. Elles ne peuvent mobiliser l'aide et sont à déduire des dépenses éligibles.

DATES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES / DEMARRAGE DE L'OPERATION :

Pour être éligible, une opération doit avoir fait l'objet d'une demande d'aide avant son début d'exécution. Cette demande peut avoir été faite auprès d'un autre financeur à condition que le projet ne soit pas achevé au moment de la demande déposée au titre du présent appel à projets. Dans ce cas, les dépenses sont éligibles à compter de la date de réception de la demande d'aide auprès de ce financeur, à condition qu'il s'agisse du même projet ou d'une partie de ce projet.



Par « début d'exécution de l'opération », il faut comprendre le premier acte juridique passé pour sa réalisation ou, à défaut, le paiement de la première dépense. Les actes juridiques considérés comme un début d'exécution de l'opération sont par exemple (liste non exhaustive) :

- la signature d'un devis ;
- la signature d'un bon de commande ;
- la notification d'un marché ;
- la signature d'un contrat ou d'une convention (contrat de crédit-bail, convention de mandat, convention de mise à disposition, convention de sous-traitance, convention de prestation) ;
- le paiement d'un acompte ;
- etc.

Pour qu'une dépense soit éligible :

- le paiement correspondant à cette dépense doit avoir été effectué par le bénéficiaire après la date de réception de la demande d'aide et avant la date de fin du projet mentionné dans la décision d'attribution de la subvention ;
- toute dépense payée postérieurement à la date de fin d'acquittement inscrite à la décision, est inéligible ;
- la totalité de l'opération est inéligible en cas de paiement d'une dépense antérieurement à la réception de la demande d'aide et/ou en cas de dépôt de la demande de paiement du solde après la date limite fixée dans la décision attributive.

ANNEXE 2 : Contenu du dossier de candidature à la reconnaissance

Il est précisé aux candidats qu'ils doivent porter un soin particulier à la rédaction du dossier. En effet, pour des raisons d'organisation matérielle, l'audition des candidats n'est pas envisageable. L'engagement du porteur ne peut se faire que sur la seule foi de son dossier de candidature.

Le dossier de candidature doit prendre la forme précisée sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr». Il est constitué :

1- du FORMULAIRE DE DEMANDE de reconnaissance GIEE à renseigner en ligne. Ses champs doivent être dûment renseignés. La confirmation et la transmission du formulaire via la plate-forme par le candidat valent signature de celui-ci et engagement sur la véracité des informations transmises ;

2- des 5 ANNEXES SUIVANTES à renseigner selon le modèle disponible sur la plate-forme, puis à rattacher sur la plate-forme dans le format attendu. Pour celles qui sont à fournir avec la signature des personnes habilitées, il est conseillé d'effectuer les scans en faible résolution avant de rattacher la pièce à la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» :

- l'attestation d'engagement de la personne morale candidate et de l'organisme de développement agricole de son choix à participer et alimenter le processus de capitalisation des résultats et expériences des GIEE coordonné par le réseau des chambres d'agriculture, dûment datée et cosignée ;
- la fiche de présentation de l'organisme d'animation ;
- la fiche de présentation de l'organisme de développement chargé de la capitalisation ;
- la fiche de présentation des actions prévues dans le projet ;
- la présentation des exploitants engagés dans le projet. Le tableur comporte 2 onglets à renseigner :
 - o liste des exploitants engagés dans le projet. La signature par les exploitants est obligatoire, sa forme reste au choix du candidat. En cas de reconnaissance en tant que GIEE, cette liste ne pourra pas être complétée par de nouveaux membres au-delà des deux premières années de la reconnaissance ;
 - o le tableau de synthèse des éléments de diagnostic initial de la situation de chaque exploitant s'engageant.

3- des PIECES JUSTIFICATIVES listées ci-dessous, à rattacher à la plate-forme au champ du formulaire prévu à cet effet (il est conseillé d'effectuer les scans en faible résolution avant de rattacher la pièce à la plate-forme)

Pièces à joindre	Type demandeur
<u>Copie du Pouvoir habilitant le signataire</u> à engager la personne morale candidate lorsque la demande est signée par une personne différente du président, si nécessaire.	Le cas échéant
<u>Copie de la carte d'identité ou du passeport</u> en cours de validité du représentant signataire de la demande (Président ou personne habilitée) portant Nom, Nom d'usage, Prénom et Date de naissance.	Obligatoire sauf pour Collectivités, leurs groupements et Ets publics
<u>Copie des statuts de la personne morale</u> dûment déposés et enregistrés <u>ET</u> :	Obligatoire sauf pour Collectivités, leurs groupements et Ets publics
- pour une association : copie de la <u>publication au JO</u> ou <u>le récépissé</u> de déclaration à la préfecture ;	Obligatoire pour Association ou GIP
- pour les sociétés : copie de <u>l'extrait K-bis</u> ou <u>l'inscription au registre</u> ou répertoire concerné.	Obligatoire pour Forme sociétaire
<u>Copie du certificat d'immatriculation</u> indiquant le n° <u>SIRET</u> dûment attribué.	Obligatoire pour Tous
Copie de la liste des membres de la personne morale candidate indiquant leur qualité (exploitant agricole...).	Obligatoire pour Tous



Tout document démontrant que les exploitants agricoles engagés dans le projet détiennent la <u>majorité des voix</u> dans l'instance décisionnelle de la personne morale candidate.	Obligatoire pour Tous
Copie du procès-verbal de la réunion de <u>l'organe délibérant</u> de la personne morale candidate approuvant le projet.	Obligatoire pour Tous
Les <u>diagnostics agroécologiques</u> des exploitations. <i>Ceux qui seront réalisés dans l'année qui suit la reconnaissance éventuelle seront à déposer également au travers de la messagerie de la plate-forme</i>	Obligatoire pour Tous
Une ou plusieurs <u>photographies</u> caractérisant le projet qui viendront illustrer la fiche descriptive de communication nationale et régionale.	Obligatoire pour Tous

La confirmation et la transmission du formulaire via la plate-forme «demarches-simplifiees.fr» par le candidat valent signature de celui-ci et engagement sur la véracité des informations transmises.

Le formulaire et ses annexes doivent être dûment complétés et accompagnés des pièces justificatives. L'ensemble de ces pièces constitue le dossier complet. L'absence de l'un des éléments ou pièces listés, dûment complétés, datés et signés, constitue une cause de non recevabilité de la candidature à la date limite fixée pour le dépôt des dossiers complets.

1. Attention particulière

Une attention particulière doit être portée sur les points suivants :

- la présentation du territoire sur lequel est mis en œuvre le projet, les raisons pour lesquelles ce territoire peut être considéré comme cohérent et les enjeux économiques, environnementaux et sociaux auxquels le projet entend apporter une réponse,
- la présence d'un diagnostic de la situation initiale agro-écologique des exploitations agricoles concernées qui permet de décrire la situation initiale des exploitants qui s'engagent dans le projet sur les plans économique, environnemental et social.

L'outil de diagnostic est laissé au choix du collectif, en privilégiant un outil commun à tous ses exploitants.

En particulier pourra être utilisé l'outil de diagnostic agro-écologique des exploitations développé par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et l'ACTA : www.diagagroeco.org ².

La plate-forme « PLAGE » permet d'orienter vers un ou plusieurs outils ou méthodes d'évaluation de la durabilité en fonction des besoins du collectif :

http://www.erytage.org/webplage/index.php?option=com_flexicontent&view=item&cid=80&id=131&Itemid=57

Si les diagnostics ne peuvent être fournis au dépôt de la candidature, le collectif s'engage à les réaliser lors de la première année du projet et à les fournir à la DRAAF dès leur réalisation.

A minima et compte tenu du stade d'initiation du projet, devra être renseigné le tableau de synthèse des éléments de diagnostic initial de la situation de chaque exploitant explicité au point 2- ci-dessus ;

- la description des objectifs poursuivis en termes de modification ou de consolidation des systèmes ou modes de production agricole et des pratiques agronomiques, et visant la conjugaison des performances économique, environnementale et sociale, ainsi que des indicateurs de suivi du projet ;
- la durée du projet et la justification de cette durée au regard des objectifs à atteindre.
- la description des actions proposées et le calendrier prévisionnel de leur mise en œuvre, de l'organisation et du fonctionnement collectif ; le projet précise les raisons pour lesquelles la démarche et les actions proposées relèvent de l'agro-écologie ;
- la description des moyens pour la mise en œuvre de ces actions, qui détaille notamment :

² Accessible librement et gratuitement, cet outil a pour objectif d'accompagner les agriculteurs dans leur réflexion autour des performances de leur exploitation, de leurs pratiques et leurs démarches, mais aussi d'estimer leur degré d'engagement dans l'agroécologie. Il peut également faciliter l'animation d'un groupe autour du concept d'agro-écologie ou nourrir la réflexion dans la construction d'un projet agro-écologique. Il se veut accessible pour un agriculteur seul, avec son conseiller, ou encore dans le cadre de pratiques de groupes.

- les mesures d'accompagnement mises en place pour la réalisation du projet ; leur présentation distingue celles qui relèvent de l'appui à l'action collective et au pilotage du projet, et celles qui relèvent de l'accompagnement technique pour l'évolution des pratiques agricoles ;
- le cas échéant, les partenariats noués par le collectif avec, notamment, les acteurs des filières, des territoires, de la recherche et de l'enseignement et leur contribution à la réalisation des objectifs poursuivis ;
- les modalités prévues de regroupement, de diffusion et de réutilisation des résultats obtenus sur les plans économique, environnemental et social selon les règles définies pour la capitalisation de ces résultats et complétées par l'accord de chaque membre pour la collecte, le traitement et l'utilisation des données, dans le respect de la protection des données individuelles ;
- le cas échéant, les aides publiques qui seront mobilisées ou qui seront sollicitées dans le cadre du projet ;
- tout autre élément que la personne morale estime de nature à éclairer la prise de décision sur sa demande de reconnaissance.

ANNEXE 3 : Grille de vérification de la conformité de la candidature à la reconnaissance

Les candidatures doivent répondre à tous les critères de conformité décrits ci-après.

Critères de conformité	Vérification du point de conformité
Existence de la personne morale	La personne morale doit exister au dépôt du dossier de candidature de reconnaissance GIEE, selon les formes et procédures requises par son statut juridique
Présence de plusieurs exploitants provenant de plusieurs exploitations	La partition d'une exploitation en deux afin de pouvoir bénéficier des majorations d'aides liées à cette division n'est pas possible (article L. 341-3 du CRPM)
Maîtrise du projet par les exploitants	Les exploitants doivent détenir la majorité des voix dans les instances décisionnelles de la personne morale portant le projet. Si une partie seulement des exploitants de la personne morale est engagée dans le projet, une délibération de l'instance décisionnelle doit valider cette modalité d'engagement et être versée au dossier de candidature
Caractère pluriannuel du projet	Le projet porte sur plusieurs années
Performance économique	La candidature doit décrire de façon précise : - les objectifs de résultats économiques attendus (par exemple en termes de réduction des charges liées aux intrants ou d'accroissement de la valeur ajoutée des productions...) - les actions à mettre en œuvre
Performance environnementale	La candidature doit décrire de façon précise : - les objectifs de résultats environnementaux, notamment en termes de réduction de la consommation des intrants extérieurs de synthèse, de diversification et d'accroissement de la biodiversité et de préservation du milieu (eau, sols, air, biodiversité,...) - les actions à mettre en œuvre
Performance sociale	La candidature doit décrire de façon précise : - les objectifs de résultats sociaux, notamment en termes d'amélioration des conditions de travail, de contribution à l'emploi ou de lutte contre l'isolement en milieu rural - les actions à mettre en œuvre
Territoire du projet	Le projet doit s'inscrire dans un territoire qui permette une interaction entre les exploitations agricoles
Pertinence au regard des enjeux du territoire	L'adéquation entre les enjeux du projet et ceux du territoire où se réalise ce projet doit être démontrée (en référence au PRAD, aux projets territoriaux de développement local...)
Accompagnement des exploitants agricoles	Le projet doit prévoir : - un appui à l'action collective et au pilotage du projet, - un accompagnement technique de l'évolution des pratiques. Cet accompagnement peut-être diversifié voire internalisé si les compétences existent parmi les membres du collectif.
Capitalisation et diffusion des résultats, expériences et informations utiles	La candidature doit décrire les modalités de regroupement et de réutilisation des informations utiles. L'engagement de l'organisme de développement à participer et à alimenter le processus de capitalisation des résultats des GIEE coordonné par le réseau des chambres d'agriculture est obligatoire
Indicateurs de suivi et de résultats du projet	La candidature doit décrire les indicateurs retenus et le calendrier précis de mise en œuvre

ANNEXE 4 : Critères d'évaluation des projets de reconnaissance

Dans l'objectif d'une reconnaissance, le projet devra avoir obligatoirement un avis positif sur chacun des cinq premiers critères et un avis positif global sur les cinq critères suivants.

Les cinq derniers critères régionaux sont également pris en compte dans l'évaluation mais de façon non rédhibitoire.

Ces critères sont appréciés dans le cadre d'une démarche de progrès des exploitations (réalisation d'actions qui s'inscrivent dans le temps afin de répondre à des objectifs précis) et en fonction des spécificités et des enjeux des territoires.

Critères définis au plan national et obligatoirement positifs	
Objectifs de performance économique	exposés ex : autonomie, mutualisation, VA/rémunération/valorisation de la production, gestion des risques, valorisation des sous-produits ; rent
Objectifs de performance environnementale	Exposés - vision systémique et préventive ex : réduction voire suppression des intrants (énergie, eau, engrais minéraux, produits phytopharmaceu des sols ; recours aux services écosystémiques, biodiversité domestique, protection intégrée ; autonomie
Objectifs de performance sociale	exposés, au moins un objectif ex : conditions de travail, qualité de vie, hygiène et sécurité, emploi, formation, lutte contre l'isolement l'image
Pertinence technique des actions prévues	démarche de progrès, changement de pratiques, calendrier des actions ex : biodiversité dans l'agroécosystème, renforcement des régulations biologiques, diversification, auton
Caractère collectif des actions prévues	notamment plus-value du fonctionnement collectif ; dynamiques collectives ; mutualisation des outils d échanges de pratiques transférables, ...
Critères définis au plan national et globalement positifs	
Pertinence du partenariat mobilisé	acteurs des filières, du développement, des territoires, de la société civile, de la recherche, des reconnaissance et valorisation des évolutions apportées
Caractère innovant – importance de l'expérimentation	sur les plans technique et sociétal expliciter le caractère innovant
Modalités d'accompagnement des agriculteurs	- appui à l'action collective / aide au pilotage du projet - accompagnement technique de l'évolution des pratiques accompagnement diversifié ? internalisé ? (critère d'éligibilité)
Caractère exemplaire	actions remarquables mais également transférables
Durée et pérennité du projet	cohérence de dimensionnement du projet entre objectifs, moyens budgétaires mobilisés et durée ; persp delà (critère d'éligibilité)
Critères supplémentaires Attendus en Occitanie	
Diagnostic	de la situation initiale des exploitations agricoles sur les plans économique, environnemental et social
Ancrage territorial	territoire cohérent permettant une interaction entre les exploitations agricoles, favorisant les synergies ;
Caractère ascendant	agriculteurs à l'initiative et pilotes de la démarche (Copil, ...)
Approche système	appréhension des interactions du système dans une perspective large, prophylactique et à long terme
Suivi, capitalisation et diffusion	indicateurs précisés avec calendrier de réalisation ; partage des résultats (critère d'éligibilité)

ANNEXE 5 : Capitalisation et diffusion des résultats et des expériences des GIEE

La capitalisation est à la charge du collectif et de la structure de développement qu'il a choisi à cet effet.

Elle a un triple objectif :

- la diffusion et le partage d'expériences sur les actions réalisées, les méthodes et les résultats obtenus sur les plans économique, environnemental et social ;
- l'utilisation des résultats obtenus par ces groupements dans le cadre de travaux de recherche appliquée ;
- l'implication dans l'innovation de l'ensemble des acteurs du développement agricole, à l'échelon territorial pertinent, pour produire des connaissances et des ressources diversifiées répondant aux attentes des agriculteurs.

Le cadrage national de cet exercice est commun aux GIEE et aux groupes Ecophyto 30 000.

Extrait de l'Instruction technique MAA/MTES du 15/01/2019 :

La présente instruction technique a pour objectif de cadrer l'exercice de capitalisation et diffusion des résultats et expériences des collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique, d'en préciser les modalités d'application pour les GIEE et les groupes Ecophyto 30 000.

1 Définition, objectifs et principes

La capitalisation est entendue comme le fait de contextualiser, de formaliser et de rendre accessibles des informations relatives aux résultats et aux expériences des collectifs d'agriculteurs. A titre d'illustration, les données brutes et les échanges entre agriculteurs ne sont pas considérés comme des informations capitalisées, mais, mises en contexte, formalisées, analysées et rendues accessibles, ces informations peuvent alors devenir des résultats et des expériences capitalisés³

La diffusion consiste à transmettre largement ces informations afin que chacun puisse se les approprier et les réutiliser. Elle est donc intimement liée à l'exercice de capitalisation.

A la différence du suivi, destiné aux financeurs et aux pouvoirs publics pour évaluer les projets, la capitalisation et la diffusion des résultats et des expériences bénéficient à de nombreux acteurs :

- en premier lieu aux agriculteurs membres du collectif : cet exercice leur permet de prendre du recul sur leur projet, de mesurer et d'analyser le chemin parcouru, de transcrire et de préserver la mémoire des actions menées, et de valoriser leur travail ;
- à l'ensemble des agriculteurs et des collectifs : la capitalisation est le support d'échanges d'expériences et d'enrichissement mutuel des collectifs ;
- aux politiques publiques : elle permet de documenter la transition agro-écologique et d'en favoriser la diffusion auprès de l'ensemble des agriculteurs et du monde rural ;
- à la recherche fondamentale et appliquée : elle permet de produire de la connaissance théorique et appliquée pouvant ensuite être utilisée.

Les actions capitalisées et diffusées peuvent couvrir différents aspects, à titre indicatif :

- dimension technique des projets : description des pratiques et de combinaisons de pratiques mises en œuvre (si possible à l'échelle du système d'exploitation), retours d'expériences sur les trajectoires d'évolution des pratiques et des systèmes, performances des pratiques et des systèmes d'exploitation ;
- dimension organisationnelle des projets : analyses et retours d'expériences (description, facteurs clés de succès, freins, leviers) sur la dynamique collective et partenariale, sur la gestion de l'innovation et des risques associés, sur l'émergence et la mise en œuvre du projet, sur le type d'accompagnement, etc.

2 Modalités de mise en œuvre

³ Le transfert, qui consiste à ré-utiliser une connaissance, le plus souvent issu d'un savoir scientifique, peut être utile pour les collectifs dans la mesure où ils s'approprient cette connaissance et l'adaptent à leurs enjeux et objectifs. Il s'agit donc d'un exercice différent, et situé plus en aval du cheminement des connaissances, que l'exercice de capitalisation et diffusion des résultats et expériences.



La capitalisation des résultats et des expériences des GIEE est cadrée par les articles L. 315-3, L. 315-4, D. 315-5. et D. 315-8. du code rural et de la pêche maritime.

Ces dispositions étant également applicables aux groupes Ecophyto 30 000, la capitalisation des résultats et expériences des groupes Ecophyto 30 000 est calquée sur celle des GIEE.

Les groupes en émergence ne sont pas concernés.

Le GIEE ou le groupe Ecophyto 30 000 désigne un organisme de développement agricole chargé d'assurer la capitalisation des résultats et des expériences du projet, qui peut être la structure désignée pour animer le dispositif. La capitalisation et la diffusion des livrables produits sont à la charge du collectif et de cette structure. Ces travaux sont cohérents avec le programme régional de capitalisation précisés dans l'annexe 6 ci-après.

Le choix des actions de capitalisation, des thématiques abordées, des outils et des supports est laissé libre aux collectifs et aux structures qu'ils ont désignées comme organismes chargés de la capitalisation.

La diffusion peut se faire via différents média, et doit, dans tous les cas, être réalisée (via un lien internet par exemple) sur le site internet dédié aux collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique (nommé, en 2018, www.giee.fr), à la page consacrée au collectif concerné. Il est également recommandé d'alimenter la plateforme GECO (www.geco.ecophytopic.fr, acronyme pour « gestion des connaissances ») qui vise à collecter et organiser entre elles des connaissances sur la transition agro-écologique, via des fiches et/ou des discussions. Ces deux sites, reliés entre eux sont complémentaires : www.giee.fr a vocation à centraliser l'ensemble des productions des groupes, mêmes les plus variées (référence à une publication, vidéo, enregistrement audio, article, diaporama, schéma, lien vers un site internet, etc.) ; GECO valorisera, parmi ces informations, les connaissances les plus formalisées.

La capitalisation et la diffusion des résultats et expériences sont finançables dans le cadre des volets animation des GIEE et des groupes Ecophyto 30 000 des appels à projets. Dans son dossier de candidature, le collectif s'engage par des objectifs chiffrés à réaliser des actions de capitalisation durant la durée de l'animation et à les diffuser sur le site internet dédié aux collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique.

Dans les appels à projets, les pilotes régionaux⁴ sont incités à imposer des conditions garantissant la réalisation de ces actions : part minimale d'ETP consacrée à la capitalisation et à la diffusion, réalisation d'au moins une action de capitalisation pendant la durée de l'animation, production d'au moins une fiche dans GECO, etc.

En outre, la qualité et la pertinence du dispositif de capitalisation et de diffusion des résultats et expériences constituent un critère de sélection des candidatures.

Conformément à la procédure de reconnaissance des GIEE, les GIEE n'ayant pas bénéficié de financement pour leur animation doivent néanmoins réaliser des actions de capitalisation avant la fin de leur projet, conformément à l'engagement qu'ils ont pris lors de leur candidature à la reconnaissance.

⁴ Pour groupes Ecophyto 30 000 : DRAAF, DREAL et Agences de l'eau

Pour GIEE : DRAAF

Pour les deux dispositifs : Conseil régional lorsqu'il cofinance



AAP GIEE 2020

Page 31 sur 41

ANNEXE 6 : Contenu du dossier de demande d'aide (volets Animation et Emergence)

Le dossier doit prendre la forme précisée sur la plate-forme « demarches-simplifiees.fr ». Il est constitué :

1- du FORMULAIRE DE DEMANDE d'aide à renseigner en ligne. Ses champs doivent être dûment renseignés. La confirmation et la transmission du formulaire via la plate-forme par le demandeur valent signature de celui-ci et engagement sur la véracité des informations transmises ;

2- des ANNEXES suivantes à renseigner selon le modèle disponible sur la plate-forme, puis à rattacher sur la plate-forme dans le format attendu. Pour celles qui sont à fournir avec la signature des personnes habilitées, il est conseillé d'effectuer les scans en faible résolution avant de rattacher la pièce à la plate-forme :

- pour les dossiers relevant des volets 1 et 3 (Emergence et Animation) :
 - le compte de réalisation prévisionnel détaillant les dépenses et les recettes par type d'actions ;
 - la description des actions prévues dans la demande d'aide ;
- ET pour les seuls dossiers relevant du volet 1 (Emergence) :
 - la liste des exploitations du noyau fondateur. Le tableur comporte 2 onglets à renseigner :
 - liste des exploitants engagés dans le projet ;
 - le tableau de synthèse des éléments de diagnostic initial de la situation de chaque exploitant ;
- ET pour les seuls dossiers relevant du volet 3 (Animation) :
 - la déclaration de validation par le GIEE des actions le concernant dûment complétée, datée et cosignée par la personne habilitée du demandeur de l'aide et la personne habilitée du GIEE.

3- des PIECES JUSTIFICATIVES à rattacher à la plate-forme (il est conseillé d'effectuer les scans en faible résolution avant de rattacher la pièce à la plate-forme)

Pièces à joindre	Type demandeur
<u>Copie du Pouvoir habilitant le signataire</u> à engager l'organisme demandeur lorsque la demande est signée par une personne différente du président, si nécessaire.	Le cas échéant
<u>Copie</u> de la délibération ou le PV de l'organe compétent de l'organisme demandeur approuvant l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée ainsi que son plan de financement.	Obligatoire pour Tous
<u>Copie de la carte d'identité ou du passeport</u> en cours de validité du représentant signataire de la demande (Président ou personne habilitée) portant Nom, Nom d'usage, Prénom et Date de naissance.	Obligatoire sauf pour Collectivités, groupements et Ets publics
<u>Copie des statuts de l'organisme demandeur</u> dûment déposés et enregistrés ET :	Obligatoire sauf pour Collectivités, groupements et Ets publics
- pour une association : copie de la <u>publication au JO</u> ou le <u>récépissé</u> de déclaration à la préfecture ;	Obligatoire pour Association ou GIP
- pour les sociétés : copie de l' <u>extrait K-bis</u> ou l' <u>inscription au registre</u> ou répertoire concerné.	Obligatoire pour Forme sociétaire
<u>Copie du certificat d'immatriculation</u> indiquant le n° <u>SIRET</u> dûment attribué.	Obligatoire pour Tous
Le CV des personnels mobilisés ou la fiche de poste dans le cas d'un recrutement à finaliser	Obligatoire pour Tous
<u>Copie des pièces justificatives probantes des dépenses prévisionnelles</u>	Obligatoire pour Tous
L'attestation de non récupération de la TVA pour les demandes portant sur une dépense TTC	Obligatoire pour Tous
IBAN du compte bancaire sur lequel l'aide sera versée	Obligatoire pour Tous
Le cas échéant, copie des demandes d'aides publiques qui sont par ailleurs	Le cas échéant



La confirmation et la transmission du formulaire via la plateforme par le candidat valent signature de celui-ci et engagement sur la véracité des informations transmises.

Le formulaire et ses annexes doivent être dûment complétés et accompagnés des pièces justificatives. L'ensemble de ces pièces constitue la complétude du dossier et la base de l'évaluation de la demande d'aide. L'absence de l'un des éléments ou pièces listés., dûment complétés, datés et signés, constitue une cause de non recevabilité de la candidature à la date limite fixée pour le dépôt des dossiers complets.

Pour les dossiers du volet Animation, la fiche résumé présentant le projet reconnu GIEE (issue du dossier de candidature à la reconnaissance GIEE le cas échéant ou établie au niveau national) et l'arrêté préfectoral de reconnaissance du GIEE seront versés au dossier par la DRAAF.

ANNEXE 7 : Ensemble des actions attendues par le collectif émergent

Le collectif émergent doit :

- préciser les objectifs et thématiques provisoires de travail, ainsi que les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des objectifs individuels et collectifs ;

- prévoir un plan d'actions contenant a minima les actions suivantes :

- mobiliser des agriculteurs autour d'une thématique. A ce titre, le projet présentera le plan de travail envisagé pour constituer le groupe, le structurer et le renforcer si besoin, et déterminer ses modalités de fonctionnement ;

- réaliser un état des lieux agro-écologique des exploitations membres du collectif (diagnostic de durabilité), au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné et des performances visées par le projet. L'outil de diagnostic est laissé au choix du collectif et de la structure d'accompagnement, en privilégiant un outil commun pour tous les exploitants du collectif. En particulier, pourra être utilisé l'outil de diagnostic agro-écologique des exploitations développé par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et l'ACTA : www.diagagroeco.org.

La plate-forme « PLAGE » permet d'orienter vers un ou plusieurs outils ou méthodes d'évaluation de la durabilité en fonction des besoins du collectif :

http://www.erytage.org/webplage/index.php?option=com_flexicontent&view=item&cid=80&id=131&Itemid=57.

- chercher, dans les résultats de la recherche-développement et auprès des collectifs agro-écologiques existants, dans et hors région, les ressources (méthodes, outils, résultats) qui existent en rapport avec les objectifs visés par le groupe et les changements de pratiques qu'il souhaite mettre en œuvre. Cette phase d'appropriation est essentielle pour être en capacité d'utiliser ces résultats dans le projet du groupe, et pour candidater ensuite à la reconnaissance GIEE. Il s'agit d'identifier ces ressources, en prendre connaissance, se les approprier pour être en capacité de les utiliser dans le projet. Elle peut se faire en valorisant les ressources disponibles (méthodes, outils, résultats) ou en organisant des rencontres/échanges avec un ou des groupes dans et hors région, ayant des résultats sur les techniques alternatives ou les changements de système envisagés par le collectif candidat ;

- d'identifier les partenaires opportuns à associer au projet ainsi que le contenu et les modalités du partenariat à mettre en œuvre ultérieurement dans le cadre du futur GIEE. Il est demandé que le collectif rencontre au moins l'un d'entre eux pendant l'année d'émergence ;

- construire un projet collectif, sur lequel les membres du collectif s'entendent et qui a vocation à être ensuite déposé dans le cadre d'une demande de reconnaissance en tant que GIEE à l'issue de la phase d'émergence.

Les groupes en émergence ne sont pas concernés par la capitalisation des résultats et expériences demandée aux GIEE reconnus.

ANNEXES 8 : Critères d'évaluation des projets « émergence »

Les projets éligibles à ce volet « émergence GIEE » seront examinés au regard des critères d'évaluation ci-après. L'ordre de cette liste n'a pas de valeur hiérarchique :

1- Les priorités transversales suivantes sont retenues pour apprécier les projets en Occitanie :

- Objectifs de triple performance et d'ambition agroécologique du projet. Ce critère vise à mesurer le niveau d'ambition du collectif en matière de performance économique, sociale et environnementale visant à une reconception des systèmes d'exploitation et le niveau d'aboutissement dans la définition de ses objectifs ;
- Pertinence des actions prévues dans le projet. Est évaluée la pertinence des actions vis-à-vis de la problématique de l'émergence, par exemple : un collectif existant aux objectifs demandant des précisions ; un projet aux objectifs bien définis mais dont le collectif demande un élargissement,... ;
- Modalités de mobilisation et d'accompagnement des agriculteurs pendant la phase d'émergence. L'accompagnement pendant l'émergence doit favoriser ou consolider le collectif d'agriculteurs et permettre son implication dans la définition du projet, par toutes actions utiles, notamment des réunions de groupe ;
- Marge de progression des agriculteurs vers l'agroécologie. Seront privilégiés les collectifs d'agriculteurs qui ne sont pas déjà orientés vers des démarches de transition agroécologique ;
- État d'avancement des partenariats envisagés. Les exploitants agricoles devront rechercher au maximum des partenariats avec les acteurs des filières, des territoires, de la recherche et de l'expérimentation, de l'enseignement agricole, du développement agricole ou de la société civile (notamment association environnementale, association de consommateurs) afin de permettre une définition pertinente de leur projet à déposer dans la demande de reconnaissance et garantir la pérennisation, la reconnaissance et la valorisation des évolutions apportées à la conduite des exploitations agricoles ;
- Ancrage territorial du projet et lien à l'aval. Seront privilégiés les projets qui favorisent la prise en compte des enjeux territoriaux, le partenariat avec les acteurs du territoire et avec les acteurs de l'aval des filières, l'articulation avec les enjeux des filières régionales... Les projets s'inscrivant dans des projets alimentaires de territoire pourront être plus particulièrement ciblés.

2- Au plan régional, sont également pris en compte en Occitanie les critères suivants :

- Intégration des plans de filières issus des EGA. Les projets doivent s'inscrire dans les plans de filières ou dans les priorités d'un plan stratégique régional, et associer l'amont et l'aval permettant de s'assurer que le projet répond aux attentes de la filière. Seront notamment privilégiés les projets s'inscrivant dans les filières suivantes :

❖ En filières végétales :

- PAPAM,
- Arboriculture, en particulier fruits à coque, châtaignes, grenades, kiwis,
- grandes cultures, en particulier les projets associant céréales/protéagineux,
- riz, légumineuses ou blé dur,
- projets basés sur les couverts permanents ;

❖ En filières animales :

- caprins,
- projets travaillant la reproduction sur chaleurs naturelles en petits ruminants ;

Voir les plans de filières sur le site du ministre en charge de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/egalim-les-plans-de-filieres> et de la DRAAF Occitanie <http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Filieres>



- Seront également privilégiés :
 - les projets centrés sur une approche économique marquée, créateurs d'emplois et créateurs de valeur ajoutée notamment dans les zones sortantes ZDS ;
 - les projets intégrant les effets du changement climatique pour de nouveaux modes de production ;
 - les projets intégrant le « numérique », axe majeur d'innovation et de développement de l'agriculture, offrant de nouvelles solutions et outils permettant de nouvelles pratiques collaboratives entre acteurs ;
 - les projets en lien avec la mise en place de couverts en inter-cultures longues en zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole et en zones à contraintes argileuses.

3- Les critères suivants seront également pris en compte pour l'évaluation des projets :

- Qualité et cohérence. Ce critère concerne la présentation de la problématique, des objectifs, des actions programmées, des besoins en termes d'animation, des moyens et ressources mobilisés ;
- Faisabilité du projet. Seront examinées la cohérence du budget d'animation envisagé et la pertinence du plan de financement ;

La pertinence du financement demandé au regard des autres sources de financement acquises ou envisagées par le collectif.

ANNEXE 9 : Critères d'évaluation des projets d'Animation

L'appréciation et la sélection des demandes d'aide de ce volet 3 portent sur les critères suivants dont certains se recoupent avec ceux pris en compte pour la reconnaissance GIEE et décrit à l'appel à candidatures à la reconnaissance GIEE ouvert concomitamment au présent appel à projets :

1- Au regard du GIEE accompagné :

- **Ambition agro-écologique du projet et approche systémique :** l'approche agro-écologique consiste à mobiliser simultanément plusieurs leviers, de façon cohérente, dans une logique de reconception des systèmes de production en s'appuyant sur les régulations biologiques, en accroissant la biodiversité fonctionnelle des systèmes de production, en améliorant l'autonomie vis-à-vis des intrants de synthèse et la résilience des exploitations agricoles, pour atteindre les résultats recherchés. Les GIEE reconnus peuvent s'inscrire à des degrés divers dans cette approche. Il s'agit ici de privilégier :

- pour les collectifs encore peu engagés dans la reconception des systèmes, les projets en évolution notable par rapport à l'existant. Il s'agira d'apprécier en quoi les actions proposées dans le projet interrogent le fonctionnement global des systèmes d'exploitation et abordent un ensemble d'éléments constitutifs et cohérents du fonctionnement des exploitations/filières concernées ;

- pour les collectifs déjà engagés dans une reconception des systèmes de production, les projets consistant à poursuivre / faire aboutir la démarche de reconception au niveau des pratiques agricoles, à mettre en place des actions pour consolider les performances des exploitations (lien à l'aval, actions d'ordre sociétal...) et à diffuser et capitaliser largement sur les résultats et expériences obtenus ;

- les projets dont la reconception des systèmes concourant à la suppression ou à la forte réduction de l'usage d'herbicide dont le glyphosate : ce critère répond aux enjeux du plan d'actions sur les produits phytopharmaceutiques et une agriculture moins dépendante aux pesticides;

- **Ancrage territorial du projet et lien à l'aval :** prise en compte des enjeux territoriaux, partenariat avec les acteurs du territoire et avec les acteurs de l'aval des filières, articulation avec les enjeux des filières régionales... Les projets s'inscrivant dans des projets alimentaires de territoire pourront être plus particulièrement ciblés ;

- **Très bonne appropriation du projet par le collectif d'agriculteurs :** seront privilégiés les projets dont le portage par le collectif d'agriculteurs est tout à fait effectif et l'implication du collectif dans le projet et les décisions de mise en œuvre est bien concrète et réelle ;

- **Pertinence de l'action collective, du périmètre du collectif et de sa composition au regard du projet :** la pertinence de la conduite du projet en collectif au regard de ses objectifs doit être avérée et l'implication dans le projet de chacun des membres constituant le collectif tangible et bien réelle. Seront privilégiés les projets dont la mise en œuvre se concrétise par des actions concernant l'ensemble du collectif d'agriculteurs et pas uniquement individuellement les exploitations membres de ce collectif ;

- **Pertinence technique des actions susceptibles d'être détaillées par rapport au dossier de candidature GIEE ;**

2- Au regard de l'animation :

- Le cas échéant, cohérence globale des actions proposées à plusieurs GIEE par la structure demandeuse, et cohérence des actions visant un même GIEE proposées par différentes structures ;

- **Qualité du dispositif d'animation et d'appui technique proposé :** les modalités d'animation/d'appui technique, le type d'actions envisagées, et les méthodes employées apparaissent cohérentes et pertinentes au regard des actions techniques envisagées par le GIEE ;

- Ambition en matière de capitalisation et de diffusion des résultats et expériences dans les réseaux concernés, dans l'ensemble de la sphère agricole et en dehors (collectivités territoriales, recherche...) en lien avec la coordination des actions de capitalisation mené par le réseau des chambres d'agriculture : les objectifs et les moyens mis en œuvre pour diffuser les résultats et expériences du projet doivent être bien décrits et ambitieux. Ils doivent s'inscrire dans le cadre arrêté en région en matière de capitalisation ;

- Qualité, pertinence et rigueur des indicateurs de réalisation, de suivi et de résultat adoptés : des indicateurs de réalisation des actions d'animation doivent être définis. Un socle d'indicateurs de résultats économiques, environnementaux et sociaux doit être défini permettant de rendre compte de l'atteinte des objectifs du projet, objectifs qui doivent eux-mêmes être quantifiés ou qualifiés ;

- Cohérence des partenariats impliqués dans le projet.

3- Les critères transversaux suivants seront également pris en compte pour l'évaluation des demandes d'aide :

- Faisabilité du projet ;

- Cohérence entre les actions annoncées et les moyens, humains en particulier, qui leur sont dédiés ;

- Pertinence du financement demandé au regard des autres sources de financement acquises ou envisagées par le GIEE et les structures chargées de son accompagnement ou de la capitalisation de ses résultats et de ses expériences : dans le cadre limité de l'enveloppe de l'appel à projets, il s'agira d'apprécier l'opportunité de financer ou non ce projet et à hauteur de quel montant, en fonction des financements obtenus ou escomptés pour le projet reconnu GIEE ;

- Lisibilité et cohérence générale du dossier.

Lorsqu'un GIEE est accompagné par plusieurs structures sur des volets différents, une attention particulière sera portée à la cohérence des différentes propositions par GIEE. Dans cette perspective, les actions pour lesquelles est demandée l'aide doivent être validées par le ou les GIEE auxquels elles s'adressent.

ANNEXE 10 : Tutoriel usager

Ce tutoriel détaille les étapes de dépôt d'un dossier sur demarches-simplifiees.fr par un usager.

1. Accéder à la procédure pour le dépôt d'un dossier sur demarches-simplifiees.fr

- **Accéder au lien vers la procédure :**

Un lien vers la démarche est mis à disposition sur le site web de l'administration concernée.

Ce lien renvoi vers une page de connexion demarches-simplifiees.fr similaire à l'exemple ci-dessous :

- **Se connecter à demarches-simplifiees.fr :**

Il existe 3 cas de connexion pour accéder à la procédure sur demarches-simplifiees.fr :

- L'utilisateur possède déjà un compte demarches-simplifiees.fr : cliquer sur « J'ai déjà un compte » puis rentrer l'email et le mot de passe de connexion
- L'utilisateur se connecte pour la première fois sur demarches-simplifiees.fr et ne possède pas de compte : cliquer sur le bouton « Créer un compte », rentrer un email, choisir un mot de passe et cliquer sur « se connecter ».
- L'utilisateur possède un compte France Connect : cliquer sur le bouton « France Connect », choisir un compte de connexion en cliquant sur un des boutons (La Poste, Amelie, etc), rentrer les identifiants liés au compte sélectionné. La redirection vers demarches-simplifiees.fr est automatique.

En cas de difficultés à vous connecter, joindre un document ou inviter une personne à modifier le dossier, contactez l'**assistance technique** de la plateforme en cliquant sur « Contact technique » tout en bas du formulaire.

Accessibilité – CGU – Mentions légales – Contact technique



2. Déposer un dossier

Les champs à côté desquels figure un astérisque sont obligatoires (cf. exemple ci-dessous).

Le formulaire peut être adressé à deux types d'utilisateurs : Une entreprise/un organisme possédant un numéro SIRET ou une personne physique

- Une entreprise ou un organisme possédant un numéro SIRET :

La première information demandée est le numéro SIRET permettant de récupérer des informations juridiques et financières auprès de l'Insee et d'Infogreffe.

Après avoir rentré le numéro Siret et cliqué sur le bouton « valider », un récapitulatif des informations récupérées est présenté.

Une fois les informations relatives à l'établissement vérifiées, cliquer sur le bouton "continuer avec ces informations".

- Une personne physique :

Les premières informations demandées sont la civilité, le nom, le prénom et la date de naissance de l'utilisateur.



AAP GIEE 2020

Page 39 sur 41

- **Déposer un document en pièce-jointe :**

Le dépôt du dossier peut nécessiter l'ajout de pièces-jointes afin de fournir des documents justificatifs.

Pour chaque document demandé, cliquer sur parcourir, sélectionner un fichier puis cliquer sur ouvrir. Le nom du fichier sélectionné apparaît à côté du bouton "Parcourir", la pièce est alors enregistrée.

Le dépôt du dossier peut nécessiter de remplir un document vierge annexe au formulaire. Le document vierge est disponible dans la section « Pièces-jointes ». Cliquer sur le lien en bleu, télécharger le fichier, remplir le document puis l'ajouter en pièce-jointe dans le dossier demarches-simplifiees.fr.

La capacité maximale d'ajout de pièce-jointe est de 20 Mo au total par enregistrement. Si l'ensemble des pièces-jointe dépasse 20 Mo au moment de cliquer sur le bouton « enregistrer », ajouter les pièces jointes une par une et cliquer sur enregistrer à chaque ajout de pièce.

Formats de pièces-jointes acceptés : .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .csv, .ppt, .pptx, .odt, .ods, .odp, .jpg, .jpeg, .png

- **Enregistrer le dossier en brouillon :**

A tout moment le dossier peut être enregistré en brouillon. Le mode brouillon permet d'enregistrer les informations renseignées dans le formulaire sans qu'il ne soit visible par le services instructeur. Le brouillon est accessible et peut être complété à tout moment.

- **Soumettre le dossier :**

Une fois le dossier complété, cliquer sur le bouton « soumettre mon dossier » afin de le transmettre au service instructeur.

Le dossier passe alors du statut « brouillon » au statut « en construction ». Il est visible par l'administration mais reste modifiable.

Attention, vous devez soumettre votre dossier avant la clôture de l'AAP le 27 mai 2020 à 23h59. Au-delà, votre dossier ne pourra pas être pris en compte.

3. Accéder au suivi de ma démarche

Toutes les démarches effectuées avec demarches-simplifiees.fr sont consultables à tout moment en se connectant sur <https://www.demarches-simplifiees.fr> avec l'email et le mot de passe de connexion.

Une fois connecté l'utilisateur accède directement à ses dossiers « en construction » et peut consulter ses dossiers classés par état comme suit :

- **Brouillons :**

- Dossier modifiable ou complétable
- Dossier invisible au service instructeur

- **En construction :**

- Dossier dit « en construction » lorsque le brouillon a été soumis. Il est alors consultable par le service instructeur.
- Dossier modifiable ou complétable

Pour modifier le dossier :

- S'il est en brouillon, le formulaire peut être modifié en cliquant sur le dossier



AAP GIEE 2020

Page 40 sur 41

- S'il est en construction, le dossier peut être modifié en allant dans l'onglet "Demande" puis en cliquant sur "Modifier le dossier"

- Messagerie :

Un fil de messagerie est accessible en haut de page afin d'échanger avec le service instructeur.

Cliquer sur « envoyer un message » puis, après avoir saisi le corps du texte, cliquer sur le bouton « envoyer ».

Possibilité de joindre un fichier au message (max 20 Mo) en cliquant sur « parcourir ».

- Co-construction du dossier :

Il est possible d'inviter un autre usager à compléter le dossier en construction.

Cliquer sur le bouton « Voir les personnes impliquées », saisir une adresse email et cliquer sur le bouton « ajouter ». La personne invitée reçoit alors un message l'invitant à se connecter sur demarches-simplifiees.fr. Une fois connecté l'invité a accès à l'ensemble du dossier et est libre de le modifier/compléter.

- En instruction :
 - Dossier passé en instruction auprès du service instructeur.
 - Dossier consultable mais non-modifiable.
 - Messagerie disponible afin d'échanger avec le service instructeur.

- Terminé :

Dossier instruit et pour lequel une décision finale a été rendue. Il peut avoir trois états distincts : Accepté, Refusé ou Sans Suite.

- Invitation :

Dossiers auxquels l'utilisateur a été invité afin de participer à leur complétion. L'utilisateur peut suivre l'avancée du dossier en consultant l'état du dossier. Il peut modifier le dossier tant que le dossier est en « brouillon » ou « en construction ».

DRAAF OCCITANIE

R76-2020-02-28-049

Arrêté de subdélégation de signature du DRAAF Occitanie, BOP 354



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt

Secrétariat Général

ARRETE N°
Portant subdélégation de signature à certains
agents de la direction régionale de
l'alimentation, de l'agriculture

Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- Vu** le décret n°84-1191 du 28 décembre 1984 modifié relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;
- Vu** le décret n°92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
- Vu** le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant charte de la déconcentration ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2009 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relative à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2019 -1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances ;
- Vu** le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 portant nomination de monsieur Étienne Guyot, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1^{er} janvier 2016 portant nomination de monsieur Pascal Augier directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;
- Vu** l'arrêté du 4 janvier 2016 portant organisation de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu** l'arrêté du 3 février 2020 portant délégation de signature en matière d'engagements juridiques (programme 354 « administration territoriale de l'Etat » action 6 « dépenses immobilières de l'administration territoriales- dépenses de l'occupant ») ;

ARRÊTE

Article 1 :

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Pascal AUGIER, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, la délégation de signature conférée par arrêté préfectoral en date du 3 février 2020 en matière d'engagements juridiques (programme 354-action 6), sera exercée par monsieur Bruno LION, ICPEF, madame Catherine PAVE, IDAE, monsieur Nicolas JEANJEAN, ICPEF directeurs régionaux adjoints.

Article 2 :

Délégation de signature est donnée à madame Anne-Marie BEAL, attachée d'administration HC, secrétaire générale, à l'effet de signer et de valider les formulaires dans les applications métiers CHORUS.

- 1- Les actes d'engagement y compris la correspondance simple avec le contrôleur financier
- 2- Les décisions de dépenses et recettes
- 3- La constatation du service fait
- 4- Le pilotage des crédits de paiement
- 5- Les actes relatifs à prescription quadriennale des créances sur l'Etat

Sont exclues de la délégation les dispositions précisées à l'article 2 de l'arrêté du 3 février 2020.

Cette même délégation est donnée à mesdames Alexandra CALANDRE et Catherine MANEUF attachées d'administration principales.

Article 3 :

Habilitation est également donnée aux agents dont les noms suivent à l'effet de valider les formulaires dans les applications métiers CHORUS

- Céline DENIS
- Odile MOGNETTI
- Fabien STOLARD
- Christophe RABINEAU

Article 4

Toutes les dispositions antérieures à cette subdélégation sont abrogées.

Article 5 :

Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Occitanie.

Fait à Toulouse, le 23 février 2020

Le directeur régional de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,

Pascal AUGIER

DREAL Occitanie

R76-2020-02-05-015

Schéma régional biomasse

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Direction Énergie Connaissance

**Arrêté
portant approbation du schéma régional biomasse**

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 222-3-1 créé par l'article 197 de la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) qui introduit le schéma régional biomasse (SRB), et les articles correspondants de la partie réglementaire, notamment les articles D. 222-8 à D. 222-14 ;

Vu le code de l'énergie et notamment les articles D. 211-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 26 février 2018 portant publication de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation validant le Plan régional forêt bois de la région Occitanie ;

Vu la note du ministre de la transition écologique et solidaire et du ministre de l'agriculture et de l'alimentation en date du 20 décembre 2016 qui précise qu'à l'issue du processus d'élaboration du schéma, après délibération et vote du conseil régional sur le projet de schéma, ce dernier est adopté par arrêté du préfet de région et publié sur les sites internet de la préfecture de région et du conseil régional ;

Vu la déclaration du 8 février 2018 d'intention d'élaboration du schéma régional biomasse par la présidente du conseil régional Occitanie et le préfet de région Occitanie ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 29 mai 2019 et le mémoire en réponse de juillet 2019 des deux maîtres d'ouvrage du schéma ;

Vu la consultation du public qui s'est déroulée du 4 juin 2019 au 5 juillet 2019 ;

Vu l'adoption du schéma régional biomasse par délibération du 14 novembre 2019 de l'assemblée plénière du conseil régional Occitanie, publiée le 18 novembre 2019 ;

Vu l'adoption du plan régional de prévention et de gestion des déchets de l'Occitanie, le 14 novembre 2019 par l'assemblée plénière du conseil régional Occitanie ;

Considérant la nécessité d'élaborer des orientations et des actions à mettre en œuvre à l'échelle régionale et infra-régionale pour favoriser le développement des filières de production et de valorisation de la biomasse, susceptible d'avoir un usage énergétique, en veillant au respect de la multifonctionnalité des espaces naturels, notamment agricoles et forestiers ;

Considérant l'obligation imposée par l'article L. 222-3-1 du code de l'environnement d'établir le premier schéma régional biomasse pour la région Occitanie ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1

Le schéma régional biomasse de la région Occitanie est approuvé.

Article 2

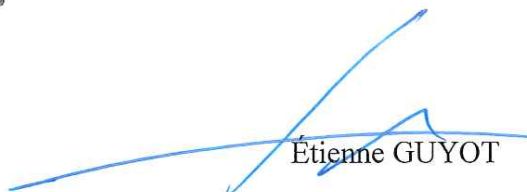
Conformément aux textes en vigueur, le schéma régional biomasse de la région Occitanie est accessible sur les sites internet de la préfecture de région Occitanie et du conseil régional Occitanie.

Le document est également accessible sur le site internet de la DREAL Occitanie à l'adresse suivante : <http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/schema-regional-biomasse-srb-r8189.html>

Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Fait à Toulouse, le **05 FEV. 2020**



Étienne GUYOT

Rectorat de l'académie de Toulouse

R76-2020-02-27-001

délégation générale de signature de monsieur le recteur de l'académie
de Toulouse

délégation recteur académie Toulouse

Toulouse, le 27 FEV. 2020



RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

DAJ

Direction des affaires
juridiques

Référence
MLA/delegation/2019.02.14

Affaire suivie par
Mahfoud LALAOUI

Téléphone
05 36 25 75 20

Courriel
daj1@ac-toulouse.fr

Adresse postale :
CS 87 703
31077 Toulouse
Cedex 4

Adresse physique :
75, rue Saint Roch
31400 Toulouse

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE TOULOUSE

VU - le code de l'Education et en particulier les articles R.222-13 et suivants, R.222-19, R.222-19-1, R.222-19-2, D.222-20, D.222-23-2, R.222-24, R.222-24-1, R.222-25 et R.222-36-1 à R.222-36-3, R.911-82 à R.911-90, R.442-9 et suivants,
VU - le décret n°86-970 du 19 août 1986 modifié portant dispositions statutaires à l'emploi de Secrétaire général d'académie,
VU - le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU - le décret n°2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique,
VU - le décret du 24 juillet 2019 portant nomination du recteur de l'académie de Toulouse - M. Benoît DELAUNAY
VU - le décret n°2016-1413 du 20 octobre 2016 relatif aux emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale,
VU - le décret n°2019-1200 du 21 novembre 2019, relatif à l'organisation des services déconcentrés des ministères de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,
VU - l'arrêté du 7 novembre 1985 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du ministère de l'Education nationale,
VU - l'arrêté du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,
VU - l'arrêté du 11 septembre 2003 portant délégation de pouvoirs aux recteurs d'académie et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale en matière de recrutement et de gestion de certains agents non titulaires des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministère chargé de l'éducation nationale,
VU - l'arrêté du 9 août 2004 portant délégation de pouvoir du Ministre aux Recteurs d'académie,
VU - l'arrêté du 18 février 2020, nommant Monsieur Vincent DENIS en qualité de Secrétaire Général de l'académie de Toulouse à compter du 24 février 2020,
VU - l'arrêté du 7 mai 2015 nommant Monsieur Frédéric FAISY en qualité de Secrétaire général adjoint de l'académie de Toulouse, en charge du pôle support et expertise à compter du 1^{er} septembre 2015,
VU - l'arrêté du 5 août 2016 portant nomination de Monsieur Yann COUEDIC en qualité de Secrétaire général adjoint en charge du pôle des ressources humaines du rectorat de l'académie de Toulouse à compter du 24 août 2016,

ARRÊTE

I. DELEGATION GENERALE

ARTICLE PREMIER

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Vincent DENIS**, Secrétaire général de l'académie de Toulouse, à l'effet de signer :

- * tous les actes administratifs, arrêtés, marchés, conventions, contrats, circulaires, propositions, lettres relevant de l'administration de l'Académie de Toulouse à l'exclusion des actes administratifs relatifs à l'organisation des établissements d'Enseignement Supérieur,
- * la certification matérielle des actes administratifs destinés à être produits dans les pays faisant partie de la Convention de La Haye et soumis à la procédure de l'apostille conformément à la circulaire de la direction des affaires civiles et du Sceau du 29 juillet 2005.

ARTICLE 2

2-1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DENIS la délégation de signature qui lui est confiée par l'article 1-1 du présent arrêté sera exercée par :
Monsieur Yann COUEDIC, Secrétaire général adjoint, chargé du pôle des ressources humaines,
Monsieur Frédéric FAISY, Secrétaire général adjoint, chargé du pôle support et expertise et chargé des fonctions de référent pour la Haute-Garonne,

2-2 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DENIS et sous la responsabilité de **Monsieur Yann COUEDIC**,
- autorisation de signer **toutes les correspondances relatives à la gestion de la paye des personnels dont le recteur a la charge** est donnée à : **Myriam TENANI, responsable de la cellule Coordination Paye.**
- autorisation de signer est donnée à **Madame Béatrice CAVAYE, Directrice des ressources humaines adjointe** à l'effet de signer toutes les actes administratifs dans les domaines suivants :
* tous les actes individuels relatifs à la gestion des ressources humaines,
* retraites et du droit à l'information sur les retraites,
* affiliations rétroactives au régime général de la sécurité sociale,
* demande d'annulation ou de complément d'annulation de versement de cotisation vieillesse auprès de la CARSAT et IRCANTEC,
* attestation de versement d'allocations d'aide au retour à l'emploi.

ARTICLE 3

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Vincent DENIS**, la délégation de signature qui lui est confiée par l'article 1er du présent arrêté sera également exercée par :

3-1 Monsieur Laurent GINESTET, Directeur de la Logistique Générale (DLG), à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- les définitions de besoins,
- les frais de déplacement des personnels de l'académie,
- les frais de changement de résidence de l'académie,
- l'indemnité d'éloignement de Mayotte,
- toutes correspondances n'ayant pas valeur de décision et concernant la logistique générale,
- les copies certifiées conformes de pièces exigées dans un dossier administratif de l'Education Nationale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent GINESTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Vincent PALERM, son adjoint, à fin de signer les actes n'ayant pas valeur de décision.

3-2 Madame Frédérique RUFAS, Directrice des Personnels Enseignants (DPE), à l'effet de signer :

- pour les personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'Education nationale, titulaires ou stagiaires relevant d'une gestion nationale ou académique :
* tous les actes de gestion relevant de l'arrêté du 9 août 2004 et des statuts des personnels enseignants exerçant dans l'enseignement du second degré,
* les ampliements et extraits d'arrêtés collectifs et les transmissions diverses, sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci.
- pour les personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'Education nationale non-titulaires relevant du recteur de l'académie de Toulouse : tous les actes de gestion relatifs à cette catégorie de personnel, sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci.

3-3 Madame Monia CHASSOT, Directrice du Budget et du Contrôle de Gestion (DBCG), à l'effet de signer l'ensemble des actes et pièces administratives concernant :

- la gestion de la plateforme CHORUS et à ce titre, le suivi de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des recettes des cinq budgets opérationnels de programme (BOP) académiques 139, 140, 141, 150, 230 ainsi que le 214, 150, 231, 723 en tant que responsable d'unité opérationnelle (RUO),
- le contrôle interne comptable,
- le suivi des budgets de fonctionnement départementaux,
- le contrôle de gestion (suivi de la consommation des emplois des cinq BOP ainsi que celui de la consommation de la masse salariale et des prévisions de dépenses).

3-4 Madame Valérie SALAT, Directrice des Personnels d'Administration et d'Encadrement (DPAE), à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- pour toutes les catégories de personnels affectés dans l'académie de Toulouse : tout acte et pièce relatifs aux accidents de service, aux accidents de travail et aux maladies professionnelles, notamment les congés pour raison de santé, temps partiel thérapeutique, date de consolidation, taux d'incapacité permanente partielle (IPP), date de reprise d'activité, liés aux accidents de service, accidents de travail et aux maladies professionnelles.
- pour les personnels administratifs, techniques, ouvriers, de santé et sociaux relevant du recteur de l'académie de Toulouse,
 - * les correspondances et actes de gestion de ces personnels (et notamment tous les actes de gestion énumérés par les articles 2 et 3 de l'arrêté du 7 novembre 1985 modifié, pour tous les corps ou emplois mentionnés à l'article 1) et les documents administratifs ayant trait à la gestion financière des personnels : listes de pièces justificatives pour la paye, sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci,
- pour les personnels ITRF des services académiques et de la chancellerie
 - * les documents administratifs ayant trait à la gestion financière des personnels,
 - * les actes de gestion prévus par les arrêtés du 13 décembre 2001,
- pour les personnels ITRF des établissements d'enseignement supérieur :
 - * les actes de gestion administrative prévus par les arrêtés du 13 décembre 2001, sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci,
- pour les personnels relevant de l'arrêté du 11 septembre 2003 : l'ensemble des actes administratifs sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci,
- pour les personnels d'inspection et de direction :
 - * les dérogations à obligation de résidence,
 - * les autorisations d'absence (pour les personnels de direction uniquement),
 - * les fiches de notation des directeurs adjoints de SEGPA,
 - * les documents administratifs ayant trait à la gestion financière des personnels : listes de pièces justificatives pour la paye,
- pour les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH)
 - * les convocations et ordres de mission délivrés à l'occasion des formations ou des réunions,
 - * les correspondances diverses relatives à l'organisation de la formation des aides éducateurs,
 - * les contrats de travail des agents.
 - * les actes relatifs aux accidents de travail et aux maladies professionnelles.
- pour les salariés recrutés sous contrat parcours emploi compétences PEC dans le département de la Haute-Garonne :
 - *Prise en charge complémentaire.

- pour toutes les catégories de personnels relevant du service :
- * les ampliations, extraits d'arrêtés collectifs et transmissions diverses.

3-5 Monsieur Tristan LOUBIERES, Directeur de la Prospective et de la Performance (D2P) à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- * les correspondances relatives aux enquêtes statistiques, études, publications de la DEPP,
 - * les correspondances relatives aux constats et prévisions d'effectifs d'élèves du 1^{er} degré, du 2nd degré, public et privé de l'académie, des apprentis et de l'enseignement supérieur,
 - * les correspondances relatives aux études et productions statistiques produites par la direction,
- ainsi que la gestion des applications informatiques suivantes :
- RAMSESE (Répertoire Académique et Ministériel Sur les Etablissements du Système Educatif) ;
 - DECIBEL (Base académique du 1^{er} degré) ;
 - ONDE-BE1D (gestion de la base élèves du 1^{er} degré de la Haute-Garonne pour les correspondances liées au droit d'accès et de rectification prescrit à l'article 8 de l'arrêté du 20 octobre 2008)
 - BNIE (Gestion académique de la Base Nationale des Identifiants Elèves du 1^{er} degré) ;
 - BCE (Base Centrale Evaluation CE1-CM2 nationale) ;
 - SYSCA (Système Statistique Consolidé Académique) ;
 - SCONET-BAN (Base Académique des Nomenclatures) ;
 - ARA (Apprentissage-Région-Académie) ;
 - SIFA (Système d'Information sur la Formation des Apprentis ;
 - IVA & IPA (Insertion dans la Vie Active des lycéens et apprentis) ;
 - SISE (Système d'Information sur le Suivi de l'Etudiant) ;
 - APAE (Aide au Pilotage et à l'Autoévaluation des Etablissements).

3-6 Monsieur Hervé MIRABAIL, Directeur des Systèmes d'Information (DSI), à l'effet de signer :

- * les procès-verbaux de vérification d'aptitude de matériel faisant l'objet des marchés,
- * toute correspondance n'ayant pas valeur de décision concernant l'informatique de gestion,
- * toute correspondance concernant les Missions Nationales attribuées à la DSI (diffusion et qualification des logiciels, organisation de formations).

3-7 Madame Marie CABROL, Directrice de la Direction de l'Enseignement Privé (DEP) à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- * tous les actes de gestion administrative et financière relatifs aux enseignants des établissements privés sous contrat du second degré : maîtres contractuels, maîtres délégués, et toutes correspondances relatives à cette gestion, sauf les actes préparatoires à une procédure disciplinaire ou relevant de celle-ci.
- * les propositions en matière d'inscription sur les listes d'aptitude et les tableaux d'avancement,
- * les conventions de stage en entreprise,
- * tous les actes de gestion financière pour les enseignants nommés de l'enseignement public, les correspondances de diverses natures relatives à cette gestion,
- * les autorisations d'enseigner au titre des établissements privés hors contrat.

3-8 Madame Christine PELATAN, Directrice des Examens et Concours (DEC), à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- * les convocations des personnels aux différentes réunions d'organisation et de jury des examens et concours,
- * les acceptations ou refus de candidatures aux examens et concours,
- * les diplômes et attestations de succès des brevets professionnels, baccalauréats, baccalauréats professionnels, brevets de technicien, brevets de technicien supérieur, diplômes comptables supérieurs, diplôme national du brevet, certificat de formation générale, CAP-BEP, et tous examens gérés au niveau académique,

- *diplôme d'études de la langue française en milieu scolaire (DEL F scolaire),
- *certificat de préposé au tir,
- * les certificats de fin d'études (professionnelles) secondaires,
- * les certifications matérielles des copies des diplômes soumises à l'apostille,
- * les pièces relatives aux frais d'examens et concours et recrutements,
- * les correspondances relevant de ces missions et en particulier celles adressées aux chefs d'établissement, aux chefs de centre, aux prestataires et aux candidats.

3-9 Monsieur Alexandre CAUSSÉ, Directeur de l'Organisation Scolaire (DOS) à l'effet de signer les pièces et actes administratifs suivants :

- * les correspondances relatives à la gestion des moyens du 1^{er} degré au niveau académique,
- * les correspondances relatives à la gestion de la carte des formations et des moyens enseignants et non enseignants du 2nd degré (en emplois, en heures et en IMP) au niveau académique,
- * les notifications des moyens (emplois et postes) et les correspondances relatives aux personnels de direction, d'éducation, d'inspection, administratifs, médico-sociaux et de santé, ITRF, de surveillance et d'assistance éducative, en contrat unique d'insertion – Parcours Emploi Compétences (CUI-PEC) et d'AESH.
- * les correspondances relatives à la carte des agences comptables,
- * la gestion des emplois et postes de psychologues de l'Education nationale (PSYEN), de documentalistes, de DDFTP, de conseillers en formation continue (CFC) des groupements d'établissement (GRETA), de l'apprentissage, de coordonnateur de centres de formation d'apprentis (CFA), Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), Mission Formation Continue et Apprentissage (FCA), unités pénitentiaires et MAD.
- * la gestion des moyens des lycées et lycées professionnels privés sous contrat tout département.

3-10 Monsieur Mahfoud LALAOUI, directeur des affaires juridiques (DAJ) à l'effet de signer :

1. les correspondances relevant de la mission de conseil juridique auprès des services et des établissements,
2. les actes relevant des attributions transversales de la DAJ, à savoir :
 - l'ensemble des actes relatifs à la protection fonctionnelle des personnels relevant de la compétence du recteur ;
 - l'ensemble des actes relatifs aux procédures disciplinaires à l'égard des personnels relevant de la compétence du recteur, ainsi que les actes relatifs aux radiations anticipées relevant de l'article L911-5 du code de l'éducation, de l'abandon de poste et de l'insuffisance professionnelle ;
 - l'ensemble des actes relatifs aux accidents de la circulation causés par des véhicules de l'administration d'Etat ;
 - l'ensemble des actes relatifs à la gestion des recours administratifs préalables obligatoires contre les décisions des conseils de disciplines des EPLE, et notamment la gestion de la commission académique d'appel ;
 - l'ensemble des actes liés à l'élaboration et la publication des délégations de signature des services académiques,
3. les actes de gestion et de procédure relatifs à l'instruction et à l'exécution des litiges portés devant les juridictions, et notamment les mémoires en défense et notes en délibéré adressés aux juridictions administratives, à l'exclusion des mesures d'exécution des décisions juridictionnelles relevant spécifiquement de la compétence des autres chefs de service.

Monsieur Mahfoud LALAOUI peut être appelé à représenter M. le recteur, lors des audiences relatives au contentieux administratif ou judiciaire et en particulier, en cas de référé administratif.

Bénéficient également de la même autorisation : Madame Séverine GASTON et Madame Mathilde PERRIN, chargées du conseil et du contentieux.

Durant les périodes de fermeture administrative, et pour les seules requêtes en référé, autorisation de signer les mémoires en défense et les notes en délibéré est donnée à Madame Séverine GASTON et Madame Mathilde PERRIN chargés du conseil et du contentieux.

3-11 Madame Virginie CELLIER, Directrice du Service Académique des Constructions Immobilières (SACIM) à l'effet :

- de signer :

- **de signer** les courriers et actes administratifs de gestion courante entrant dans les attributions du SACIM, notamment les demandes d'autorisation visées dans le code de l'urbanisme et celles relevant des affaires domaniales,
- **de signer** les courriers et actes de gestion courante concernant les prestations, tâches ou interventions **ressortissant à concernant** la maîtrise d'ouvrage de l'ETAT, Ministère de l'Education Nationale et Ministère de l'Enseignement Supérieur **et**, de la Recherche **et de l'Innovation** – Rectorat de l'académie de Toulouse ou à la mission de conduite d'opération.
- de représenter **Monsieur** le recteur aux Commissions d'Appels d'Offres et aux jurys de concours
- de signer les actes et décisions administratifs concernant le suivi des opérations immobilières dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à un établissement d'enseignement supérieur ou à une collectivité et, notamment, Programme Technique de Construction (PTC), rapports IRE préalables aux affectations, validation des dossier APD.

3-12 Monsieur Bruno IRIART, Directeur de l'Action Educative et de la Performance scolaire (DAEPS) à l'effet de signer les actes et pièces administratives suivants :

- * les pièces relatives à la gestion administrative, juridique et financière des dispositifs éducatifs et pédagogiques dont notamment la gestion du dispositif « service civique » et les concours scolaires (dont notamment le parlement des enfants et le prix René Cassin).
 - * les pièces relatives aux appariements d'établissements, aux voyages scolaires (des établissements du 2nd degré public ou privé sous contrat), autorisations d'utilisation d'un véhicule personnel, agrément des aumôniers et création d'aumôneries, au dialogue de gestion avec les associations, à l'agrément des associations complémentaires,
 - * les pièces relatives au conseil aux lycées concernant le fonctionnement des instances des établissements et leur fonctionnement sur les plans matériel, juridique, budgétaire et comptable,
 - * les pièces relatives au contrôle de légalité des actes administratifs et des actes à caractère budgétaire des lycées,
 - * les correspondances diverses relevant des attributions de cette mission,
 - * les bordereaux d'envoi relatifs aux arrêtés de cautionnement des agents comptables et à la transmission des réserves qu'ils peuvent émettre,
- Pour l'antépénultième et l'avant-dernière série d'actes, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno IRIART, délégation de signature est donnée à M. Thierry CAUMONT, chef de bureau DAEPS 3.

3-13 Madame Marie SAINT-MICHEL, directrice de la Délégation Académique à la Formation des Personnels de l'Education Nationale (DAFPEN), à l'effet de signer actes et pièces administratives relevant de ses attributions, telles que définies par les textes et les missions qui lui ont été confiées. Il s'agit des :

- * convocations et ordres de mission délivrés à l'occasion de stages ou de journées de formation,
- * correspondances relatives à l'organisation, à la gestion matérielle et financière des stages de formation et à l'utilisation des moyens en postes et heures destinés à la formation,

- * actes de gestion des crédits de formation initiale et continue des personnels du second degré tels que : commandes, conventions, contrats, vérifications d'états de frais, répartitions entre actions de formation et établissements d'accueil.
- * les actes d'engagement des intervenants participant à titre d'activité accessoire à des activités de formation.

II. DELEGATION FINANCIERE

ARTICLE 4

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Vincent DENIS**, Secrétaire général de l'Académie de Toulouse, à l'effet de signer :

- * tous les actes relatifs à l'ordonnancement et à l'exécution des opérations de dépenses et de recettes imputées au budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse-et du Ministère de l'Enseignement supérieur dans les limites de l'arrêté préfectoral cité dans les visas.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DENIS, la délégation de signature qui lui est confiée sera exercée par :

Monsieur Yann COUEDIC, Secrétaire Général Adjoint, chargé du pôle des ressources humaines,

Monsieur Frédéric FAISY, Secrétaire général adjoint, chargé du pôle support et expertise et chargé des fonctions de référent pour la Haute-Garonne.

ARTICLE 5

Délégation de signature est donnée à :

- **Madame Monia CHASSOT**, Directrice du Budget et du Contrôle de Gestion (DBCG), à l'effet de signer :

- * les engagements et pièces s'y rapportant, le suivi des crédits et tous les actes budgétaires, les mandats de paiement, les moyens de règlement, les ordres de recettes, les pièces justificatives des dépenses, les documents comptables y compris les rémunérations (ministères 206),
- * les avances pour l'achat d'un véhicule automobile,
- * les décisions de prise en charge du voyage retour DOM des étudiants boursiers,
- * l'ensemble des actes et pièces d'exécution de la dépense et des recettes non fiscales dans Chorus pour l'ensemble des services académiques.

- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame CHASSOT, délégation de signature est donnée à **Madame Florence TOKWET**, adjointe à la directrice, à l'effet de signer les actes susvisés relatifs aux attributions de la directrice du budget et du contrôle de gestion, les actes d'exécution de la dépense et des recettes non fiscales dans Chorus ainsi que les actes budgétaires saisis dans Chorus.

- Dans le cadre de l'application Chorus et des actes y afférent les chefs de section du bureau DBCG-AF ont délégation de signature pour valider dans l'application l'ensemble des actes relatifs à l'exécution de la dépense et aux recettes non fiscales et pour tous les documents de transmission à la Direction régionale des finances publiques, ce pour l'ensemble des services académiques.

Les chefs de sections sont :

- **Madame Stéphanie RIEUVERNET**
- **Madame Salima BACO**,
- **Monsieur Jean-Claude DUMONT**,
- **Monsieur Riko APPADOO**,
- **Madame Sophie LAPASSE**.

ARTICLE 6

Madame Myriam TENANI, chef de la **Cellule Coordination Paye** pour tous les actes relatifs à la coordination académique de la paye :

- * les actes relatifs au relèvement de la déchéance biennale,
- * les décisions relatives à la prescription quadriennale des créances sur l'Etat (en dessous de 7 622,45 €),
- * les pièces justificatives des dépenses.

ARTICLE 7

Monsieur Hervé MIRABAIL, **Directeur des Systèmes d'Information** (DSI), à l'effet de signer :

- * les commandes sur les crédits délégués au titre des dépenses informatiques et sur l'enveloppe de crédits de dépenses de fonctionnement du Rectorat attribuée à la DSI,
- * les engagements de crédits,
- * la certification et la prise en charge de factures.

ARTICLE 8

ARTICLE 8.1 (Service Académique des Constructions Immobilières)

Madame Virginie CELLIER, Directrice du SACIM, à l'effet de signer :

- Comptabilité : les fiches de liaison des pièces comptables du SACIM à la plateforme CHORUS concernant les engagements et les dépenses imputables sur les crédits des programmes 0150, 0214 et 0231 des ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement supérieur et, de la Recherche et de l'Innovation ainsi que les actes relatifs aux programmes 723.
- CHORUS formulaires : l'ensemble des actes de validation des demandes d'achat et des constatations de service fait.
- Commande publique : les actes relatifs à la préparation, la passation et l'exécution des commandes publiques, à l'exception **de la signature du contrat pour les marchés supérieurs à 90 000 € HT et des décisions de réception des travaux pour ces marchés supérieurs à 90 000 € HT.**
 - Pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 € HT, et dans le cadre de la dématérialisation de la commande publique, Madame Virginie CELLIER est habilitée à signer électroniquement les marchés après notification d'attribution signée de Monsieur le recteur.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Virginie CELLIER**, la délégation de signature est donnée à **Monsieur Thierry LIAIGRE et Monsieur Marcel DEUTCHA** pour toutes les opérations reprises ci-avant.

ARTICLE 9

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Bruno IRIART**, **Directeur de l'Action Educative et de la Performance scolaire** (DAEPS), à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits dans CHORUS formulaires pour les actes relevant de la DAEPS.

ARTICLE 10

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Laurent GINESTET**, **Directeur de la Logistique Générale** (DLG), à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits, dans CHORUS formulaires pour les actes relevant de la DLG.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent GINESTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Vincent PALERM, son adjoint pour les actes suivants : la validation des demandes d'achat et l'attestation de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent GINESTET, délégation de signature est donnée à Madame Corinne ANDRES, responsable du pôle déplacements temporaires (DLG3) pour les actes relatifs aux procédures suivantes : les frais de déplacement des personnels de l'académie, les frais de changement de résidence de l'académie et l'indemnité d'éloignement de Mayotte.

Les gestionnaires suivants du bureau des déplacements temporaires – DLG 3 (Clémence CANITROT, Jérémie DANSAUT et Valérie PY) ont délégation de signature pour engager les commandes de prestations d'agences de voyage dans l'application Chorus DT.

ARTICLE 11

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Hervé MIRABAIL, Directeur des Systèmes d'Informations (DSI)**, à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits dans CHORUS formulaires pour les actes relevant de la DSI.

ARTICLE 12

Délégation de signature est donnée à **Madame Christine PELATAN, Directrice des Examens et Concours (DEC)** et **Monsieur Philippe RAMON, chef de bureau DEC1**, à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits dans CHORUS formulaires pour les actes relevant de la DEC.

ARTICLE 13

Délégation de signature est donnée à **Madame Aurélie JEAN-JOSEPH, chef du pôle personnels du service administratif médical, infirmier et social (SAMIS)**, à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits dans CHORUS formulaires pour les actes relevant du SAMIS (y/c FIPHFP).

ARTICLE 14

Délégation de signature est donnée à **Madame Marie SAINT-MICHEL, directrice de la délégation académique à la formation des personnels de l'Education nationale, et à Madame Nathalie POUGES, chef de bureau en charge de la gestion administrative et financière à la Délégation Académique à la Formation des Personnels de l'Education Nationale (DAFPEN) jusqu'au 8 mars 2020** à l'effet de valider les demandes d'achats et de subventions ainsi que les constatations de services faits dans CHORUS formulaires pour les actes relevant de la DAFPEN.

ARTICLE 15

Délégation de signature est donnée à **Madame Frédérique RUFAS, Directrice des personnels enseignants (DPE)** pour tous les actes liés à l'engagement de la paye sans ordonnancement préalable des personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'Education nationale, titulaires ou stagiaires (BOP 141 et 230) et des personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'Education nationale (BOP 141 et 230) non titulaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Frédérique RUFAS**, la délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Manuel POUJOLS, adjoint à la directrice des personnels enseignants pour toutes les opérations reprises ci-avant,

- Madame Carine PINEL, adjointe à la directrice des personnels enseignants pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Monsieur Rémy BOUYSSOU, chef du bureau DPE1 pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Madame Laure NICOL, chef du bureau DPE2 pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Madame Djamilia SAM YU SUM, chef du bureau DPE3 pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Madame Pascale ALETON, chef du bureau DPE4 pour toutes les opérations reprises ci-avant.

Délégation de signature est donnée à **Madame Frédérique RUFAS, Directrice des personnels enseignants** (DPE) pour tous les actes liés à l'engagement de la paye sans ordonnancement préalable des personnels enseignants du premier degré (BOP 140) titulaires ou stagiaires de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, des Hautes Pyrénées, du Tarn et de Tarn-et-Garonne et des personnels enseignants du premier degré (BOP 140) non titulaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Frédérique RUFAS**, la délégation de signature est donnée à :

- Madame Carine PINEL, adjointe à la directrice des personnels enseignants pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Madame Nathalie POUGES, chef du bureau DPE6 (à compter du 9 mars 2020).

ARTICLE 16

Délégation de signature est donnée à **Madame Valérie SALAT, Directrice des personnels d'administration et d'encadrement** (DPAE) pour tous les actes liés à l'engagement de la paye sans ordonnancement préalable des personnels administratifs, techniques, ouvriers, de santé, sociaux, d'inspection et de direction, titulaires ou stagiaires (BOP 141, 214, 230 et 150) et des personnels contractuels exerçant des fonctions dans les domaines administratif, technique social et de santé (BOP 141, 214, 230 et 150).

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Valérie SALAT**, la délégation de signature est donnée à :

- Madame Sandrine COLLIN GUIBBERT, adjointe à la directrice des personnels d'administration et d'encadrement pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Monsieur Jean Pierre GHOMMIDH, chef du bureau DPAE1 pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Monsieur Philippe DELMAS, chef du bureau DPAE2 pour toutes les opérations reprises ci-avant,
- Madame Françoise MARQUEZ, chef du bureau DPAE3 pour toutes les opérations reprises ci-avant.

Délégation de signature est donnée à **Madame Valérie SALAT, Directrice des personnels d'administration et d'encadrement** (DPAE) pour tous les actes liés à l'engagement de la paye sans ordonnancement préalable des personnels contractuels **AESH** - Adaptation Scolaire et Scolarisation des élèves Handicapés affectés dans l'académie de Toulouse (BOP 230).

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Valérie SALAT**, la délégation de signature est donnée à :

- Madame Sandrine COLLIN GUIBBERT, adjointe à la directrice des personnels d'administration et d'encadrement,
- Madame Lisa POUCHARD, chef du bureau DPAE4.

III. DELEGATION AUX CHEFS D'ETABLISSEMENT

ARTICLE 17

Pour les personnels affectés dans leurs établissements, délégation de signature est donnée aux chefs d'établissement public locaux d'enseignement de l'académie de Toulouse pour les actes de gestion ayant trait :

1° aux congés de maladie prévus au premier alinéa du 2° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, aux congés de même nature prévus à l'article 24 du décret du 7 octobre 1994 susmentionné et à l'article 12 du décret du 17 janvier 1986 susmentionné ;

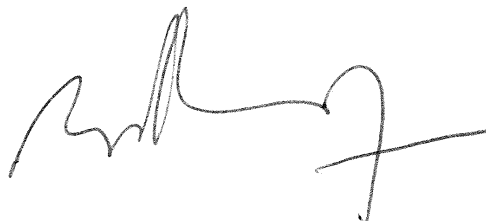
2° aux congés pour maternité ou pour adoption et au congé de paternité prévus au 5° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, à l'article 22 du décret du 7 octobre 1994 susmentionné et à l'article 15 du décret du 17 janvier 1986 susmentionné.

La liste des noms des chefs d'établissement est versée en annexe.

ARTICLE 18

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures au présent arrêté.

M. le secrétaire général d'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.



M. Benoît DELAUNAY

CODETA	DENOPR	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	CHEF D'ETABLISSEMENT
0090001C	COLLEGE	MARIO BEULAYGUE	AX-LES-THERMES	GRAND CORINNE
0090001C	COLLEGE	MARIO BEULAYGUE	AX-LES-THERMES	GRAND CORINNE
0090002D	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	GABRIEL FAURE	FOIX	MILONE PIERRE-MARIE
0090003E	LYCEE PROFESSIONNEL	JEAN DURROUX	FERRIERES-SUR-ARIEGE	PARNY LAURENCE
0090003E	LYCEE PROFESSIONNEL	JEAN DURROUX	FERRIERES-SUR-ARIEGE	PARNY LAURENCE
0090006H	LP LYCEE DES METIERS	JOSEPH MARIE JACQUARD	LAVELANET	PASQUET BRUNO
0090007J	COLLEGE	VICTOR HUGO	LAVELANET	JORGE ERNEST
0090009L	COLLEGE	FRANCOIS VERDIER	LEZAT-SUR-LEZE	BOUVIALA ERIC
0090010M	COLLEGE	ANDRE SAINT-PAUL	LE MAS-D'AZIL	DESILLES LOIC JANNICK
0090012P	COLLEGE	GASTON FEBUS	MAZERES	BELMAS THIERRY
0090013R	LYCEE POLYVALENT	MIREPOIX	MIREPOIX	TINNIRELLO LUCIEN
0090015T	LYCEE POLYVALENT	PYRENE	PAMIRS	LABARBE FREDERIC
0090015T	LYCEE POLYVALENT	PYRENE	PAMIRS	LABARBE FREDERIC
0090018W	LYCEE GENERAL	DU COUSERANS	SAINT-GIRONS	SOLANA NICOLAS
0090019X	LP LYCEE DES METIERS	ARISTIDE BERGES	SAINT-GIRONS	NABOULSI BASSAM
0090020Y	LP LYCEE DES METIERS	FRANCOIS CAMEL	SAINT-GIRONS	GERME JEAN-CLAUDE
0090020Y	LP LYCEE DES METIERS	FRANCOIS CAMEL	SAINT-GIRONS	PENDARIES ADELITA
0090023B	COLLEGE	DU GIRBET	SAVERDUN	BURILLE FRANCK
0090023B	COLLEGE	DU GIRBET	SAVERDUN	GERME JEAN-CLAUDE
0090024C	LP LYCEE DES METIERS	DR PHILIPPE TISSIE	SAVERDUN	BELHASSEN LOUTFI
0090025D	COLLEGE	JULES PALMADE	SEIX	MONTLAUR FRANCOIS
0090055L	COLLEGE	PIERRE BAYLE	PAMIRS	ORTET CATHERINE
0090056M	COLLEGE	JOSEPH-PAUL RAMBAUD	PAMIRS	RICHARD JEREMY
0090478W	COLLEGE	LAKANAL	FOIX	SCIAU FABRICE
0090479X	SEGPA	CLG MIREPOIX	MIREPOIX	TINNIRELLO LUCIEN
0090481Z	ETAB.REGIONAL ENSEIGNT ADAPTE	GUY VILLEROUX	PAMIRS	HANCIN LIONEL
0090490J	COLLEGE	LOUIS PASTEUR	LAVELANET	CACHART BRIGITTE
0090543S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO PYRENE	PAMIRS	LABARBE FREDERIC
0090543S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO PYRENE	PAMIRS	LABARBE FREDERIC
0090546V	COLLEGE	SABARTHES-MONTCALM	TARASCON-SUR-ARIEGE	DE SMIDT SONIA NATHALIE
0090573Z	COLLEGE	MIREPOIX	MIREPOIX	TINNIRELLO LUCIEN
0090574A	COLLEGE	ST GIRONS	SAINT-GIRONS	PONT JOCELYNE
0090654M	SEGPA	CLG SAINT-GIRONS	SAINT-GIRONS	PONT JOCELYNE
0090688Z	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP JEAN DURROUX	FERRIERES-SUR-ARIEGE	BOURSIN ARNAUD
0090691C	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO MIREPOIX	MIREPOIX	TINNIRELLO LUCIEN
0090694F	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP JOSEPH MARIE JACQUARD	LAVELANET	PASQUET BRUNO
0120002M	COLLEGE	VOLTAIRE	CAPDENAC-GARE	CAVILLE CHRISTOPHE
0120004P	COLLEGE	JEAN JAURES	CRANSAC	SAUVAGE JEAN-MARC
0120006S	LYCEE POLYVALENT	LA DECOUVERTE	DECAZEVILLE	VIARGUES JEAN-LUC
0120011X	COLLEGE	KERVALLON	MARCILLAC-VALLON	DE ZERBI ANTOINE
0120012Y	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	JEAN VIGO	MILLAU	PIPIEN PIERRE
0120014A	LYCEE PROFESSIONNEL	JEAN VIGO	MILLAU	PIPIEN PIERRE
0120014A	LYCEE PROFESSIONNEL	JEAN VIGO	MILLAU	PIPIEN PIERRE
0120016C	COLLEGE	DU CARLADEZ	MUR-DE-BARREZ	MAURIN NICOLAS
0120017D	COLLEGE	JEAN BOUDOU	NAUCELLE	TERRACOL JEAN-PHILIPPE
0120018E	COLLEGE	JEAN AMANS	PONT-DE-SALARS	SOULIE CAROLINE
0120019F	COLLEGE	CELESTIN SOUREZES	REQUISTA	ANTONA MATTHIEU
0120020G	COLLEGE	LUCIE AUBRAC	RIEUPEYROUX	PAROBECK CATHERINE
0120021H	COLLEGE	GEORGES ROQUIER	RIGNAC	LISSORGUES JOELLE HUGUETTE
0120022J	LYCEE GENERAL	FERDINAND FOCH	RODEZ	FROMENT KARINE
0120024L	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	ALEXIS MONTEIL	RODEZ	SIRIEYS JEAN-PAUL
0120025M	LPO LYCEE DES METIERS	JEAN JAURES	SAINT-AFFRIQUE	CONTE-DULONG SANDRA
0120028R	COLLEGE	DENYS PUECH	SAINT GENIEZ D'OLT ET D'AUBR	MASTROPIERI MICHEL
0120029S	COLLEGE	JEAN D'ALEMBERT	SEVERAC D'AVEYRON	BELAT NICOLE
0120031U	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	RAYMOND SAVIGNAC	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE	CROUX FREDERIQUE NADI
0120032V	COLLEGE	ALBERT CAMUS	BARAQUEVILLE	BOUTHIER JACQUES
0120036Z	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LA DECOUVERTE	DECAZEVILLE	TRIMBUR FRANCIS
0120037A	LP LYCEE DES METIERS	ALEXIS MONTEIL	RODEZ	SIRIEYS JEAN-PAUL
0120038B	LYCEE PROFESSIONNEL	FERDINAND FOCH	RODEZ	FROMENT KARINE
0311581A	COLLEGE	JEAN MERMOZ	BLAGNAC	PROUTEAU AGNES
0120096P	LP LYCEE DES METIERS	DU BATIMENT	AUBIN	MALGOUYRES FRANCOIS
0120101V	COLLEGE	JOSEPH FABRE	RODEZ	LAURAS CHRISTOPHE
0120622L	COLLEGE	P RAMADIER PLUS ANNEXE F	DECAZEVILLE	PEREZ JEAN-PIERRE
0120622L	COLLEGE	P RAMADIER PLUS ANNEXE F	DECAZEVILLE	PEREZ JEAN-PIERRE
0120878P	COLLEGE	MARCEL AYMARD	MILLAU	BOUX CHRISTINE
0120878P	COLLEGE	MARCEL AYMARD	MILLAU	BOUX CHRISTINE
0121133S	COLLEGE	JEAN MOULIN	RODEZ	ARROUZE CHRISTINE
0121134T	SEGPA	CLG JEAN MOULIN	RODEZ	ARROUZE CHRISTINE
0121150K	SEGPA	CLG PAUL RAMADIER	DECAZEVILLE	SAUVAGE JEAN-MARC
0121157T	LYCEE PROFESSIONNEL	RAYMOND SAVIGNAC	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE	CROUX FREDERIQUE
0121176N	COLLEGE	LOUIS DENAYROUZE	ESPALION	MASTROPIERI MICHEL
0121178R	ETAB.REGIONAL ENSEIGNT ADAPTE	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE	COLIN PATRICIA
0121213D	COLLEGE	CARCO PLUS ANNEXE LA FOU	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE	TACHE JEAN-NOEL
0121273U	COLLEGE	LES QUATRE SAISONS	ONET-LE-CHATEAU	PRATS ANNE
0121295T	COLLEGE	DE LA VIADENE	SAINT-AMANS-DES-COTS	LAUDES JEROME
0121297V	COLLEGE	JEAN JAURES	SAINT-AFFRIQUE	CONTE-DULONG SANDRA
0121330F	SEGPA	CLG MARCEL AYMARD	MILLAU	BOUX CHRISTINE
0121330F	SEGPA	CLG MARCEL AYMARD	MILLAU	BOUX CHRISTINE
0121383N	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO JEAN JAURES	SAINT-AFFRIQUE	CONTE-DULONG SANDRA
0121454R	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP LYC METIER DU BATIMENT	AUBIN	MALGOUYRES FRANCOIS
0121488C	SEGPA	COLLEGE JEAN JAURES	SAINT-AFFRIQUE	CONTE-DULONG SANDRA
0310001H	COLLEGE	ARMAND LATOUR	ASPET	CABALE MICHELE
0310003K	COLLEGE	EMILE-PAUL VAYSSIE	AURIGNAC	CELMA-BERNUZ CHRISTOPHE
0310005M	COLLEGE	JEAN MONNET	BAGNERES-DE-LUCHON	RIGAUD LAURENT
0310006N	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO EDMOND ROSTAND	MONTAUBAN-DE-LUCHON	RIGAUD LAURENT
0310007P	COLLEGE	CHARLES SURAN	BOULOGNE-SUR-GESSE	ROUX ANNE LISE
0310008R	COLLEGE	JOSEPH REY	CADOURS	CAMPS MARTINE
0310012V	COLLEGE	DU PLANTAUREL	CAZERES	VIGNAUX MARIE LAURE
0310015Y	COLLEGE	PIERRE ET MARIE CURIE	LE FOUSSERET	LEMERY JACQUES
0310017A	LPO LYCEE DES METIERS	PAUL MATHOU	GOURDAN-POLIGNAN	PAHIN FRANCOIS
0310019C	COLLEGE	LEON CAZENEUVE	L'ISLE-EN-DODON	BOULAY REGIS

0310021E	COLLEGE	GEORGES BRASSENS	MONTASTRUC-LA-CONSEILLER	BERTARD EMMANUEL
0310022F	COLLEGE	STELLA BLANDY	MONTESQUIEU-VOLVESTRE	JEAN NATHALIE
0310023G	COLLEGE	BERTRAND LARALDE	MONTREJEAU	DAUJAM ROMAIN
0310024H	LYCEE POLYVALENT	PIERRE D'ARAGON	MURET	RIFFAULT CHRISTOPHE
0310024H	LYCEE POLYVALENT	PIERRE D'ARAGON	MURET	RIFFAULT CHRISTOPHE
0310025J	COLLEGE	BETANCE	MURET	ANTUNES FILIPE
0310028M	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	VINCENT AURIOL	REVEL	DE BARROS FABRICE
0310029N	COLLEGE	ROBERT ROGER	RIEUMES	PACHECO JEROME
0310031R	COLLEGE	FRANCOIS CAZES	SAINT-BEAT-LEZ	FOUGERE STEPHANIE
0310032S	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	DE BAGATELLE	SAINT-GAUDENS	HENRI CHRISTIAN
0310033T	LYCEE PROFESSIONNEL	ELISABETH ET NORBERT CAS	SAINT-GAUDENS	DUPRAT MAUREL CHANTAL
0310035V	COLLEGE	DES 3 VALLEES	SALIES-DU-SALAT	MOUCHET PHILIPPE
0310036W	LYCEE GENERAL	PIERRE DE FERMAT	TOULOUSE	BECKRICH FRANCOIS
0310036W	LYCEE GENERAL	PIERRE DE FERMAT	TOULOUSE	BECKRICH FRANCOIS
0310037X	COLLEGE	CLEMENCE ISAURE	TOULOUSE	MOUCHOTTE FABRICE
0310038Y	LYCEE POLYVALENT	BELLEVUE	TOULOUSE	LAURENS PIERRE
0310038Y	LYCEE POLYVALENT	BELLEVUE	TOULOUSE	LAURENS PIERRE
0310039Z	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE	CROS FREDERIC
0310040A	LYCEE POLYVALENT	RAYMOND NAVES	TOULOUSE	BARREAU JOSE
0310040A	LYCEE POLYVALENT	RAYMOND NAVES	TOULOUSE	BARREAU JOSE
0310041B	LYCEE GENERAL	SAINT-SERNIN	TOULOUSE	POINTET MICHELE
0310041B	LYCEE GENERAL	SAINT-SERNIN	TOULOUSE	POINTET MICHELE
0310044E	LYCEE POLYVALENT	DEODAT DE SEVERAC	TOULOUSE	SOULIER JEAN-YVES
0310044E	LYCEE POLYVALENT	DEODAT DE SEVERAC	TOULOUSE	SOULIER JEAN-YVES
0310046G	LPO LYCEE DES METIERS	HOTELLERIE ET TOURISME	TOULOUSE	FLORENTIN NATHALIE
0310047H	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	OZENNE	TOULOUSE	DEMERSSEMAN DENIS
0310047H	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	OZENNE	TOULOUSE	DEMERSSEMAN DENIS
0310049K	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO SAINT-EXUPERY	BLAGNAC	DONNADIEU PIERRE
0310049K	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO SAINT-EXUPERY	BLAGNAC	DONNADIEU PIERRE
0310050L	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO JOSEPH GALLIENI	TOULOUSE	BECKER JEAN-LOUIS
0310051M	LYCEE PROFESSIONNEL	GUYNEMER	TOULOUSE	PERES CHRISTINE MARIE
0310052N	LP LYCEE DES METIERS	ROLAND GARROS	TOULOUSE	HUBAUT DAMIEN
0310053P	LP LYCEE DES METIERS	URBAIN VITRY	TOULOUSE	LAIGROZ DOMINIQUE
0310054R	LYCEE PROFESSIONNEL	RENEE BONNET	TOULOUSE	BODIN DANIELLE
0310055S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO M.LOUISE DISSARD FRAN	TOURNEFEUILLE	ARRESTIER NICOLE
0310056T	LP LYCEE DES METIERS	GABRIEL PERI	TOULOUSE	MIMIAGUE CHRISTINE
0310057U	LP LYCEE DES METIERS	HELENE BOUCHER	TOULOUSE	BENAZET MURIEL
0310057U	LP LYCEE DES METIERS	HELENE BOUCHER	TOULOUSE	BENAZET MURIEL
0310057U	LP LYCEE DES METIERS	HELENE BOUCHER	TOULOUSE	BENAZET MURIEL
0310057U	LP LYCEE DES METIERS	HELENE BOUCHER	TOULOUSE	BENAZET MURIEL
0310083X	COLLEGE	DIDIER DAURAT	SAINT-GAUDENS	CELMA-BERNUZ ANA MARIA
0310084Y	COLLEGE	ANTONIN PERBOSC	AUTERIVE	LORIN FREDERIC
0310085Z	COLLEGE	JEAN-PIERRE VERNANT	TOULOUSE	LEMAIRE FRANCK
0310086A	COLLEGE	GEORGE SAND	TOULOUSE	DELPAL MARIE-CHRISTINE
0310086A	COLLEGE	GEORGE SAND	TOULOUSE	DELPAL MARIE-CHRISTINE
0310088C	LP LYCEE DES METIERS		REVEL	DE BARROS FABRICE
0310089D	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	PAUL MATHOU	GOURDAN-POLIGNAN	PAHIN FRANCOIS
0311582B	COLLEGE	DES PONTS-JUMEAUX	TOULOUSE	RABOT BENOIT OLIVIER
0310090E	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO DEODAT DE SEVERAC	TOULOUSE	SOULIER JEAN-YVES
0310090E	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO DEODAT DE SEVERAC	TOULOUSE	SOULIER JEAN-YVES
0310091F	LYCEE PROFESSIONNEL	STEPHANE HESSEL	TOULOUSE	PERIES DANIEL
0310092G	COLLEGE	BELLEVUE	TOULOUSE	PIEDRA JEAN JOSE
0310093H	COLLEGE	MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE	CHEVALIER JEAN
0310093H	COLLEGE	MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE	POTHIER JEAN MARC
0311092U	LP LYCEE DES METIERS	EUGENE MONTEL	COLOMIERS	DE ONA MARIE-THERESE
0311093V	COLLEGE	MONTESQUIEU	CUGNAUX	BELARBI YOUNES
0311094W	COLLEGE	GEORGES CHAUMETON	L'UNION	ZABUKOVEC ANNIE
0311111P	COLLEGE	HUBERTINE AUCLERT	TOULOUSE	HENRY OLIVIER
0311112R	COLLEGE	HENRI DE TOULOUSE-LAUTRE	TOULOUSE	MOYAT ALAIN
0311584D	COLLEGE	MARENGO	TOULOUSE	AMIGUES VIRGINIE MARIE
0311231V	COLLEGE	MAURICE BECANNE	TOULOUSE	MALAVELLE CHRISTOPHE
0311232W	COLLEGE	CLAUDE NOUGARO	TOULOUSE	DUFOR KATY MARIE
0311235Z	COLLEGE	BELLEFONTAINE	TOULOUSE	FERRY-VANNIERE ISABELLE
0311236A	COLLEGE	PIERRE DE FERMAT	TOULOUSE	MASSOVE PATRICK
0311237B	COLLEGE	HENRI GUILLAUMET	BLAGNAC	ETIENNE ANNE
0311237B	COLLEGE	HENRI GUILLAUMET	BLAGNAC	ETIENNE ANNE
0311238C	COLLEGE	JEAN JAURES	COLOMIERS	ESTEVE PIERRE
0311238C	COLLEGE	JEAN JAURES	COLOMIERS	ESTEVE PIERRE
0311240E	ETAB REGIONAL ENSEIGNT ADAPTE	MURET	MURET	JEZIORO JEAN-MARC
0311248N	SEGPA	CLG BELLEFONTAINE	TOULOUSE	FERRY-VANNIERE ISABELLE
0311263E	COLLEGE	DU BOIS DE LA BARTHE	PIBRAC	TORTORICI KARINE JULIE
0311263E	COLLEGE	DU BOIS DE LA BARTHE	PIBRAC	TORTORICI KARINE JULIE
0311264F	COLLEGE	JOLIMONT	TOULOUSE	CONSTANT-GLEYE PHILIPPE
0311265G	COLLEGE	ROSA PARKS	TOULOUSE	HIRSCHI RENE
0311266H	COLLEGE	JEAN JAURES	CASTANET-TOLOSAN	CARPENTIER MARIE PAULE
0311316M	SEGPA	CLG ROSA PARKS	TOULOUSE	HIRSCHI RENE
0311319R	COLLEGE	LOUISA PAULIN	MURET	FERRE VERONIQUE
0311319R	COLLEGE	LOUISA PAULIN	MURET	PLANCHE GUILLAUME
0311320S	SEGPA	CLG LOUISA PAULIN	MURET	FERRE VERONIQUE
0311321T	COLLEGE	RAYMOND BADIOU	TOULOUSE	DE MENA ROMUALD
0311322U	SEGPA	CLG RAYMOND BADIOU	TOULOUSE	DE MENA ROMUALD
0311323V	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	RIVE GAUCHE	TOULOUSE	DECAESTECKER FABIENNE
0311324W	LYCEE PROFESSIONNEL	DU MIRAIL	TOULOUSE	DECAESTECKER FABIENNE
0311325X	COLLEGE	VOLTAIRE	COLOMIERS	LECCIA JEAN MARIE
0311325X	COLLEGE	VOLTAIRE	COLOMIERS	MONTEIL JEAN-PHILIPPE
0311326Y	SEGPA	CLG VOLTAIRE	COLOMIERS	LECCIA JEAN MARIE
0311327Z	COLLEGE	ALPHONSE DE LAMARTINE	TOULOUSE	LOUVET PASCAL
0311328A	COLLEGE	LES CHALET	TOULOUSE	EL FASSI MONIQUE
0311329B	SEGPA	CLG GEORGES CHAUMETON	L'UNION	ZABUKOVEC ANNIE
0311330C	COLLEGE	JEAN ROSTAND	BALMA	YRON FABIENNE
0311331D	SEGPA	CLG JEAN ROSTAND	BALMA	YRON FABIENNE
0311332E	COLLEGE	ANATOLE FRANCE	TOULOUSE	GALINET MARIE-ANNE

0311333F	COLLEGE	JEAN MOULIN	TOULOUSE	ALRIQUET JOCELYNE
0311334G	LPO LYCEE DES METIERS	EDMOND ROSTAND	BAGNERES-DE-LUCHON	RIGAUD LAURENT
0311335H	COLLEGE	JEAN GAY	VERFEIL	MIROUX EVELYNE
0311338L	COLLEGE	EMILE ZOLA	TOULOUSE	MAUTRAY CATHERINE
0311573S	COLLEGE	JEAN-PAUL LAURENS	AYGUESVIVES	SOUSA ANDRES
0311579Y	SEGA	CLG CLEMENCE ISAURE	TOULOUSE	MOUCHOTTE FABRICE
0311580Z	COLLEGE	ANDRE ABBAL	CARBONNE	HERAL BRIGITTE
0311585E	SEGA	CLG TOULOUSE-LAUTREC	TOULOUSE	MOYAT ALAIN
0311586F	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	TOULOUSE-LAUTREC	TOULOUSE	SURRE MICHEL
0311586F	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	TOULOUSE-LAUTREC	TOULOUSE	SURRE MICHEL
0311630D	COLLEGE	STENDHAL	TOULOUSE	AURIOL CATHERINE-MARIE
0311630D	COLLEGE	STENDHAL	TOULOUSE	AURIOL CATHERINE-MARIE
0311631E	COLLEGE	MICHELET	TOULOUSE	VIGOUROUX BERNARD LOUIS M
0311632F	COLLEGE	LES VIOLETTES	AUCAMVILLE	CADAS ISABELLE
0311633G	COLLEGE	ANDRE MALRAUX	RAMONVILLE-SAINT-AGNE	DAMERVAL CORINNE
0311634H	COLLEGE	JULES FERRY	VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS	LASSERRE CATHERINE
0311635J	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO BELLEVUE	TOULOUSE	LAURENS PIERRE
0311635J	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO BELLEVUE	TOULOUSE	LAURENS PIERRE
0311686P	COLLEGE	JULES VALLES	PORTET-SUR-GARONNE	HAMON XAVIER
0311687R	COLLEGE	LEON BLUM	COLOMIERS	ZAPATA-ARRICAU MARTINE
0311688S	COLLEGE	PIERRE LABITRIE	TOURNEFEUILLE	PETIOT JEAN-PAUL
0311689T	COLLEGE	ALBERT CAMUS	VILLEMUR-SUR-TARN	DRIAY FRANCOIS
0311690U	COLLEGE	FRANCOIS MITTERRAND	CARAMAN	HASSISSE DOMINIQUE
0311690U	COLLEGE	FRANCOIS MITTERRAND	CARAMAN	MERCHET CEDRIC
0311691V	SEGA	CLG ANDRE MALRAUX	RAMONVILLE-SAINT-AGNE	DAMERVAL CORINNE
0311718Z	COLLEGE	NICOLAS VAUQUELIN	TOULOUSE	ETIENNE DOMINIQUE
0311719A	SEGA	CLG LAMARTINE	TOULOUSE	BOS SYLVIE
0311720B	COLLEGE	JACQUES MAURE	CASTELGINEST	CATALO ANNE
0311721C	COLLEGE	ALAIN SAVARY	FRONTON	TONDI STEPHAN
0311722D	COLLEGE	ROMAIN ROLLAND	SAINT-JEAN	PALPACUER DANIEL
0311769E	COLLEGE	GRAND SELVE	GRENADE	LAGUILLE GERARD
0311770F	SEGA	CLG DIDIER DAURAT	SAINT-GAUDENS	CELMA-BERNUZ ANA-MARIA
0311772H	COLLEGE	LEO FERRE	SAINT-LYS	LAPEYRE FLORENCE
0311846N	COLLEGE	VINCENT AURIOL	REVEL	DE BARROS FABRICE
0311847P	SEGA	CLG ANTONIN PERBOSC	AUTERIVE	LORIN FREDERIC
0311848R	SEGA	CLG ANDRE ABBAL	CARBONNE	HERAL BRIGITTE
0311849S	SEGA	CLG ALBERT CAMUS	VILLEMUR-SUR-TARN	MOYAT ALAIN
0311850T	COLLEGE	JACQUES PREVERT	SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE	LEME ANGELIQUE
0311851U	COLLEGE	LECLERC	SAINT-GAUDENS	FOUGERE HUGUES
0311902Z	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	STEPHANE HESSEL	TOULOUSE	PERIES DANIEL
0311915N	COLLEGE	PABLO PICASSO	FROUZINS	BOURGEOIT MATHILDE
0311996B	SEGA	CLG JEAN MOULIN	TOULOUSE	SALAMERO CLAUDE
0312071H	COLLEGE	JULES VERNE	PLAISANCE-DU-TOUCH	BOISSET JEAN MARC
0312092F	COLLEGE	INTERNATIONAL VICTOR HUGO	COLOMIERS	MOUDEN LAURE
0312093G	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	INTERNATIONAL VICTOR HUGO	COLOMIERS	MOUDEN LAURE
0312093G	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	INTERNATIONAL VICTOR HUGO	COLOMIERS	MOUDEN LAURE
0312127U	SEGA	CLG GRAND SELVE	GRENADE	LAGUILLE GERARD
0312139G	COLLEGE	CAMILLE CLAUDEL	LAUNAGUET	DEPOUILLY YVES
0312140H	COLLEGE	RENE CASSIN	SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE	MARET JEAN-GUY
0312217S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO CHARLES DE GAULLE	MURET	GOUYEN YVES-BERNARD
0312217S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO CHARLES DE GAULLE	MURET	GOUYEN YVES-BERNARD
0312220V	COLLEGE	DANIEL SORANO	PINS-JUSTARET	BIBES-PORCHER GHISLAINE
0312267W	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	DES ARENES	TOULOUSE	COSTE PATRICK
0312285R	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO RAYMOND NAVES	TOULOUSE	HOULIE DOMINIQUE
0312285R	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO RAYMOND NAVES	TOULOUSE	HOULIE DOMINIQUE
0312286S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO LYC METIER HOTELIERIE	TOULOUSE	QUISSAC YVES
0312289V	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	PIERRE-PAUL RIQUET	SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE	THERON JEAN-MARIE
0312289V	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	PIERRE-PAUL RIQUET	SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE	THERON JEAN-MARIE
0312290W	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	HENRI MATISSE	CUGNAUX	MARCOS DAVID
0312307P	COLLEGE	LEONARD DE VINCI	TOURNEFEUILLE	SORBELLO DIOUF CARLINE MARYVON
0312337X	COLLEGE	FORAIN FRANCOIS VERDIER	LEGUEVIN	VAZ FLOREAL
0312338Y	COLLEGE	CANTELAUZE	FONSORBES	ROUTOU DOMINIQUE
0312423R	COLLEGE	FRANCOIS MITTERRAND	FENOUILLET	PUJO JEAN-PIERRE
0312457C	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP HELENE BOUCHER	TOULOUSE	BENAZET MURIEL
0312478A	COLLEGE	CLAUDE CORNAC	GRATENTOUR	ESTIVAL GISELE
0312572C	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP LYC METIER DE L'AMEUBLEMENT	REVEL	DE BARROS FABRICE
0312609T	COLLEGE	LES ROUSSILLOUS	SAINT-PIERRE-DE-LAGES	TESSEYRE JEROME
0312610U	COLLEGE	MARCEL DORET	VERNET	MAURIN ELISABETH
0312611V	COLLEGE	JACQUELINE AURIOL	VILLENEUVE-TOLOSANE	KERMOAL NICOLE
0312612W	COLLEGE	GALILEE	LA SALVETAT-SAINT-GILLES	DENIS VINCENT
0312613X	SEGA	CLG GALILEE	LA SALVETAT-SAINT-GILLES	DIAS GENEVIEVE
0312686B	LPO LYCEE DES METIERS	SAINT-EXUPERY	BLAGNAC	AMEZIANE HERVE
0312686B	LPO LYCEE DES METIERS	SAINT-EXUPERY	BLAGNAC	AMEZIANE HERVE
0312696M	LYCEE GENERAL	PIERRE BOURDIEU	FRONTON	MARAVAL YVES
0312697N	COLLEGE	FLORA TRISTAN	LHERM	SASTRE SABINE
0312698P	COLLEGE	PAUL CEZANNE	MONTRABE	HERAUT FREDERIC
0312699R	COLLEGE	CONDORCET	NAILLOUX	GOURNAC FABRICE FRANCOI
0312700S	COLLEGE	JEAN DIEUZAIDE	PECHBONNIEU	TAMBUTE-CALAIS VANESSA
0312706Y	SEGA	CLG STENDHAL	TOULOUSE	AURIOL CATHERINE-MARIE
0312729Y	COLLEGE	GERMAINE TILLION	AUSSONNE	PRECIGOU PASCAL
0312732B	SEGA	CLG FRANCOIS MITTERRAND	CARAMAN	HASSISSE DOMINIQUE
0312743N	COLLEGE	IRENE JOLIOT-CURIE	FONTENILLES	BERNIER VERONIQUE
0312744P	LYCEE POLYVALENT	JEAN-PIERRE VERNANT	PINS-JUSTARET	JUNCA THIERRY
0312746S	LYCEE POLYVALENT	MARIE LOUISE DISSARD FRAN	TOURNEFEUILLE	ARRESTIER NICOLE
0312754A	LYCEE GENERAL	CLEMENCE ROYER	FONSORBES	ALARY GHISLAINE
0312759F	LPO LYCEE DES METIERS	JOSEPH GALLIENI	TOULOUSE	JULE SEBASTIEN
0312759F	LPO LYCEE DES METIERS	JOSEPH GALLIENI	TOULOUSE	JULE SEBASTIEN
0312762J	COLLEGE	ELISABETH BADINTER	QUINT-FONSEGRIVES	VIGNAU MARIE-CLAUDE
0312788M	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP GABRIEL PERI	TOULOUSE	MIMIAGUE CHRISTINE
0312799Z	COLLEGE	ADRIENNE BOLLAND	BESSIERES	LENZINI FLORENCE
0312822Z	LPO LYCEE DES METIERS	CHARLES DE GAULLE	MURET	POYER MARLENE
0312822Z	LPO LYCEE DES METIERS	CHARLES DE GAULLE	MURET	POYER MARLENE

0312842W	COLLEGE	SIMONE VEIL	SAINT-JORY	BOUISSET AMELIA
0312843X	COLLEGE	PIERRE MENDES-FRANCE	LABARTHE-SUR-LEZE	ALIVON DIMITRI
0312844Y	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP ROLAND GARROS	TOULOUSE	JULE SEBASTIEN
0312845Z	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP EUGENE MONTEL	COLOMIERS	GIRARD NICOLE
0312868Z	COLLEGE	NELSON MANDELA	NOE	BULLIER BEATRICE
0312882P	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	DU LP URBAIN VITRY	TOULOUSE	LAIGROZ DOMINIQUE
0312915A	LYCEE POLYVALENT	LEON BLUM	VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS	CHARNAY ERICK
0312916B	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO JEAN PIERRE VERNANT	PINS-JUSTARET	LABAT JEAN-FRANCOIS
0312917C	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	DU LPO LEON BLUM	VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS	CHARNAY ERICK
0312918D	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP RENEE BONNET	TOULOUSE	FLORENTIN NATHALIE
0312938A	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	NELSON MANDELA	PIBRAC	ALARD-DOLQUES FRANCOISE
0312939B	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO PIERRE ARAGON	MURET	AMEZIANE HERVE
0312939B	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO PIERRE ARAGON	MURET	AMEZIANE HERVE
0312971L	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP ELISABETH ET NORBERT C	SAINT-GAUDENS	GALOIS Patricia
0320001C	COLLEGE	VERT	AIGNAN	HEURTIN OLIVIER
0320002D	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	PARDAILHAN	AUCH	TRIMBUR FRANCIS
0320006H	COLLEGE	MATHALIN	AUCH	JOUBAIRE ROZENN
0320009L	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	BOSSUET	CONDOM	MAGNIER VERONIQUE
0320010M	COLLEGE	SAINT-EXUPERY	CONDOM	SIMONOT ANNETTE
0320011N	COLLEGE	JEAN ROSTAND	EAUZE	ROGE-OUAHNICH ANNE
0320012P	COLLEGE	HUBERT REEVES	FLEURANCE	PIETRANICO ERNEST
0320013R	COLLEGE	EDOUARD LARTET	GIMONT	BEFFY VALERIE
0320014S	COLLEGE	LOUISE MICHEL	L'ISLE-JOURDAIN	RIFFAULT CHRISTOPHE
0320015T	LYCEE POLYVALENT	MARECHAL LANNES	LECTOURE	MARTIN OLIVIER
0320017V	COLLEGE	MARECHAL LANNES	LECTOURE	MARTIN OLIVIER
0320019X	COLLEGE	ARETHA FRANKLIN	MARCIAC	NURISSE BRUNO
0320021Z	COLLEGE	DU FEZENSAGUET	MAUVEZIN	SERRECOURT MARIE-HELENE
0320023B	LYCEE POLYVALENT	ALAIN-FOURNIER	MIRANDE	MICHEL CEDRIC
0320025D	LPO LYCEE DES METIERS	D'ARTAGNAN	NOGARO	LE PETIT-CORPS SYLVIE
0320026E	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO D'ARTAGNAN	NOGARO	LEPETITCORPS SYLVIE
0320027F	COLLEGE	D'ARTAGNAN	NOGARO	LE PETIT-CORPS SYLVIE
0320028G	COLLEGE	LOUIS PASTEUR	PLAISANCE	CARASCO CEDRIC
0320029H	COLLEGE	VAL D'ADOUR	RISCLE	MONDONGOU FLORENCE
0320030J	LP LYCEE DES METIERS	CLEMENT ADER	SAMATAN	FIZ VIRGINIE
0320031K	COLLEGE	FRANCOIS DE BELLEFOREST	SAMATAN	DE SEDE DE LIEUX ARNAUD
0320033M	COLLEGE	GABRIEL SEAILLES	VIC-FEZENSAC	DI GIUSTO NATHALIE
0320035P	COLLEGE	DE L'ASTARAC	MIRANDE	BENARD ERIC
0320036R	LYCEE GENERAL	JOSEPH SAVERNE	L'ISLE-JOURDAIN	BENARD ERIC
0320040V	LYCEE PROFESSIONNEL	PARDAILHAN	AUCH	TRIMBUR FRANCIS
0320067Z	LPO LYCEE DES METIERS	LE GARROS	AUCH	PAUL BENJAMIN
0320068A	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LE GARROS	AUCH	PAUL BENJAMIN
0320074G	COLLEGE	VASCONIE	MIELAN	BIDAULT BERTRAND
0320536J	SEGPA	CLG SALINIS	AUCH	DAURES JEAN-CLAUDE
0320562M	COLLEGE	SALINIS	AUCH	DAURES J CLAUDE
0320563N	COLLEGE	CARNOT	AUCH	DUBORD ISABELLE
0320564P	SEGPA	CLG VASCONIE	MIELAN	BIDAULT BERTRAND
0320565R	SEGPA	CLG D'ARTAGNAN	NOGARO	LEPETITCORPS SYLVIE
0320608M	COLLEGE	SIMONE VEIL	MASSEUBE	GERUSSI VIVIANE
0320689A	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO MARECHAL LANNES	LECTOURE	MARTIN OLIVIER
0320690B	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO ALAIN-FOURNIER	MIRANDE	BENARD ERIC
0320716E	SEGPA	CLG MARECHAL LANNES	LECTOURE	MARTIN OLIVIER
0320738D	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP CLEMENT ADER	SAMATAN	HERAUT FREDERIC
0320740F	COLLEGE	FRANÇOISE HERITIER	L'ISLE-JOURDAIN	BAQUIE FRANCIS
0320743J	SEGPA	SEGPA CLG FRANCOIS HERITIER	L'ISLE-JOURDAIN	BAQUIE FRANCIS
0460001B	COLLEGE	GEORGES POMPIDOU	CAJARC	GRANIER LIONEL
0460006G	COLLEGE	GAMBETTA	CAHORS	CREPET JEAN
0460007H	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	CLEMENT MAROT	CAHORS	KAUFFMANN CHRISTELLE
0460008J	COLLEGE	EMILE VAYASSE	CASTELNAU MONTRATIER-STE	COUSIN BARBARA
0460010L	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	JEAN-FRANCOIS CHAMPOLLIO	FIGEAC	COMBET-NIBOUREL ARNAUD
0460012N	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO LEO FERRE	GOURDON	GASNAULT PIERRE
0460013P	LYCEE POLYVALENT	LEO FERRE	GOURDON	GASNAULT PIERRE
0460015S	COLLEGE	JEAN MONNET	LACAPELLE-MARIVAL	CHABOT ANNIE-PIERRE
0460018V	COLLEGE	LA CHATAIGNERAIE	LATRONQUIERE	CHABOT ANNIE-PIERRE
0460020X	COLLEGE	L'IMPERNAL	LUZECH	CUBAYNES VINCENT
0460021Y	COLLEGE	DES SEPT TOURS	MARTEL	FOUCRIER MICHEL
0460022Z	COLLEGE	JEAN-JACQUES FAURIE	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	CARLES VALERIE SOPHIE
0460024B	COLLEGE	D'ISTRIE	PRAYSSAC	BOUSSENARD MARYLINE
0460026D	LYCEE GENERAL	JEAN LURCAT	SAINT-CERE	POUMEYROL REMI
0460027E	COLLEGE	SALVIAC	SALVIAC	ARLERI CORINNE
0460028F	LPO LYCEE DES METIERS	LOUIS VICAT	SOULLAC	BRONQUART STEPHANIE
0460030H	COLLEGE	DU PUY D'ISSOLUD	VAYRAC	KAUFFMANN ANNE
0460032K	LP LYCEE DES METIERS	CHAMPOLLION	FIGEAC	COMBET-NIBOUREL ARNAUD
0460051F	LP LYCEE DES METIERS	CLEMENT MAROT	CAHORS	KAUFFMANN CHRISTELLE
0460054J	COLLEGE	MARCEL MASBOU	FIGEAC	RIVANO JEAN-PASCAL
0460493L	LPO LYCEE DES METIERS	GASTON MONNERVILLE	CAHORS	VIRLOGEUX PASCAL JACQUES
0460528Z	COLLEGE	OLIVIER DE MAGNY	CAHORS	VIRLOGEUX PASCAL
0460529A	LP LYCEE DES METIERS	HOTELIER QUERCY-PERIGORD	SOULLAC	MORDRET JACQUES
0460530B	COLLEGE	D'OLT	PUY-L'EVEQUE	LABROUSSE JEAN-YVES
0460564N	SEGPA	CLG OLIVIER DE MAGNY	CAHORS	VIRLOGEUX PASCAL
0460565P	COLLEGE	LA GARENNE	GRAMAT	HAMON CYRIL
0460573Y	COLLEGE	D'ORLINDE	BRETENOUX	FOURES OLIVIER
0460574Z	SEGPA	CLG MARCEL MASBOU	FIGEAC	CAZES MARTINE
0460592U	COLLEGE	LEO FERRE	GOURDON	GASNAULT PIERRE
0460593V	COLLEGE	JEAN LURCAT	SAINT-CERE	POUMEYROL REMI
0460594W	COLLEGE	LE PUY D'ALON	SOULLAC	RAYNAL VALERIE
0460639V	SEGPA	CLG JEAN LURCAT	SAINT-CERE	RISPAL MICHEL
0460659S	SEGPA	CLG LEO FERRE	GOURDON	GASNAULT PIERRE
0460669C	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO LYC METIER LOUIS VICAT	SOULLAC	BRONQUART STEPHANIE
0460670D	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO LYC METIER G MONNERVILLE	CAHORS	VIRLOGEUX PASCAL
0460691B	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP HOTELIER QUERCY-PERIGORD	SOULLAC	MORDRET JACQUES
0650001Y	LYCEE CLIMATIQUE	RENE BILLERES	ARGELES-GAZOST	BORET SYLVIE
0650003A	COLLEGE	MARECHAL FOCH	ARREAU	LANG CLAUDE

0650005C	LPO LYCEE DES METIERS	VICTOR DURUY	BAGNERES-DE-BIGORRE	LAROUY-MAUMUS CECILE
0650012K	LYCEE GENERAL	MICHELET	LANNEMEZAN	GARCIA REMY
0650014M	LP LYCEE DES METIERS	DE L'ARROUZA	LOURDES	ANGLA STEPHAN
0650015N	COLLEGE	LA SERRE DE SANSAN	LOURDES	ARMAGNAC MARTINE
0650017R	COLLEGE	DE LA BAROUSSE	LOURES-BAROUSSE	CLOUARD PEGGY
0650018S	COLLEGE	DES TROIS VALLEES	LUZ-SAINT-SAUVEUR	PITEU CHRISTINE
0650019T	COLLEGE	JEAN JAURES	MAUBOURGUET	CAMPAYS CHRISTINE
0650020U	COLLEGE	DU HAUT LAVEDAN	PIERREFITTE-NESTALAS	PITEU CHRISTINE
0650022W	COLLEGE	BEAULIEU	SAINT-LAURENT-DE-NESTE	MOMBET JEAN-FRANCOIS
0650025Z	LYCEE GENERAL	THEOPHILE GAUTIER	TARBES	MANACH YVON
0650026A	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	MARIE CURIE	TARBES	TOUZANNE PASCAL
0650026A	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	MARIE CURIE	TARBES	TOUZANNE PASCAL
0650027B	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	JEAN DUPUY	TARBES	PERRON CHRISTOPHE
0650028C	LP LYCEE DES METIERS	SIXTE VIGNON	AUREILHAN	FOURQUET OLIVIER
0650029D	LYCEE PROFESSIONNEL	REFFYE	TARBES	VRIGNON MURIEL CLAUDIE
0650031F	COLLEGE	DESAIX	TARBES	GINESTET-CANDEHORE PASCALE
0650033H	COLLEGE	MASSEY	TARBES	CASTELNAU SYLVIE
0650034J	COLLEGE	PAUL ELUARD	TARBES	HIVET THIERRY
0650035K	LYCEE PROFESSIONNEL	PIERRE MENDES FRANCE	VIC-EN-BIGORRE	TOUZANNE PASCAL
0650036L	COLLEGE	DU VAL D'ARROS	TOURNAY	CLAVE ANNE
0650037M	COLLEGE	D'ASTARAC-BIGORRE	TRIE-SUR-BAISE	HEURTIN MADELEINE
0650038N	LYCEE GENERAL	PIERRE MENDES FRANCE	VIC-EN-BIGORRE	ELICHABE CHRISTOPHE
0650040R	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	LA SERRE DE SANSAN	LOURDES	ARMAGNAC MARTINE
0650041S	LP LYCEE DES METIERS	JEAN DUPUY	TARBES	PERRON CHRISTOPHE
0650050B	COLLEGE	VOLTAIRE	TARBES	TARRIEU MARIE LISE
0650084N	COLLEGE	GASTON FEBUS	LANNEMEZAN	GARCIA REMY
0650088T	COLLEGE	PAUL VALERY	SEMEAC	PERGENT PASCALE
0650088T	COLLEGE	PAUL VALERY	SEMEAC	PERGENT PASCALE
0650089U	COLLEGE	BLANCHE ODIN	BAGNERES-DE-BIGORRE	FAROUT THIERRY
0650241J	SEGPA	CLG GASTON FEBUS	LANNEMEZAN	GARCIA REMY
0650472K	SEGPA	MERMOZ CLG PAUL ELUARD	TARBES	HIVET THIERRY
0650740B	COLLEGE	PYRENEES	TARBES	LACAZE MANUEL
0650767F	SEGPA	CLG PYRENEES	TARBES	LACAZE MANUEL
0650813F	SEGPA	CLG SERRE DE SANSAN	LOURDES	ARMAGNAC MARTINE
0650835E	COLLEGE	VICTOR HUGO	TARBES	DAYNAC NATHALIE
0650836F	COLLEGE CLIMATIQUE	RENE BILLERES	ARGELES-GAZOST	BORET SYLVIE
0650838H	COLLEGE	PIERRE MENDES FRANCE	VIC-EN-BIGORRE	TOUZANNE PASCAL
0650874X	LP LYCEE DES METIERS	LAUTREAMONT	TARBES	COURADE CYRILLE
0650961S	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO VICTOR DURUY	BAGNERES-DE-BIGORRE	CAUSSE ALEXANDRE
0651020F	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP DE L'ARROUZA	LOURDES	ANGLA STEPHAN
0651052R	SEGPA	CLG PIERRE MENDES FRANCE	VIC-EN-BIGORRE	TOUZANNE PASCAL
0651061A	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP REFFYE	TARBES	VRIGNON MURIEL
0810002M	COLLEGE	ALAIN-FOURNIER	ALBAN	ROBIN JEAN-MARC
0810003N	LP LYCEE DES METIERS	TOULOUSE-LAUTREC	ALBI	COT MICHEL
0810004P	LYCEE POLYVALENT	LOUIS RASCOL	ALBI	TRIGOSSE MICHEL
0810004P	LYCEE POLYVALENT	LOUIS RASCOL	ALBI	TRIGOSSE MICHEL
0810004P	LYCEE POLYVALENT	LOUIS RASCOL	ALBI	TRIGOSSE MICHEL
0810005R	LYCEE GENERAL	BELLEVUE	ALBI	MERLE MARYLINE
0810006S	LYCEE GENERAL	LAPEROUSE	ALBI	ALBINET BRIGITTE
0810008U	COLLEGE	BRASSAC	BRASSAC	VERDEIL DIDIER
0810012Y	LYCEE POLYVALENT	JEAN JAURES	CARMAUX	BEGORRE REGIS PHILIPPE
0810012Y	LYCEE POLYVALENT	JEAN JAURES	CARMAUX	BEGORRE REGIS PHILIPPE
0810012Y	LYCEE POLYVALENT	JEAN JAURES	CARMAUX	BEGORRE REGIS PHILIPPE
0810016C	LYCEE PROFESSIONNEL	LE SIDOBRE	CASTRES	CILIBERTI DIDIER
0810018E	LP LYCEE DES METIERS	ANNE VEAUTE	CASTRES	MELLIER ANNE-MARIE
0810019F	COLLEGE	DU VAL CEROU	CORDES-SUR-CIEL	CECCATO DANIELLE
0810020G	COLLEGE	MADELEINE CROS	DOURGNE	SECCO FLORENCE
0810023K	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	VICTOR HUGO	GAILLAC	LAVEST PIERRE
0810025M	COLLEGE	LA VALLEE DU THORE	LABASTIDE-ROUAIROUX	HAVEZ EVELYNE
0810025M	COLLEGE	LA VALLEE DU THORE	LABASTIDE-ROUAIROUX	LOPEZ SANDRINE
0810026N	COLLEGE	DE LA MONTAGNE NOIRE	LABRUGUIERE	MERIGUET DOMINIQUE
0810027P	COLLEGE	DU MONTALET	LACAUNE	GIOVANNINI FRANCOIS
0810028R	COLLEGE	LES PORTANELLES	LAUTREC	DALL'ACQUA STEPHANE
0810030T	LYCEE GENERAL	LAS CASES	LAUR	PICARD LUC
0810033W	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	MARECHAL SOULT	MAZAMET	DELERUE JEAN LUC
0810036Z	COLLEGE	JACQUES DURAND	PUYLAURENS	BEAUBOIS ANNE-MARIE
0810037A	COLLEGE	LEON GAMBETTA	RABASTENS	VASLET OLIVIER
0810038B	COLLEGE	LOUISA PAULIN	REALMONT	BALOU DOMINIQUE
0810041E	COLLEGE	PIERRE SUC	SAINT-SULPICE-LA-POINTE	CHAMINADE DAVID
0810043G	COLLEGE	EUSTACHE DE BEAUMARCHAIS	VALENCE-D'ALBIGEOIS	PEZET ESTELLE
0810044H	COLLEGE	RENE CASSIN	VIELMUR-SUR-AGOUT	WARCKOL MURIEL THERESE
0810046K	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LOUIS RASCOL	ALBI	TRIGOSSE MICHEL
0810047L	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	AUCOUTURIER	CARMAUX	BEGORRE REGIS PHILIPPE
0810047L	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	AUCOUTURIER	CARMAUX	BEGORRE REGIS PHILIPPE
0810051R	COLLEGE	ARISTIDE BRUANT	ALBI	CERISIER ODILE
0810052S	COLLEGE	HONORE DE BALZAC	ALBI	BEDES AURELIE
0810052S	COLLEGE	HONORE DE BALZAC	ALBI	DEPAIRE MICHELE
0810061B	COLLEGE	JEAN MONNET	CASTRES	ARTAUT BRIGITTE
0810124V	COLLEGE	DU SAUT DE SABO	SAINT-JUERY	RODIERE ALAIN
0810125W	COLLEGE	LOUIS PASTEUR	GRAULHET	JOURDE HUGUES
0810125W	COLLEGE	LOUIS PASTEUR	GRAULHET	JOURDE HUGUES
0810126X	COLLEGE	JEAN-LOUIS ETIENNE	MAZAMET	BOUVIER NATHALIE
0810127Y	COLLEGE	MARCEL PAGNOL	MAZAMET	COUSTET ISABELLE
0810785N	SEGPA	CLG JEAN-LOUIS ETIENNE	MAZAMET	BOUVIER NATHALIE
0810787R	COLLEGE	VICTOR HUGO	CARMAUX	MENUT HERVE
0810788S	COLLEGE	AUGUSTIN MALROUX	BLAYE-LES-MINES	TABACZYNSKY SYLVIE
0810845D	SEGPA	CLG JEAN MONNET	CASTRES	VAUTHIER MICHEL
0810847F	SEGPA	CLG AUGUSTIN MALROUX	BLAYE-LES-MINES	TABACZYNSKY SYLVIE
0810936C	SEGPA	CLG LOUIS PASTEUR	GRAULHET	CHARPIN VALERIE
0810959C	LYCEE POLYVALENT	BORDE BASSE	CASTRES	DELPEYRAT NAJAT
0810960D	COLLEGE	JEAN JAURES	CASTRES	DUBREUIL ISABELLE
0810961E	COLLEGE	LES CEDRES	CASTRES	SAUVAGE XAVIER

0810962F	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	BORDE BASSE	CASTRES	DELPEYRAT NAJAT
0810962F	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	BORDE BASSE	CASTRES	DELPEYRAT NAJAT
0810968M	SEGPA	CLG ALBERT CAMUS	GAILLAC	LAMOTTE LOIC
0810993P	COLLEGE	ALBERT CAMUS	GAILLAC	LAMOTTE LOIC
0810993P	COLLEGE	ALBERT CAMUS	GAILLAC	RIEUX EDWIGE
0810995S	LYCEE PROFESSIONNEL	DOCTEUR CLEMENT DE PEMIL	GRAULHET	VALENTI BRIGITTE
0811030E	COLLEGE	BELLEVUE	ALBI	MERLE MARYLINE
0811032G	COLLEGE	LES CLAUZADES	LAVAUR	ROSAN OLIVIER
0811034J	SEGPA	CLG BELLEVUE	ALBI	MERLE MARYLINE
0811041S	SEGPA	CLG LES CLAUZADES	LAVAUR	ROSAN OLIVIER
0811144D	LP LYCEE DES METIERS	HOTELIER	MAZAMET	MIALON NICOLAS
0811197L	COLLEGE	JEAN JAURES	ALBI	DELPEYRAT FRANCIS
0811207X	SEGPA	CLG JEAN JAURES	ALBI	DELPEYRAT FRANCIS
0811280B	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP ANNE VEAUTE	CASTRES	MELLIER ANNE-MARIE
0811289L	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP MARIE-ANTOINETTE RIESS	MAZAMET	DELERUE JEAN-LUC
0811324Z	LYCEE PROFESSIONNEL	MARIE-ANTOINETTE RIESS	MAZAMET	DELERUE JEAN-LUC
0811331G	COLLEGE	RENEE TAILLEFER	GAILLAC	TOMMASI FREDDY
0811340S	COLLEGE	JEAN-MARIE GUSTAVE LE CLE	LISLE-SUR-TARN	GOUACHON LUC
0811340S	COLLEGE	JEAN-MARIE GUSTAVE LE CLE	LISLE-SUR-TARN	LAMOTTE LOIC
0811341T	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP DOCTEUR CLEMENT DE PE	GRAULHET	VALENTI BRIGITTE
0811347Z	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP TOULOUSE-LAUTREC	ALBI	COT MICHEL
0820001F	LP LYCEE DES METIERS		BEAUMONT-DE-LOMAGNE	ROBERT LUDWIG
0820004J	LYCEE POLYVALENT	JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	CHARPIN VALERIE
0820004J	LYCEE POLYVALENT	JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	CHARPIN VALERIE
0820007M	COLLEGE	PIERRE DARASSE	CAUSSADE	SAUVAGE JEAN MARC
0820011S	COLLEGE	ANTONIN PERBOSC	LAFRANCAISE	LAROUSSINIE FRANCINE
0820014V	COLLEGE	DU PAYS DE SERRES	LAUZERTE	LOPEZ ISABELLE MARIE
0820016X	LYCEE GENERAL	FRANCOIS MITTERRAND	MOISSAC	MULES VALERIE
0820017Y	COLLEGE	FRANCOIS MITTERRAND	MOISSAC	MULES VALERIE
0820020B	LYCEE GENERAL	JULES MICHELET	MONTAUBAN	CARRIE MICHEL YVE
0820021C	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	BOURDELLE	MONTAUBAN	DONATIEN PHILIPPE
0820021C	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE	BOURDELLE	MONTAUBAN	DONATIEN PHILIPPE
0820022D	COLLEGE	INGRES	MONTAUBAN	PRAT PHILIPPE
0820029L	COLLEGE	JEAN ROSTAND	VALENCE	NABIAS CLAUDE
0820032P	LYCEE PROFESSIONNEL	BOURDELLE	MONTAUBAN	DONATIEN PHILIPPE
0820039X	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO JEAN BAYLET	VALENCE	ALARY GHISLAINE
0820066B	COLLEGE	JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	DIEUDONNE PASCAL
0820067C	COLLEGE	THEODORE DESPEYROUS	BEAUMONT-DE-LOMAGNE	PELISSIER ALEXANDRINE
0820588U	COLLEGE	OLYMPE DE GOUGES	MONTAUBAN	JORGE JOSE MANUEL
0820588U	COLLEGE	OLYMPE DE GOUGES	MONTAUBAN	JORGE JOSE MANUEL
0820589V	SEGPA	CLG OLYMPE DE GOUGES	MONTAUBAN	JORGE JOSE MANUEL
0820682W	SEGPA	CLG PIERRE DARASSE	CAUSSADE	BERTARD EMMANUEL
0820683X	COLLEGE	JEAN LACAZE	GRISOLLES	COLMAGRO GILLES
0820684Y	COLLEGE	JEAN JAURES	MONTAUBAN	POUGET ELISABETH
0820684Y	COLLEGE	JEAN JAURES	MONTAUBAN	RAVE CLAIRE
0820685Z	SEGPA	CLG JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	SOULA ERIC
0820700R	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	CHARPIN VALERIE
0820700R	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	JEAN DE PRADES	CASTELSARRASIN	CHARPIN VALERIE
0820703U	SEGPA	CLG MANUEL AZANA	MONTAUBAN	AZEMA THIERRY
0820704V	COLLEGE	PIERRE BAYROU	SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL	ROULS BENEDICTE MADEL
0820705W	SEGPA	CLG FRANCOIS MITTERRAND	MOISSAC	MULES VALERIE
0820713E	COLLEGE	PIERRE FLAMENS	CASTELSARRASIN	VERNEZOUL CORINNE
0820742L	SEGPA	CLG JEAN ROSTAND	VALENCE	NABIAS CLAUDE
0820823Z	COLLEGE	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	LABASTIDE-SAINT-PIERRE	ESTEVE LAURENT
0820824A	COLLEGE	JEAN HONORE FRAGONARD	NEGREPESSE	BESSOLES DOMINIQUE
0820866V	SECTION ENSEIGNT GEN.ET TECHNO	LP LYCEE DES METRIER BEAU	BEAUMONT-DE-LOMAGNE	ROBERT LUDWIG
0820883P	LYCEE POLYVALENT	CLAUDE NOUGARO	MONTEILS	HURT YANN
0820891Y	COLLEGE	VERCINGETORIX	MONTECH	SALAH SERGE MALIK
0820896D	COLLEGE	MANUEL AZANA	MONTAUBAN	SOLA PHILIPPE
0820899G	LYCEE POLYVALENT	JEAN BAYLET	VALENCE	BERGOUIGNOUX SABINE
0820914Y	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO CLAUDE NOUGARO	MONTEILS	ESTEVE LAURENT
0820917B	LYCEE POLYVALENT	OLYMPE DE GOUGES	MONTECH	SOULA ERIC
0820918C	SECTION ENSEIGNT PROFESSIONNEL	LPO	MONTECH	

SGAMI SUD

R76-2020-02-24-001

Arrêté d'ouverture du recrutement d'agent spécialisé de la police
technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année
2020



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GENERAL DE LA ZONE DE
DEFENSE ET DE SECURITE SUD

SECRETARIAT GÉNÉRAL
POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE
L'INTERIEUR SUD

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

BUREAU DU RECRUTEMENT



N° SGAMI/DRH/BR/11

LE PREFET DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE PREFET DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Arrêté d'ouverture du recrutement d'agent spécialisé de police technique et scientifique de la police nationale au titre de l'année 2020

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°2008-492 du 26 mai 2008 modifiée relative aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense ;

VU le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat ;

VU le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

VU le décret n°2002-812 du 3 mai 2002 portant statut particulier du corps des agents spécialisés de police technique et scientifique ;

VU le décret n°2004-1105 du 19 octobre 2004 relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

VU le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

VU le décret du 7 mai 2019 portant nomination de Monsieur Christian CHASSAING, en qualité de secrétaire général de la zone de défense et de sécurité sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches du Rhône ;

VU l'arrêté du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale modifié ;

VU l'arrêté du 3 décembre 1999 relatif à l'organisation, à la nature et au programme des épreuves des concours d'aide technique de laboratoires de la police technique et scientifique de la police nationale ;

VU l'arrêté du 3 février 2003 fixant la liste des concours de la direction générale de la police nationale pour lesquels il est institué une commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans un autre état membre de la communauté européenne ou dans un autre état partie à l'accord sur l'espace économique européen ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter au concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

VU l'arrêté du 27 août 2010 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires des corps techniques et scientifiques de la police nationale ;

VU L'arrêté du 17 février 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe et interne pour le concours d'agent spécialisé de police technique et scientifique de la police nationale

VU l'arrêté n° 2014205-0006 du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité sud ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christian CHASSAING, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud ;

SUR proposition du secrétaire général de zone de défense et de sécurité Sud ;

AR R E T E

ARTICLE 1 Un concours externe et interne d'agents spécialisés de la police technique et scientifique de la police nationale est organisé dans le ressort du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud.

ARTICLE 2 La date limite des inscriptions papier et en ligne est fixée au 27 mars 2020 (le cachet de la poste faisant foi).

ARTICLE 3 Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le 16 avril 2020 à Marseille et à Toulouse

ARTICLE 4 les résultats d'admissibilité seront communiqués à compter du 22 mai 2020

ARTICLE 5 Les épreuves orales d'admission se dérouleront à compter du 15 juin 2020 à Marseille

ARTICLE 6 Les résultats d'admission seront communiqués à compter du 30 juin 2020

ARTICLE 7 Le nombre de postes ouverts pour les concours externe et interne, ainsi que la composition du jury, feront l'objet d'arrêtés ultérieurs.

ARTICLE 8 Le préfet de zone de défense et de sécurité Sud, préfet de région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 février 2020

Pour le Préfet de zone de défense et de sécurité Sud
Le chef du bureau du recrutement

SIGNE
Eric VOTION

SGAR Occitanie

R76-2020-02-24-007

Arrêté portant création du lycée polyvalent Martin Malvy de Cazères

ARRETE PORTANT CREATION DU LYCEE POLYVALENT MARTIN MALVY DE CAZERES (31)

Le préfet de la région Occitanie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu l'article L 421-1 du Code de l'éducation ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la délibération CP/2016-OCT/5.02 de la commission permanente du conseil régional du 25 octobre 2016 affectant des crédits pour la construction du lycée de Cazères (31) ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

Arrête

Article 1er. - Est créé à compter de la date de signature du présent arrêté, un établissement public local d'enseignement, dénommé Lycée polyvalent Martin Malvy à Cazères, lequel sera ouvert à partir du 31 août 2020, à l'adresse suivante :

27, rue Bordeblanque, 31220 CAZERES
Numéro d'immatriculation : 0312995M

Article 2. – l'établissement est doté d'une section d'enseignement professionnel, créée et ouverte dans les mêmes conditions, immatriculée : 0312996N.

Article 3. - Le secrétaire général pour les affaires régionales et Monsieur le recteur de l'Académie de Toulouse sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 24 février 2020

Le préfet,



Etienne GUYOT

SGAR Occitanie

R76-2020-02-24-008

Arrêté portant désaffectation d'une parcelle du lycée professionnel agricole de Pamiers

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Mission Éducation – Culture – Sport

**Arrêté portant désaffectation d'une parcelle
du Lycée professionnel agricole (LPA) de Pamiers (09)**

Le Préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 83-633 du 22 juillet 1983, modifiée notamment par la loi n°85-97 du 25 janvier 1985 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre VIII portant sur l'enseignement, la formation professionnelle et le développement agricole, la recherche agronomique ;

Vu la délibération n°2019-03-04 du 27 novembre 2019, du conseil d'administration de l'EPLEFPA de Pamiers approuvant la désaffectation du service public de l'enseignement de la parcelle ZT 12 ;

Vu la délibération n°CP/2019 – DEC/01.10 de la commission permanente du 13 décembre 2019 du conseil régional sollicitant la désaffectation du service public de l'enseignement de la parcelle ZT12 du Lycée professionnel agricole de Pamiers, en vue de la céder gratuitement à la ville de Pamiers, afin d'y aménager une portion de voie verte qui permettra, notamment, un accès piéton plus sécurisé ;

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - La parcelle ZT 12, d'une superficie de 3 769 m², située sur la commune de Pamiers et appartenant au Lycée professionnel agricole (LPA) de Pamiers, est désaffectée du service public de l'enseignement.

Article 2 - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 24.02.2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
pour les affaires régionales,



Nicolas HESSE